

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

25 MARS 1999

Propositions de modification du
règlement du Sénat

TEXTE ADOPTÉ
PAR LE BUREAU

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

25 MAART 1999

Voorstellen tot wijziging van het
reglement van de Senaat

TEKST AANGENOMEN
DOOR HET BUREAU

Voir:

Document du Sénat:

1-1084 - 1998/1999:

N° 1: Rapport.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1084 - 1998/1999:

Nr. 1: Verslag.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

**Texte adopté
par le Bureau**

TITRE I^{er}

TITRE I^{er}

**DE L'ORGANISATION DU SÉNAT
ET DE SON FONCTIONNEMENT**

**DE L'ORGANISATION DU SÉNAT
ET DE SON FONCTIONNEMENT**

CHAPITRE I^{er}

CHAPITRE I^{er}

**Du bureau provisoire, de la vérification des pouvoirs
et de la formation de l'assemblée**

**Du bureau provisoire, de la vérification des pouvoirs
et de la formation de l'assemblée**

ARTICLE 1^{er}

ARTICLE 1^{er}

À l'ouverture de la session, et jusqu'à la constitution du bureau définitif, le membre qui, comme sénateur sortant, remplit depuis le plus longtemps un mandat parlementaire remplit les fonctions de président. À ancienneté égale, la préférence est donnée au plus âgé.

À l'ouverture de la session, et jusqu'à la constitution du bureau définitif, le membre qui, comme sénateur sortant, remplit depuis le plus longtemps un mandat parlementaire remplit les fonctions de président. À ancienneté égale, la préférence est donnée au plus âgé.

Il est assisté des deux plus jeunes membres de l'assemblée, qui forment avec lui le bureau provisoire.

Il est assisté des deux plus jeunes membres de l'assemblée, qui forment avec lui le bureau provisoire.

ART. 2

ART. 2

Lors de tout renouvellement du Sénat et jusqu'à la nomination du bureau définitif, les sept membres les plus âgés élus par le corps électoral sont appelés à former la commission de vérification des pouvoirs.

Lors de tout renouvellement du Sénat et jusqu'à la constitution du bureau définitif, les sept membres les plus âgés élus par le corps électoral sont appelés à former la commission de vérification des pouvoirs.

ART. 3

ART. 3

Les pièces justificatives des élections ainsi que les protestations et oppositions auxquelles les élections auraient donné lieu sont remises à la commission, qui désigne un ou plusieurs de ses membres pour faire rapport au Sénat.

Les pièces justificatives des élections ainsi que les protestations et oppositions auxquelles les élections auraient donné lieu sont remises à la commission, qui désigne un ou plusieurs de ses membres pour faire rapport au Sénat.

Les réclamations émanant d'autres personnes que des sénateurs doivent parvenir au Sénat au plus tard la veille de la vérification des pouvoirs. Si elles sont basées sur des faits constatés par des documents, ceux-ci y sont joints.

Les réclamations doivent parvenir au Sénat avant la vérification des pouvoirs. Si elles sont basées sur des faits constatés par des documents, ceux-ci y sont joints.

Le Sénat prononce sur la validité des élections, et le président proclame sénateurs et sénateurs suppléants ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

Le Sénat prononce sur la validité des élections, et le président proclame sénateurs et sénateurs suppléants ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

TITEL I

TITEL I

**ORGANISATIE EN WERKWIJZE
VAN DE SENAAT**

**ORGANISATIE EN WERKWIJZE
VAN DE SENAAT**

HOOFDSTUK I

HOOFDSTUK I

**Voorlopig bureau, onderzoek van de geloofsbrieven
en samenstelling van de vergadering**

**Voorlopig bureau, onderzoek van de geloofsbrieven
en samenstelling van de vergadering**

ARTIKEL 1

ARTIKEL 1

Bij de opening van de zitting treedt het lid dat, als aftredend senator, gedurende de langste tijd een parlementair mandaat heeft uitgeoefend, als voorzitter op totdat het vast bureau is samengesteld. Bij gelijke ancienniteit wordt de voorkeur gegeven aan het oudste lid in jaren.

Bij de opening van de zitting treedt het lid dat, als aftredend senator, gedurende de langste tijd een parlementair mandaat heeft uitgeoefend, als voorzitter op totdat het vast bureau is samengesteld. Bij gelijke ancienniteit wordt de voorkeur gegeven aan het oudste lid in jaren.

Hij wordt bijgestaan door de twee jongste leden van de vergadering, die samen met hem het voorlopig bureau vormen.

Hij wordt bijgestaan door de twee jongste leden van de vergadering, die samen met hem het voorlopig bureau vormen.

ART. 2

ART. 2

Bij elke vernieuwing van de Senaat en tot de benoeming van het vast bureau, vormen de zeven oudste leden in jaren, gekozen door het kiezerskorps, samen de commissie voor het onderzoek van de geloofsbrieven.

Bij elke vernieuwing van de Senaat en totdat het vast bureau is samengesteld, vormen de zeven oudste leden in jaren, gekozen door het kiezerskorps, samen de commissie voor het onderzoek van de geloofsbrieven.

ART. 3

ART. 3

De bewijsstukken betreffende de verkiezingen, alsook de bezwaar- en verzetschriften waartoe de verkiezingen aanleiding zouden hebben gegeven, worden overgezonden aan de commissie, die een of meer van haar leden aanwijst om aan de Senaat verslag uit te brengen.

De bewijsstukken betreffende de verkiezingen, alsook de bezwaar- en verzetschriften waartoe de verkiezingen aanleiding zouden hebben gegeven, worden overgezonden aan de commissie, die een of meer van haar leden aanwijst om aan de Senaat verslag uit te brengen.

Bezwaar van andere personen dan senatoren moet bij de Senaat toekomen uiterlijk op de dag vóór die waarop het onderzoek van de geloofsbrieven plaatsvindt. Is dat bezwaar gegrond op feiten die uit documenten blijken, dan worden die documenten bijgevoegd.

De bezwaren moeten vóór het onderzoek van de geloofsbrieven bij de Senaat inkomen. Zijn die bezwaren gegrond op feiten die uit documenten blijken, dan worden die documenten bijgevoegd.

De Senaat doet uitspraak over de geldigheid van de verkiezingen. Zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, worden door de voorzitter tot senator of senator-opvolger uitgeroepen.

De Senaat doet uitspraak over de geldigheid van de verkiezingen. Zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, worden door de voorzitter tot senator of senator-opvolger uitgeroepen.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ART. 4

Lors du renouvellement intégral du Sénat, après la vérification des pouvoirs des membres élus directement par le corps électoral, le bureau provisoire fixe, après avoir consulté l'assemblée, la date à laquelle il sera procédé à l'installation des sénateurs désignés par les Conseils de communauté, conformément aux dispositions des articles 211 et 212 du Code électoral.

Au jour fixé, la commission visée à l'article 2 vérifie les pouvoirs des membres proclamés élus par les présidents des Conseils de communauté. Le Sénat se prononce ensuite sur les conclusions de la commission, et le président proclame sénateurs ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

ART. 5

Lors du renouvellement intégral du Sénat, lorsqu'il a été procédé à la vérification des pouvoirs de tous les membres élus directement par le corps électoral et des sénateurs désignés par les Conseils de communauté, le bureau provisoire fixe, après avoir consulté l'assemblée, la date de l'élection des sénateurs à désigner par le Sénat conformément aux dispositions des articles 218 à 220 du Code électoral.

Au jour fixé, sur rapport de la commission visée à l'article 2, le Sénat vérifie les pouvoirs des membres ainsi désignés, et le président proclame sénateurs ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

ART. 6

Après la constitution du bureau définitif, en cas d'élection partielle ou de remplacement d'un sénateur, la vérification des pouvoirs est assurée par le bureau, conformément aux dispositions de l'article 3. Le bureau désigne un de ses membres pour faire rapport à l'assemblée.

ART. 7

Avant d'entrer en fonctions, les membres du Sénat sont tenus de prêter serment en séance publique.

Les sénateurs proclamés élus qui n'ont pas encore prêté serment ne peuvent prendre part ni aux délibé-

**Texte adopté
par le Bureau**

ART. 4

Lors du renouvellement intégral du Sénat, après la vérification des pouvoirs des membres élus directement par le corps électoral, le bureau provisoire fixe, après avoir consulté l'assemblée, la date à laquelle il sera procédé à l'installation des sénateurs désignés par les Conseils de communauté, conformément aux dispositions des articles 211 et 212 du Code électoral.

Au jour fixé, la commission visée à l'article 2 vérifie les pouvoirs des membres proclamés élus par les présidents des Conseils de communauté. Le Sénat se prononce ensuite sur les conclusions de la commission, et le président proclame sénateurs ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

ART. 5

Lors du renouvellement intégral du Sénat, lorsqu'il a été procédé à la vérification des pouvoirs de tous les membres élus directement par le corps électoral et des sénateurs désignés par les Conseils de communauté, le bureau provisoire fixe, après avoir consulté l'assemblée, la date de l'élection des sénateurs à désigner par le Sénat conformément aux dispositions des articles 218 à 220 du Code électoral.

Au jour fixé, sur rapport de la commission visée à l'article 2, le Sénat vérifie les pouvoirs des membres ainsi désignés, et le président proclame sénateurs ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

ART. 6

Après la constitution du bureau définitif, en cas d'élection partielle ou de remplacement d'un sénateur, la vérification des pouvoirs est assurée par le bureau, conformément aux dispositions de l'article 3. Le bureau désigne un de ses membres pour faire rapport à l'assemblée.

ART. 7

Avant d'entrer en fonctions, les membres du Sénat sont tenus de prêter serment en séance publique.

Les sénateurs proclamés élus qui n'ont pas encore prêté serment ne peuvent prendre part ni aux délibé-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ART. 4

Bij de volledige vernieuwing van de Senaat stelt het voorlopig bureau, na de geloofsbrieven van de door het kiezerskorps rechtstreeks gekozen leden te hebben onderzocht en na de vergadering te hebben geraadpleegd, de datum vast waarop de senatoren worden aangesteld die door de Gemeenschapsraden zijn aangewezen overeenkomstig de artikelen 211 en 212 van het Kieswetboek.

Op de gestelde dag onderzoekt de commissie bedoeld in artikel 2, de geloofsbrieven van de leden die gekozen zijn verklaard door de voorzitters van de Gemeenschapsraden. Vervolgens doet de Senaat uitspraak over de conclusies van de commissie en worden zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, door de voorzitter tot senator uitgeroepen.

ART. 5

Wanneer bij de volledige vernieuwing van de Senaat de geloofsbrieven zijn onderzocht van alle door het kiezerskorps rechtstreeks verkozen leden en van de door de Gemeenschapsraden aangewezen senatoren, stelt het voorlopig bureau, na de vergadering te hebben geraadpleegd, de datum vast voor de verkiezing van de senatoren die door de Senaat moeten worden aangewezen overeenkomstig de artikelen 218 tot 220 van het Kieswetboek.

Op de gestelde dag onderzoekt de Senaat, op verslag van de commissie bedoeld in artikel 2, de geloofsbrieven van de aldus aangewezen leden, en worden zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, door de voorzitter tot senator uitgeroepen.

ART. 6

Nadat het vast bureau is samengesteld, onderzoekt het bureau bij gedeeltelijke verkiezingen of vervanging van een senator de geloofsbrieven overeenkomstig artikel 3. Het bureau wijst een van zijn leden aan om verslag uit te brengen aan de vergadering.

ART. 7

Voor zij hun mandaat opnemen, moeten de leden van de Senaat de eed afleggen in de openbare vergadering.

Verkozen verklaarde senatoren die de eed nog niet hebben afgelegd, mogen niet deelnemen aan de

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ART. 4

Bij de volledige vernieuwing van de Senaat stelt het voorlopig bureau, na de geloofsbrieven van de door het kiezerskorps rechtstreeks gekozen leden te hebben onderzocht en na de vergadering te hebben geraadpleegd, de datum vast waarop de senatoren worden aangesteld die door de Gemeenschapsraden zijn aangewezen overeenkomstig de artikelen 211 en 212 van het Kieswetboek.

Op de gestelde dag onderzoekt de commissie bedoeld in artikel 2, de geloofsbrieven van de leden die gekozen zijn verklaard door de voorzitters van de Gemeenschapsraden. Vervolgens doet de Senaat uitspraak over de conclusies van de commissie en worden zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, door de voorzitter tot senator uitgeroepen.

ART. 5

Wanneer bij de volledige vernieuwing van de Senaat de geloofsbrieven zijn onderzocht van alle door het kiezerskorps rechtstreeks verkozen leden en van de door de Gemeenschapsraden aangewezen senatoren, stelt het voorlopig bureau, na de vergadering te hebben geraadpleegd, de datum vast voor de verkiezing van de senatoren die door de Senaat moeten worden aangewezen overeenkomstig de artikelen 218 tot 220 van het Kieswetboek.

Op de gestelde dag onderzoekt de Senaat, op verslag van de commissie bedoeld in artikel 2, de geloofsbrieven van de aldus aangewezen leden, en worden zij wier geloofsbrieven geldig zijn verklaard, door de voorzitter tot senator uitgeroepen.

ART. 6

Nadat het vast bureau is samengesteld, onderzoekt het bureau bij gedeeltelijke verkiezingen of vervanging van een senator de geloofsbrieven overeenkomstig artikel 3. Het bureau wijst een van zijn leden aan om verslag uit te brengen aan de vergadering.

ART. 7

Voor zij hun mandaat opnemen, moeten de leden van de Senaat de eed afleggen in de openbare vergadering.

Verkozen verklaarde senatoren die de eed nog niet hebben afgelegd, mogen niet deelnemen aan de

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

**Texte adopté
par le Bureau**

rations ni aux votes, sauf en ce qui concerne la validation des élections et la vérification des pouvoirs.

rations ni aux votes, sauf en ce qui concerne la validation des élections et la vérification des pouvoirs.

CHAPITRE II

CHAPITRE II

Du bureau définitif

Du bureau définitif

ART. 8

ART. 8

Au plus tard dans un délai de quatorze jours après la désignation des sénateurs cooptés, le Sénat procède à l'installation de son bureau définitif, composé :

Au plus tard dans un délai de quatorze jours après la désignation des sénateurs cooptés, le Sénat procède à l'installation de son bureau définitif, composé :

1^o d'un président, d'un premier vice-président, d'un deuxième vice-président et d'un troisième vice-président, nommés successivement par scrutin spécial, et de trois questeurs, élus ensuite au scrutin de liste;

1^o d'un président, d'un premier vice-président, d'un deuxième vice-président et d'un troisième vice-président, nommés successivement par des scrutins distincts, et de trois questeurs, élus ensuite au scrutin de liste;

2^o des présidents des groupes politiques représentés dans les commissions permanentes; ils sont assimilés aux vice-présidents.

2^o des présidents des groupes politiques représentés dans les commissions permanentes; ils sont assimilés aux vice-présidents.

Les présidents des groupes politiques représentés dans les commissions permanentes notifient au président le nom du membre de leur groupe qui les remplacera en cas d'empêchement.

Les présidents des groupes politiques représentés dans les commissions permanentes notifient au président le nom du membre de leur groupe qui les remplacera en cas d'empêchement.

ART. 9

ART. 9

Sous réserve de ce qui est dit ci-après, toutes les nominations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, se font dans le cadre de la représentation proportionnelle des groupes politiques définie à l'article 76, conformément aux dispositions de l'article 74.

Sous réserve de ce qui est dit ci-après, toutes les nominations visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, se font dans le cadre de la représentation proportionnelle des groupes politiques définie à l'article 76, conformément aux dispositions de l'article 74.

Toutefois, le président n'est proclamé élu que s'il obtient la majorité absolue des suffrages des membres présents. Si au premier tour de scrutin aucun candidat n'obtient cette majorité, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, après désistement éventuel d'un candidat mieux placé. Si au second tour de scrutin aucun des deux candidats n'obtient la majorité requise, la séance est levée et la nomination des membres du bureau est remise à la séance suivante. Lors de cette séance, il est procédé au troisième tour de scrutin; celui des deux candidats qui obtient le plus grand nombre de suffrages est élu.

Toutefois, le président n'est proclamé élu que s'il obtient la majorité absolue des suffrages des membres présents. Si au premier tour de scrutin aucun candidat n'obtient cette majorité, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, après désistement éventuel d'un candidat mieux placé. Si au second tour de scrutin aucun des deux candidats n'obtient la majorité requise, la séance est levée et la nomination des membres du bureau est remise à la séance suivante. Lors de cette séance, il est procédé au troisième tour de scrutin; celui des deux candidats qui obtient le plus grand nombre de suffrages est élu.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

beraadslagingen of aan de stemmingen, behalve over de geldigverklaring van de verkiezingen en het onderzoek van de geloofsbrieven.

beraadslagingen of aan de stemmingen, behalve over de geldigverklaring van de verkiezingen en het onderzoek van de geloofsbrieven.

HOOFDSTUK II

HOOFDSTUK II

Vast bureau

Vast bureau

ART. 8

ART. 8

Uiterlijk binnen veertien dagen na de aanwijzing van de gecoöpteerde senatoren installeert de Senaat zijn vast bureau, dat is samengesteld uit:

Uiterlijk binnen veertien dagen na de aanwijzing van de gecoöpteerde senatoren installeert de Senaat zijn vast bureau, dat is samengesteld uit:

1^o een voorzitter, een eerste ondervoorzitter, een tweede ondervoorzitter en een derde ondervoorzitter, die achtereenvolgens worden benoemd bij afzonderlijke verkiezingen, en drie quaestoren, die daarna worden verkozen bij stemming op een lijst;

1^o een voorzitter, een eerste ondervoorzitter, een tweede ondervoorzitter en een derde ondervoorzitter, die achtereenvolgens worden benoemd bij afzonderlijke verkiezingen, en drie quaestoren, die daarna worden verkozen bij stemming op een lijst;

2^o de voorzitters van de fracties die vertegenwoordigd zijn in de vaste commissies; zij zijn gelijkgesteld met de ondervoorzitters.

2^o de voorzitters van de fracties die vertegenwoordigd zijn in de vaste commissies; zij zijn gelijkgesteld met de ondervoorzitters.

De voorzitters van de fracties vertegenwoordigd in de vaste commissies delen aan de voorzitter de naam mee van het lid van hun fractie dat hen bij verhindering zal vervangen.

De voorzitters van de fracties vertegenwoordigd in de vaste commissies delen aan de voorzitter de naam mee van het lid van hun fractie dat hen bij verhindering zal vervangen.

ART. 9

ART. 9

Behoudens hetgeen hierna bepaald wordt, geschieden alle benoemingen bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o, met inachtneming van de in artikel 76 bepaalde evenredige vertegenwoordiging van de fracties, overeenkomstig artikel 74.

Behoudens hetgeen hierna bepaald wordt, geschieden alle benoemingen bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o, met inachtneming van de in artikel 76 bepaalde evenredige vertegenwoordiging van de fracties, overeenkomstig artikel 74.

De voorzitter wordt evenwel slechts verkozen verklaard indien hij de volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden verkrijgt. Indien na de eerste stemming geen enkele kandidaat deze meerderheid verkrijgt, heeft herstemming plaats tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald, eventueel nadat een beter geplaatste kandidaat zich heeft teruggetrokken. Indien bij de tweede stemming geen van beide kandidaten de vereiste meerderheid verkrijgt, wordt de vergadering gesloten en de benoeming van de leden van het bureau tot de volgende vergadering verdaagd. Tijdens die vergadering wordt overgegaan tot de derde stemming; degene van de twee kandidaten die de meeste stemmen heeft behaald, is verkozen.

De voorzitter wordt evenwel slechts verkozen verklaard indien hij de volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden verkrijgt. Indien na de eerste stemming geen enkele kandidaat deze meerderheid verkrijgt, heeft herstemming plaats tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald, eventueel nadat een beter geplaatste kandidaat zich heeft teruggetrokken. Indien bij de tweede stemming geen van beide kandidaten de vereiste meerderheid verkrijgt, wordt de vergadering gesloten en de benoeming van de leden van het bureau tot de volgende vergadering verdaagd. Tijdens die vergadering wordt overgegaan tot de derde stemming; degene van de twee kandidaten die de meeste stemmen heeft behaald, is verkozen.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ART. 10

Lorsque le bureau ne décide pas par consensus, chacun des groupes politiques qui y est représenté a droit à un nombre de voix égal au nombre de mandats auquel il pourrait prétendre si l'ensemble du bureau était composé conformément à la représentation proportionnelle des groupes politiques définie à l'article 76.

Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, ont toujours voix délibérative.

Le cas échéant, ceux des membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o, qui, par application des alinéas qui précèdent, n'auraient pas droit à une, ou éventuellement plusieurs voix délibératives, siègent avec voix consultative.

ART. 11

Sans préjudice des attributions des questeurs définies à l'article 15, le bureau peut, dans les matières et pour la durée qu'il détermine, déléguer l'exercice de ses compétences aux membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o.

ART. 12

Lorsque le Sénat est constitué, il en donne connaissance au Roi, à la Chambre des représentants et aux Conseils de communauté et de région.

ART. 13

Le président maintient l'ordre dans l'assemblée, fait observer le règlement, pose les questions et les met aux voix, annonce le résultat des votes et des scrutins, prononce les décisions du Sénat, porte la parole en son nom et conformément à son vœu, et veille à la sécurité intérieure et extérieure du Sénat.

Le président ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question et y ramener. S'il veut discuter, il quitte le fauteuil et ne peut le reprendre que lorsque la discussion sur la question est terminée.

**Texte adopté
par le Bureau**

ART. 10

Lorsque le bureau ne décide pas par consensus, chacun des groupes politiques qui y est représenté a droit à un nombre de voix égal au nombre de mandats auquel il pourrait prétendre si l'ensemble du bureau était composé conformément à la représentation proportionnelle des groupes politiques définie à l'article 76.

Les membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, ont toujours voix délibérative.

Le cas échéant, ceux des membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o, qui, par application des alinéas qui précèdent, n'auraient pas droit à une, ou éventuellement plusieurs voix délibératives, siègent avec voix consultative.

ART. 11

Sans préjudice des attributions des questeurs définies à l'article 15, le bureau peut, dans les matières et pour la durée qu'il détermine, déléguer l'exercice de ses compétences aux membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o.

ART. 12

Lorsque le Sénat est constitué, il en donne connaissance au Roi, à la Chambre des représentants et aux Conseils de communauté et de région.

ART. 13

Le président maintient l'ordre dans l'assemblée, fait observer le règlement, pose les questions et les met aux voix, annonce le résultat des votes et des scrutins, prononce les décisions du Sénat, porte la parole en son nom et conformément à son vœu, et veille à la sécurité intérieure et extérieure du Sénat.

Le président ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question et y ramener. S'il veut discuter, il quitte le fauteuil et ne peut le reprendre que lorsque la discussion sur la question est terminée.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ART. 10

Wanneer het bureau niet bij consensus beslist, heeft elke fractie die in het bureau vertegenwoordigd is, recht op een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal mandaten waarop ze aanspraak zou kunnen maken indien het gehele bureau zou worden samengesteld overeenkomstig de regels van de in artikel 76 bepaalde evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o, zijn steeds stemgerechtigd.

In voorkomend geval hebben de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2^o, die met toepassing van de vorige leden, niet het recht zouden hebben een of eventueel meer stemmen uit te brengen, een raadgevende stem.

ART. 11

Onverminderd de bevoegdheden van de quaestoren bepaald in artikel 15, kan het bureau, voor de gelegenheden en voor de tijd die het bepaalt, de uitoefening van zijn bevoegdheden overdragen aan de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o.

ART. 12

Wanneer de Senaat geconstitueerd is, geeft hij hiervan kennis aan de Koning, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Gemeenschaps- en Gewestraden.

ART. 13

De voorzitter handhaaft de orde in de vergadering, doet het reglement naleven, stelt de vraagpunten en brengt ze in stemming, kondigt de uitslag van de stemmingen en de verkiezingen af, spreekt de besluiten van de Senaat uit, voert het woord uit naam van de Senaat en overeenkomstig zijn wens en zorgt voor de in- en uitwendige veiligheid van de Senaat.

De voorzitter mag zich slechts in het debat mengen om de stand van de zaak toe te lichten en de beraadslaging tot het punt in behandeling terug te brengen. Wil hij zelf aan de beraadslaging deelnemen, dan verlaat hij de voorzitterszetel en neemt die niet weer in zolang de zaak aan de orde is.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ART. 10

Wanneer het bureau niet bij consensus beslist, heeft elke fractie die in het bureau vertegenwoordigd is, recht op een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal mandaten waarop ze aanspraak zou kunnen maken indien het gehele bureau zou worden samengesteld overeenkomstig de regels van de in artikel 76 bepaalde evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

De leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o, zijn steeds stemgerechtigd.

In voorkomend geval hebben de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2^o, die met toepassing van de vorige leden, niet het recht zouden hebben een of eventueel meer stemmen uit te brengen, een raadgevende stem.

ART. 11

Onverminderd de bevoegdheden van de quaestoren bepaald in artikel 15, kan het bureau, voor de gelegenheden en voor de tijd die het bepaalt, de uitoefening van zijn bevoegdheden overdragen aan de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1^o.

ART. 12

Wanneer de Senaat geconstitueerd is, geeft hij hiervan kennis aan de Koning, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Gemeenschaps- en Gewestraden.

ART. 13

De voorzitter handhaaft de orde in de vergadering, doet het reglement naleven, stelt de vraagpunten en brengt ze in stemming, kondigt de uitslag van de stemmingen en de verkiezingen af, spreekt de besluiten van de Senaat uit, voert het woord uit naam van de Senaat en overeenkomstig zijn wens en zorgt voor de in- en uitwendige veiligheid van de Senaat.

De voorzitter mag zich slechts in het debat mengen om de stand van de zaak toe te lichten en de beraadslaging tot het punt in behandeling terug te brengen. Wil hij zelf aan de beraadslaging deelnemen, dan verlaat hij de voorzitterszetel en neemt die niet weer in zolang de zaak aan de orde is.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ART. 14

Les vice-présidents exercent les mêmes attributions que le président, lorsqu'ils le remplacent.

ART. 15

1. Les questeurs sont chargés de toutes les mesures relatives au cérémonial, au matériel et aux dépenses du Sénat.

Ils se concertent avec leurs collègues de la Chambre des représentants pour les mesures concernant l'entretien du palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux assemblées.

2. Sur rapport fait par les questeurs, le bureau procède à l'examen de la comptabilité des fonds du Sénat, vérifie et apure les comptes et arrête le budget du Sénat; il soumet comptes et budgets à l'approbation de l'assemblée.

ART. 16

1. Le président, les vice-présidents et les questeurs sont nommés pour une session.

Les membres du bureau restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session suivante.

2. À défaut du président et des vice-présidents, le doyen d'âge préside le Sénat ou ses députations.

CHAPITRE III

Des groupes linguistiques

ART. 17

À l'exception du sénateur désigné par le Conseil de la Communauté germanophone, chaque membre élu du Sénat fait partie du groupe linguistique français ou du groupe linguistique néerlandais, conformément à l'article 43, § 2, de la Constitution.

**Texte adopté
par le Bureau**

ART. 14

Les vice-présidents exercent les mêmes attributions que le président, lorsqu'ils le remplacent.

ART. 15

1. Les questeurs sont chargés de toutes les mesures relatives au cérémonial, au matériel et aux dépenses du Sénat.

Ils se concertent avec leurs collègues de la Chambre des représentants pour les mesures concernant l'entretien du palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux assemblées.

2. Sur rapport fait par les questeurs, le bureau procède à l'examen de la comptabilité des fonds du Sénat, vérifie et apure les comptes et arrête le budget du Sénat; il soumet comptes et budgets à l'approbation de l'assemblée.

ART. 16

1. Le président, les vice-présidents et les questeurs sont nommés pour une session.

Les membres du bureau restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session suivante.

2. À défaut du président et des vice-présidents, le doyen d'âge préside le Sénat ou ses députations.

CHAPITRE III

Des groupes linguistiques

ART. 17

À l'exception du sénateur désigné par le Conseil de la Communauté germanophone, chaque membre élu du Sénat fait partie du groupe linguistique français ou du groupe linguistique néerlandais, conformément à l'article 43, § 2, de la Constitution.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ART. 14

De ondervoorzitters oefenen dezelfde bevoegdheden uit als de voorzitter, wanneer zij hem vervangen.

ART. 15

1. De quaestoren zijn belast met alle maatregelen betreffende het ceremonieel, het materieel en de uitgaven van de Senaat.

Zij plegen overleg met hun collega's van de Kamer van volksvertegenwoordigers voor de maatregelen tot onderhoud van het Paleis en voor die waarbij beide vergaderingen gemeenschappelijk belang hebben.

2. Op verslag van de quaestoren onderzoekt het bureau het geldelijk beheer van de Senaat, het ziet de rekeningen na en zuivert ze aan en stelt de begroting van de Senaat vast; het onderwerpt de rekeningen en de begrotingen aan de goedkeuring van de vergadering.

ART. 16

1. De voorzitter, de ondervoorzitters en de quaestoren worden benoemd voor een zitting.

De leden van het bureau bekleden hun ambt tot de opening van de volgende zitting.

2. Bij ontstentenis van de voorzitter en de ondervoorzitters bekleedt het oudste lid in jaren het voorzitterschap van de Senaat of van de Senaatsafvaardigingen.

HOOFDSTUK III

Taalgroepen

ART. 17

Met uitzondering van de senator aangewezen door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap maakt elk gekozen lid van de Senaat deel uit van de Nederlandse of van de Franse taalgroep overeenkomstig artikel 43, § 2, van de Grondwet.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ART. 14

De ondervoorzitters oefenen dezelfde bevoegdheden uit als de voorzitter, wanneer zij hem vervangen.

ART. 15

1. De quaestoren zijn belast met alle maatregelen betreffende het ceremonieel, het materieel en de uitgaven van de Senaat.

Zij plegen overleg met hun collega's van de Kamer van volksvertegenwoordigers voor de maatregelen tot onderhoud van het Paleis en voor die waarbij beide vergaderingen gemeenschappelijk belang hebben.

2. Op verslag van de quaestoren onderzoekt het bureau het geldelijk beheer van de Senaat, het ziet de rekeningen na en zuivert ze aan en stelt de begroting van de Senaat vast; het onderwerpt de rekeningen en de begrotingen aan de goedkeuring van de vergadering.

ART. 16

1. De voorzitter, de ondervoorzitters en de quaestoren worden benoemd voor een zitting.

De leden van het bureau bekleden hun ambt tot de opening van de volgende zitting.

2. Bij ontstentenis van de voorzitter en de ondervoorzitters bekleedt het oudste lid in jaren het voorzitterschap van de Senaat of van de Senaatsafvaardigingen.

HOOFDSTUK III

Taalgroepen

ART. 17

Met uitzondering van de senator aangewezen door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap maakt elk gekozen lid van de Senaat deel uit van de Nederlandse of van de Franse taalgroep overeenkomstig artikel 43, § 2, van de Grondwet.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

CHAPITRE IV

Des groupes politiques

ART. 18

1. Les sénateurs élus directement par le corps électoral peuvent s'organiser en groupes politiques d'après les listes sur lesquelles ils ont été élus. Aucun membre ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Les sénateurs désignés par le Conseil de la Communauté française, par le Conseil flamand ou par le Sénat ne peuvent adhérer qu'au groupe à l'intervention duquel ils ont été désignés en application de l'article 211 ou 220 du Code électoral.

Le sénateur désigné par le Conseil de la Communauté germanophone peut adhérer à l'un des groupes visés à l'alinéa 1^{er}.

2. Les groupes politiques remettent au président la liste de leurs membres, signée par eux à titre d'adhésion individuelle, et le nom de leur président.

3. Toute modification dans la composition des groupes est portée à la connaissance du président du Sénat par leur président.

4. Chaque groupe politique peut organiser un secrétariat administratif dont il recrute le personnel.

Sur proposition du collège des questeurs, le bureau fixe le montant de la subvention qui est allouée aux groupes, ainsi que les conditions de leur installation matérielle et le droit d'accès de leur personnel aux locaux du Sénat.

5. Le bureau décide quel moment de la semaine est réservé aux réunions des groupes politiques.

Sauf décision contraire du bureau, aucune réunion de commission ni séance plénière ne se tiennent à ce moment.

CHAPITRE V

**De la délégation du Sénat à
la commission parlementaire de concertation**

ART. 19

1. Lors de tout renouvellement du Sénat et immédiatement après la formation du bureau, l'assemblée

**Texte adopté
par le Bureau**

CHAPITRE IV

Des groupes politiques

ART. 18

1. Les sénateurs élus directement par le corps électoral peuvent s'organiser en groupes politiques d'après les listes sur lesquelles ils ont été élus. Aucun membre ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Les sénateurs désignés par le Conseil de la Communauté française, par le Conseil flamand ou par le Sénat ne peuvent adhérer qu'au groupe à l'intervention duquel ils ont été désignés en application de l'article 211 ou 220 du Code électoral.

Le sénateur désigné par le Conseil de la Communauté germanophone peut adhérer à l'un des groupes visés à l'alinéa 1^{er}.

2. Les groupes politiques remettent au président la liste de leurs membres, signée par eux à titre d'adhésion individuelle, et le nom de leur président.

3. Toute modification dans la composition des groupes est portée à la connaissance du président du Sénat par leur président.

4. Chaque groupe politique peut organiser un secrétariat administratif dont il recrute le personnel.

Sur proposition du collège des questeurs, le bureau fixe le montant de la subvention qui est allouée aux groupes, ainsi que les conditions de leur installation matérielle et le droit d'accès de leur personnel aux locaux du Sénat.

5. Le bureau décide quel moment de la semaine est réservé aux réunions des groupes politiques.

Sauf décision contraire du bureau, aucune réunion de commission ni séance plénière ne se tiennent à ce moment.

CHAPITRE V

**De la délégation du Sénat à
la commission parlementaire de concertation**

ART. 19

1. Lors de tout renouvellement du Sénat et immédiatement après la constitution du bureau définitif,

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

HOOFDSTUK IV

Fracties

ART. 18

1. De senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen zijn, kunnen zich tot fracties verenigen volgens de lijsten waarop zij verkozen zijn. Geen lid mag tot meer dan één fractie behoren.

De senatoren die aangewezen zijn door de Vlaamse Raad, door de Raad van de Franse Gemeenschap of door de Senaat, kunnen alleen toetreden tot de fractie door wier toedoen zij aangewezen zijn overeenkomstig artikel 211 of 220 van het Kieswetboek.

De senator die aangewezen is door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, kan toetreden tot een van de fracties bedoeld in het eerste lid.

2. De fracties overhandigen aan de voorzitter de lijst van hun leden, die door hen wordt ondertekend ten blijke van hun individuele toetreding, en de naam van hun voorzitter.

3. Elke wijziging in de samenstelling van de fracties wordt door de fractievoorzitter ter kennis van de voorzitter gebracht.

4. Elke fractie kan een administratief secretariaat organiseren waarvan zij het personeel aanstelt.

Op voorstel van het college van quaestoren bepaalt het bureau het bedrag van de toelage die aan de fracties wordt verleend, alsook de voorwaarden van hun materiële installatie en het recht van toegang van hun personeel tot de lokalen van de Senaat.

5. Het bureau beslist welk tijdstip van de week wordt gereserveerd voor de fractievergaderingen.

Tenzij het bureau anders beslist, heeft op dat tijdstip geen commissie of plenaire vergadering plaats.

HOOFDSTUK V

**Afvaardiging van de Senaat in
de parlementaire overlegcommissie**

ART. 19

1. Bij iedere vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering, onmiddellijk na aanstelling van het

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

HOOFDSTUK IV

Fracties

ART. 18

1. De senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen zijn, kunnen zich tot fracties verenigen volgens de lijsten waarop zij verkozen zijn. Geen lid mag tot meer dan één fractie behoren.

De senatoren die aangewezen zijn door de Vlaamse Raad, door de Raad van de Franse Gemeenschap of door de Senaat, kunnen alleen toetreden tot de fractie door wier toedoen zij aangewezen zijn overeenkomstig artikel 211 of 220 van het Kieswetboek.

De senator die aangewezen is door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, kan toetreden tot een van de fracties bedoeld in het eerste lid.

2. De fracties overhandigen aan de voorzitter de lijst van hun leden, die door hen wordt ondertekend ten blijke van hun individuele toetreding, en de naam van hun voorzitter.

3. Elke wijziging in de samenstelling van de fracties wordt door de fractievoorzitter ter kennis van de voorzitter gebracht.

4. Elke fractie kan een administratief secretariaat organiseren waarvan zij het personeel aanstelt.

Op voorstel van het college van quaestoren bepaalt het bureau het bedrag van de toelage die aan de fracties wordt verleend, alsook de voorwaarden van hun materiële installatie en het recht van toegang van hun personeel tot de lokalen van de Senaat.

5. Het bureau beslist welk tijdstip van de week wordt gereserveerd voor de fractievergaderingen.

Tenzij het bureau anders beslist, heeft op dat tijdstip geen commissie of plenaire vergadering plaats.

HOOFDSTUK V

**Afvaardiging van de Senaat in
de parlementaire overlegcommissie**

ART. 19

1. Bij iedere vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering, onmiddellijk nadat het vast bureau is

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

nomme en son sein, pour la durée de la législature, la délégation du Sénat à la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution.

2. Cette délégation comprend onze membres, dont le président du Sénat, qui sont nommés par le Sénat selon les règles définies à l'article 76.

Pour chaque liste de membres effectifs sont désignés, dans les mêmes conditions, des suppléants, dont le nombre est égal à celui des membres effectifs.

3. Lorsqu'un mandat devient disponible par décès ou démission ou par retrait de ce mandat à la demande du groupe qui avait présenté le membre, le Sénat désigne un nouveau membre sur la présentation du même groupe. Lorsque le Sénat ne siège pas, le bureau procède à ce remplacement.

CHAPITRE VI

De l'ordre des travaux

ART. 20

1. Le bureau établit l'ordre des travaux du Sénat. Il se réunit sur convocation du président.

2. Lorsque le bureau se réunit pour fixer l'ordre du jour, le gouvernement est invité à déléguer un de ses membres à cette réunion.

Les présidents des commissions peuvent être entendus.

3. Le bureau peut fixer les délais dans lesquels les commissions devront déposer leurs rapports.

4. Le bureau peut fixer le temps imparti à une discussion ainsi que l'heure limite à laquelle auront lieu les votes. À cette fin, il fixe le temps de parole à attribuer à chaque groupe politique et aux membres ne faisant partie d'aucun groupe.

5. Le président soumet à l'approbation du Sénat l'ordre des travaux établi par le bureau. En cas de contestation, le Sénat se prononce après avoir entendu un orateur pour et un orateur contre, dont les interventions ne peuvent dépasser trois minutes.

**Texte adopté
par le Bureau**

l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, la délégation du Sénat à la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution.

2. Cette délégation comprend onze membres, dont le président du Sénat, qui sont nommés par le Sénat selon les règles définies à l'article 76.

Pour chaque liste de membres effectifs sont désignés, dans les mêmes conditions, des suppléants, dont le nombre est égal à celui des membres effectifs.

3. Lorsqu'un mandat devient disponible par décès ou démission ou par retrait de ce mandat à la demande du groupe qui avait présenté le membre, le Sénat désigne un nouveau membre sur la présentation du même groupe. Lorsque le Sénat n'est pas en séance, le président procède à ce remplacement.

CHAPITRE VI

De l'ordre des travaux

ART. 20

1. Le bureau établit l'ordre des travaux du Sénat. Il se réunit sur convocation du président.

2. Lorsque le bureau se réunit pour fixer l'ordre du jour, le gouvernement est invité à déléguer un de ses membres à cette réunion.

Les présidents des commissions peuvent être entendus.

3. Le bureau peut fixer les délais dans lesquels les commissions devront déposer leurs rapports.

4. Le bureau peut fixer le temps imparti à une discussion ainsi que l'heure limite à laquelle auront lieu les votes. À cette fin, il fixe le temps de parole à attribuer à chaque groupe politique et aux membres ne faisant partie d'aucun groupe.

5. Le président soumet à l'approbation du Sénat l'ordre des travaux établi par le bureau. En cas de contestation, le Sénat se prononce après avoir entendu un orateur pour et un orateur contre, dont les interventions ne peuvent dépasser trois minutes.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

bureau, voor de gehele zittingsperiode uit haar midden de afvaardiging van de Senaat in de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet.

2. Deze afvaardiging telt elf leden, onder wie de voorzitter van de Senaat, die worden benoemd volgens de regelen bepaald in artikel 76.

Voor elke lijst van vaste leden worden op dezelfde wijze plaatsvervangers benoemd, wier aantal gelijk is aan dat van de vaste leden.

3. Valt een mandaat open door overlijden, ontslag of intrekking van dat mandaat op verzoek van de fractie die het lid had voorgedragen, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van diezelfde fractie. Wanneer de Senaat niet vergadert, voorziet het bureau in die vervanging.

samengesteld, voor de gehele zittingsperiode uit haar midden de afvaardiging van de Senaat in de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet.

2. Deze afvaardiging telt elf leden, onder wie de voorzitter van de Senaat, die worden benoemd volgens de regelen bepaald in artikel 76.

Voor elke lijst van vaste leden worden op dezelfde wijze plaatsvervangers benoemd, wier aantal gelijk is aan dat van de vaste leden.

3. Valt een mandaat open door overlijden, ontslag of intrekking van dat mandaat op verzoek van de fractie die het lid had voorgedragen, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van diezelfde fractie. Wanneer de Senaat niet in vergadering bijeen is, voorziet de voorzitter in die vervanging.

HOOFDSTUK VI

HOOFDSTUK VI

Regeling van de werkzaamheden

Regeling van de werkzaamheden

ART. 20

ART. 20

1. Het bureau regelt de werkzaamheden van de Senaat. Het komt bijeen na bijeenroeping door de voorzitter.

2. Wanneer het bureau vergadert voor de vaststelling van de agenda, wordt de Regering uitgenodigd een van haar leden naar die vergadering af te vaardigen.

De voorzitters van de commissies kunnen worden gehoord.

3. Het bureau kan bepalen binnen welke termijnen de commissies hun verslagen zullen indienen.

4. Het bureau kan bepalen hoeveel tijd aan een bespreking mag worden besteed en hoe laat de stemmingen uiterlijk zullen worden gehouden. Te dien einde stelt het vast hoeveel spreektijd wordt toegestaan aan elke fractie en aan de leden die van geen enkele fractie deel uitmaken.

5. De voorzitter legt de regeling van de werkzaamheden, opgemaakt door het bureau, aan de Senaat ter goedkeuring voor. In geval van betwisting spreekt de Senaat zich uit na een spreker voor en een spreker tegen te hebben gehoord, die ieder ten hoogste drie minuten spreektijd krijgen.

1. Het bureau regelt de werkzaamheden van de Senaat. Het komt bijeen na bijeenroeping door de voorzitter.

2. Wanneer het bureau vergadert voor de vaststelling van de agenda, wordt de Regering uitgenodigd een van haar leden naar die vergadering af te vaardigen.

De voorzitters van de commissies kunnen worden gehoord.

3. Het bureau kan bepalen binnen welke termijnen de commissies hun verslagen zullen indienen.

4. Het bureau kan bepalen hoeveel tijd aan een bespreking mag worden besteed en hoe laat de stemmingen uiterlijk zullen worden gehouden. Te dien einde stelt het vast hoeveel spreektijd wordt toegestaan aan elke fractie en aan de leden die van geen enkele fractie deel uitmaken.

5. De voorzitter legt de regeling van de werkzaamheden, opgemaakt door het bureau, aan de Senaat ter goedkeuring voor. In geval van betwisting spreekt de Senaat zich uit na een spreker voor en een spreker tegen te hebben gehoord, die ieder ten hoogste drie minuten spreektijd krijgen.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

CHAPITRE VII

Des commissions

ART. 21

1. Lors de tout renouvellement du Sénat et après la formation du bureau, l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, les commissions permanentes, dont le nombre, de six au maximum, la dénomination et les attributions sont déterminés par le bureau.

2. Chaque commission comprend quinze membres, qui sont désignés par le Sénat selon les règles définies à l'article 76.

Pour chaque liste de membres effectifs des commissions sont désignés, dans les mêmes conditions, des suppléants, dont le nombre est égal à celui des membres effectifs augmenté d'une unité.

3. Tout sénateur appartenant à un groupe politique représenté dans les commissions permanentes en application du point 2, fait partie au moins d'une commission en qualité de membre effectif et d'une autre commission en qualité de membre suppléant.

4. Lorsqu'un mandat devient disponible par décès ou démission ou par retrait de ce mandat à la demande du groupe qui avait présenté le membre, le Sénat désigne un nouveau membre sur la présentation du même groupe. Lorsque le Sénat ne siège pas, le bureau procède à ce remplacement.

ART. 22

1. Les commissions sont chargées d'examiner les projets de loi, les propositions et toutes les affaires dont le Sénat ou son président les saisit. Elles font rapport à ce sujet à l'assemblée.

2. Avec l'accord du bureau ou du président, les commissions peuvent également organiser des auditions et des journées d'étude. Elles font rapport à ce sujet.

Lorsque, dans une discussion, les commissions concluent à la nécessité de légiférer, elles peuvent rédiger elles-mêmes une proposition de loi ou de résolution, l'examiner, la mettre aux voix et faire rapport à

**Texte adopté
par le Bureau**

CHAPITRE VII

Des commissions

ART. 21

1. Lors de tout renouvellement du Sénat et après la constitution du bureau définitif, l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, les commissions permanentes, dont le nombre, de six au maximum, la dénomination et les attributions sont déterminés par le bureau.

2. Chaque commission comprend quinze membres, qui sont désignés par le Sénat selon les règles définies à l'article 76.

Pour chaque liste de membres effectifs des commissions sont désignés, dans les mêmes conditions, des suppléants, dont le nombre est égal à celui des membres effectifs augmenté d'une unité.

3. Tout sénateur appartenant à un groupe politique représenté dans les commissions permanentes en application du point 2, fait partie au moins d'une commission en qualité de membre effectif et d'une autre commission en qualité de membre suppléant.

4. Lorsqu'un mandat devient disponible par décès ou démission ou par retrait de ce mandat à la demande du groupe qui avait présenté le membre, le Sénat désigne un nouveau membre sur la présentation du même groupe. Lorsque le Sénat n'est pas en séance, le président procède à ce remplacement.

ART. 22

1. Les commissions sont chargées d'examiner les projets de loi, les propositions et toutes les affaires dont le Sénat ou son président les saisit. Elles font rapport à ce sujet à l'assemblée.

2. Avec l'accord du bureau ou du président, les commissions peuvent également organiser des auditions et des journées d'étude. Elles déterminent au préalable les modalités selon lesquelles il en sera éventuellement fait rapport.

2bis. Lorsque, dans une discussion, les commissions concluent à la nécessité de légiférer ou d'exprimer le point de vue du Sénat, elles peuvent rédiger elles-mêmes une proposition de loi ou de réso-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

HOOFDSTUK VII

Commissies

ART. 21

1. Bij elke vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering, na de samenstelling van het bureau, voor de gehele zittingstermijn uit haar midden de vaste commissies, waarvan het aantal, met een maximum van zes, de benaming en de bevoegdheid worden bepaald door het bureau.

2. Elke commissie telt vijftien leden, die door de Senaat worden aangewezen volgens de regelen bepaald in artikel 76.

Voor elke lijst van vaste leden van de commissies worden op dezelfde wijze plaatsvervangers benoemd wier aantal gelijk is aan dat van de vaste leden vermeerderd met een eenheid.

3. Iedere senator die met toepassing van punt 2 tot een fractie behoort die in de vaste commissies vertegenwoordigd is, maakt deel uit ten minste van een commissie als lid en van een andere commissie als plaatsvervanger.

4. Valt een mandaat open door overlijden, ontslag of intrekking van dat mandaat op verzoek van de fractie die het lid had voorgedragen, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van diezelfde fractie. Wanneer de Senaat niet vergadert, voorziet het bureau in die vervanging.

ART. 22

1. De commissies zijn belast met het onderzoek van de ontwerpen van wet, de voorstellen en alle aangelegenheden die de Senaat of zijn voorzitter naar hen verwijst. Ze brengen hierover verslag uit aan de vergadering.

2. Met toestemming van het bureau of van de voorzitter kunnen de commissies ook hoorzittingen en studiedagen organiseren. Ze brengen hierover verslag uit.

Wanneer de commissies naar aanleiding van een bespreking beslissen dat een wetgevend initiatief nodig is, kunnen ze zelf een voorstel van wet of van resolutie opstellen, het bespreken, er over stemmen en

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

HOOFDSTUK VII

Commissies

ART. 21

1. Bij elke vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering, nadat het vast bureau is samengesteld, voor de gehele zittingsperiode uit haar midden de vaste commissies, waarvan het aantal, met een maximum van zes, de benaming en de bevoegdheid worden bepaald door het bureau.

2. Elke commissie telt vijftien leden, die door de Senaat worden aangewezen volgens de regelen bepaald in artikel 76.

Voor elke lijst van vaste leden van de commissies worden op dezelfde wijze plaatsvervangers benoemd wier aantal gelijk is aan dat van de vaste leden vermeerderd met een eenheid.

3. Iedere senator die met toepassing van punt 2 tot een fractie behoort die in de vaste commissies vertegenwoordigd is, maakt deel uit ten minste van een commissie als lid en van een andere commissie als plaatsvervanger.

4. Valt een mandaat open door overlijden, ontslag of intrekking van dat mandaat op verzoek van de fractie die het lid had voorgedragen, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van diezelfde fractie. Wanneer de Senaat niet in vergadering bijeen is, voorziet de voorzitter in die vervanging.

ART. 22

1. De commissies zijn belast met het onderzoek van de ontwerpen van wet, de voorstellen en alle aangelegenheden die de Senaat of zijn voorzitter naar hen verwijst. Ze brengen hierover verslag uit aan de vergadering.

2. Met toestemming van het bureau of van de voorzitter kunnen de commissies ook hoorzittingen en studiedagen organiseren. Ze bepalen vooraf de wijze waarop hierover eventueel verslag zal worden uitgebracht.

2bis. Wanneer de commissies naar aanleiding van een bespreking beslissen dat een wetgevend initiatief nodig is of dat de Senaat zijn standpunt te kennen moet geven, kunnen ze zelf een voorstel van wet of

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

son sujet. La recevabilité de la proposition résultant de cette discussion est appréciée selon les règles définies à l'article 55.

3. En vue de l'information de leurs membres, les commissions peuvent également demander au Gouvernement de venir fournir des explications sur les questions qui relèvent de leurs compétences.

ART. 23

1. Chaque commission nomme, pour la durée de la session, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président.

Le président du Sénat préside de droit les commissions dont il fait partie.

2. Les commissions se réunissent sur convocation de leur président ou à l'initiative du bureau ou du président du Sénat.

3. Les réunions des commissions se tiennent ordinairement le matin à 10 heures, l'après-midi à 14 heures et le soir à 19 heures. Sauf autorisation du bureau ou du président du Sénat, et sans préjudice de l'article 58, les commissions ne peuvent pas se réunir pendant que l'assemblée siège.

4. Le membre effectif qui est empêché d'assister à une réunion de commission, pour un motif valable, doit se faire remplacer à temps par un membre suppléant de la même commission. Il informe le prési-

**Texte adopté
par le Bureau**

lution, l'examiner, la mettre aux voix et faire rapport à son sujet, sans que le Sénat la prenne préalablement en considération.

Cette procédure ne peut être engagée qu'avec l'accord écrit de deux tiers des membres de la commission, et moyennant l'assentiment préalable du président du Sénat. En cas de doute sur la recevabilité, ou sur la compétence de la commission, celui-ci consulte le bureau.

3. Les commissions peuvent également demander au Gouvernement de venir fournir des informations sur les questions qui relèvent de leurs compétences.

4. La commission qui a les Affaires étrangères dans ses attributions fixe, en concertation avec le ministre compétent, la manière dont elle assure le suivi de la procédure d'assentiment des traités.

ART. 23

1. Chaque commission nomme, pour la durée de la session, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président.

Le président du Sénat préside de droit les commissions dont il fait partie.

2. Les commissions se réunissent sur convocation de leur président ou à l'initiative du bureau ou du président du Sénat.

Les commissions règlent l'ordre de leurs travaux, sans préjudice de l'article 20-3. Les propositions relatives à l'ordre des travaux sont établies par le président de la commission en concertation avec son bureau.

3. Les réunions des commissions se tiennent ordinairement le matin à 10 heures, l'après-midi à 14 heures et le soir à 19 heures. Sauf autorisation du bureau ou du président du Sénat, et sans préjudice de l'article 58, les commissions ne peuvent pas se réunir pendant que l'assemblée siège.

4. Le membre effectif qui est empêché d'assister à une réunion de commission, pour un motif valable, doit se faire remplacer à temps par un membre suppléant de la même commission. Il informe le prési-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

hierover verslag uitbrengen. De ontvankelijkheid van het voorstel dat uit de bespreking voortvloeit, wordt beoordeeld volgens de regelen bepaald in artikel 55.

van resolutie opstellen, het bespreken, erover stemmen en hierover verslag uitbrengen, zonder dat de Senaat het vooraf in overweging neemt.

Deze procedure kan alleen worden aangevat als twee derden van de leden van de commissie zich schriftelijk akkoord verklaren en de voorzitter van de Senaat vooraf zijn toestemming heeft gegeven. In geval van twijfel over de ontvankelijkheid of over de bevoegdheid van de commissie, raadpleegt de voorzitter het bureau.

3. Ter informatie van hun leden kunnen de commissies ook de Regering verzoeken uitleg te komen verstrekken over aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren.

3. De commissies kunnen ook de Regering verzoeken inlichtingen te komen verstrekken over aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren.

4. De commissie die bevoegd is voor de Buitenlandse Aangelegenheden bepaalt, in overleg met de bevoegde minister, op welke wijze ze de vervolgccontrole op de procedure tot instemming met de verdragen uitoefent.

ART. 23

ART. 23

1. Elke commissie benoemt voor de duur van de zitting een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

1. Elke commissie benoemt voor de duur van de zitting een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

De voorzitter van de Senaat is van rechtswege voorzitter van de commissies waarvan hij deel uitmaakt.

De voorzitter van de Senaat is van rechtswege voorzitter van de commissies waarvan hij deel uitmaakt.

2. De commissies vergaderen op bijeenroeping door hun voorzitter of op initiatief van het bureau of van de voorzitter van de Senaat.

2. De commissies vergaderen op bijeenroeping door hun voorzitter of op initiatief van het bureau of van de voorzitter van de Senaat.

De commissies regelen hun werkzaamheden, onverminderd het bepaalde in artikel 20-3. De voorstellen over de regeling van de werkzaamheden worden vastgelegd door de voorzitter van de commissie in overleg met haar bureau.

3. De commissievergaderingen worden in de regel 's ochtends om 10 uur, 's namiddags om 14 uur en 's avonds om 19 uur gehouden. Behalve met toestemming van het bureau of van de voorzitter van de Senaat en onverminderd het bepaalde in artikel 58, kunnen de commissies niet worden bijeengeroepen gedurende de tijd dat de assemblée in vergadering bijeen is.

3. De commissievergaderingen worden in de regel 's ochtends om 10 uur, 's namiddags om 14 uur en 's avonds om 19 uur gehouden. Behalve met toestemming van het bureau of van de voorzitter van de Senaat en onverminderd het bepaalde in artikel 58, kunnen de commissies niet worden bijeengeroepen gedurende de tijd dat de assemblée in vergadering bijeen is.

4. Het vast lid dat om een geldige reden verhinderd is de vergadering van een commissie bij te wonen, moet zich tijdig laten vervangen door een plaatsvervanger van dezelfde commissie. Hij geeft aan de voor-

4. Het vast lid dat om een geldige reden verhinderd is de vergadering van een commissie bij te wonen, moet zich tijdig laten vervangen door een plaatsvervanger van dezelfde commissie. Hij geeft aan de voor-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

dent de la commission de ce remplacement, qui est acté au procès-verbal.

5. Sauf décision contraire de la commission, approuvée par le président du Sénat, les membres du Sénat peuvent assister aux réunions des commissions dont il ne font pas partie et y être entendus, mais sans voix délibérative.

6. Le vote sur les textes proposés n'est valable que si la majorité des membres se trouve réunie.

7. Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque réunion de commission et il est signé par le président.

Le président du Sénat peut décider de l'établissement d'un compte rendu sténographique des réunions de commission qu'il désigne.

8. Les commissions se réunissent à huis clos. Ne sont rendus publics que les rapports adoptés ainsi que les communiqués établis sous la responsabilité du président.

Le bureau peut toutefois autoriser, au cas par cas, la tenue de réunions publiques de commission, entre autres pour l'application des articles 28-2 et 68-3.

ART. 24

1. Le président du Sénat peut décider d'office, s'il le juge utile, ou à la demande du président de l'une des commissions, de demander un avis motivé sur un projet ou une proposition de loi à une autre commission que celle qui en a été saisie.

Le président fixe le délai dans lequel l'avis doit être émis.

2. La commission saisie du projet ou de la proposition n'en clôture pas l'examen avant d'avoir reçu cet avis ou, à défaut, avant l'expiration du délai fixé.

ART. 25

1. Le Sénat ou son président peut charger plusieurs commissions d'examiner en commun des questions relevant de leur compétence.

**Texte adopté
par le Bureau**

dent de la commission de ce remplacement, qui est acté au procès-verbal.

5. Sauf décision contraire de la commission, approuvée par le président du Sénat, les membres du Sénat peuvent assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie et y être entendus, mais sans voix délibérative.

6. Le vote sur les textes proposés n'est valable que si la majorité des membres se trouve réunie.

7. Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque réunion de commission et il est signé par le président.

Le président du Sénat peut décider de l'établissement d'un compte rendu intégral ou analytique des réunions de commission qu'il désigne.

8. Les commissions se réunissent à huis clos. Ne sont rendus publics que les rapports adoptés ainsi que les communiqués établis sous la responsabilité du président.

Le bureau ou, en cas d'urgence, le président du Sénat peut toutefois autoriser, au cas par cas, la tenue de réunions publiques de commission, entre autres pour l'application des articles 28-2 et 68-3.

ART. 24

1. Le président du Sénat peut décider d'office, s'il le juge utile, ou à la demande du président de l'une des commissions, de demander un avis motivé sur un projet ou une proposition de loi à une autre commission que celle qui en a été saisie.

Le président fixe le délai dans lequel l'avis doit être émis.

2. La commission saisie du projet ou de la proposition n'en clôture pas l'examen avant d'avoir reçu cet avis ou, à défaut, avant l'expiration du délai fixé.

ART. 25

1. Le Sénat ou son président peut charger plusieurs commissions d'examiner en commun des questions relevant de leur compétence.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

zitter van de commissie kennis van deze vervanging, die in de notulen wordt aangetekend.

5. Behoudens andersluidende beslissing van de commissie, goedgekeurd door de voorzitter van de Senaat, mogen de leden van de Senaat de vergaderingen bijwonen van de commissies waarvan zij geen deel uitmaken, en daar gehoord worden, doch zij hebben geen stemrecht.

6. De stemming over de voorgestelde teksten is alleen dan geldig, wanneer de meerderheid van de leden bijeen is.

7. Van elke commissievergadering worden notulen gemaakt, die worden ondertekend door de voorzitter.

De voorzitter van de Senaat kan beslissen dat van de commissievergaderingen die hij bepaalt, een stenografisch verslag wordt opgemaakt.

8. De commissies vergaderen met gesloten deuren. Alleen de goedgekeurde verslagen en de mededelingen die onder verantwoordelijkheid van de voorzitter zijn opgesteld, worden openbaar gemaakt.

Het bureau kan echter, geval per geval, toestaan dat openbare commissievergaderingen worden gehouden, onder meer voor de toepassing van de artikelen 28-2 en 68-3.

ART. 24

1. De voorzitter van de Senaat kan ambtshalve, indien hij het nuttig oordeelt of op verzoek van de voorzitter van een van de commissies, beslissen dat over een ontwerp of voorstel van wet dat naar een commissie is verzonden, een beredeneerd advies van een andere commissie wordt gevraagd.

De voorzitter stelt de termijn vast binnen welke het advies wordt uitgebracht.

2. De commissie waarnaar het ontwerp of voorstel verzonden is, sluit de bespreking niet af vóór zij dat advies heeft ontvangen of, bij gebreke daarvan, vóór het einde van de vastgestelde termijn.

ART. 25

1. De Senaat of zijn voorzitter kan meerdere commissies belasten met een gezamenlijk onderzoek van aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

zitter van de commissie kennis van deze vervanging, die in de notulen wordt aangetekend.

5. Behoudens andersluidende beslissing van de commissie, goedgekeurd door de voorzitter van de Senaat, mogen de leden van de Senaat de vergaderingen bijwonen van de commissies waarvan zij geen deel uitmaken, en daar gehoord worden, doch zij hebben geen stemrecht.

6. De stemming over de voorgestelde teksten is alleen dan geldig, wanneer de meerderheid van de leden bijeen is.

7. Van elke commissievergadering worden notulen gemaakt, die worden ondertekend door de voorzitter.

De voorzitter van de Senaat kan beslissen dat van de commissievergaderingen die hij bepaalt, een integraal of beknopt verslag wordt opgemaakt.

8. De commissies vergaderen met gesloten deuren. Alleen de goedgekeurde verslagen en de mededelingen die onder verantwoordelijkheid van de voorzitter zijn opgesteld, worden openbaar gemaakt.

Het bureau of, in dringende gevallen, de voorzitter van de Senaat kan echter, geval per geval, toestaan dat openbare commissievergaderingen worden gehouden, onder meer voor de toepassing van de artikelen 28-2 en 68-3.

ART. 24

1. De voorzitter van de Senaat kan ambtshalve, indien hij het nuttig oordeelt of op verzoek van de voorzitter van een van de commissies, beslissen dat over een ontwerp of voorstel van wet dat naar een commissie is verzonden, een beredeneerd advies van een andere commissie wordt gevraagd.

De voorzitter stelt de termijn vast binnen welke het advies wordt uitgebracht.

2. De commissie waarnaar het ontwerp of voorstel verzonden is, sluit de bespreking niet af vóór zij dat advies heeft ontvangen of, bij gebreke daarvan, vóór het einde van de vastgestelde termijn.

ART. 25

1. De Senaat of zijn voorzitter kan meerdere commissies belasten met een gezamenlijk onderzoek van aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Les commissions réunies sont présidées par le président le plus âgé des commissions concernées.

2. Les commissions réunies décident en commun. Les membres qui font partie de plusieurs de ces commissions émettent un vote pour chacune des commissions auxquelles ils appartiennent.

Lors du vote, le quorum et la majorité s'établissent en fonction du nombre total des membres des commissions réunies.

ART. 26

Les commissions peuvent, après consultation du président du Sénat, constituer en leur sein des sous-commissions et des groupes de travail, dont elles déterminent la composition et les attributions.

Les sous-commissions et groupes de travail font rapport aux commissions auxquelles ils appartiennent.

ART. 27

1. Les commissions choisissent parmi leurs membres un ou plusieurs rapporteurs pour chaque projet ou proposition. Il en est de même en cas d'application de l'article 22-2.

Lorsque la Chambre des représentants est saisie d'un projet ou d'une proposition de loi, la commission compétente peut, avant le vote de la Chambre, désigner son rapporteur et entamer l'examen du texte, sans votes.

2. Les rapports des commissions contiennent un résumé des délibérations et mentionnent chaque amendement avec le nom de l'auteur; ils contiennent également des conclusions motivées.

Lorsque l'urgence ou des raisons matérielles le justifient, le président du Sénat pourra ordonner que les notes explicatives et les tableaux statistiques ne seront pas annexés au rapport mais déposés au greffe, où les sénateurs pourront en prendre connaissance.

3. La commission peut décider, moyennant l'assentiment unanime des membres présents, de faire confiance au rapporteur pour la rédaction de son rapport.

**Texte adopté
par le Bureau**

Les commissions réunies sont présidées par le président le plus âgé des commissions concernées.

2. Les commissions réunies décident en commun. Les membres qui font partie de plusieurs de ces commissions émettent un vote pour chacune des commissions auxquelles ils appartiennent.

Lors du vote, le quorum et la majorité s'établissent en fonction du nombre total des membres des commissions réunies.

ART. 26

Les commissions peuvent, après concertation avec le président du Sénat, constituer en leur sein des sous-commissions et des groupes de travail, dont elles déterminent la composition et les attributions.

Les sous-commissions et groupes de travail font rapport aux commissions auxquelles ils appartiennent dans le délai que celles-ci déterminent.

ART. 27

1. Les commissions choisissent parmi leurs membres un ou plusieurs rapporteurs pour chaque projet ou proposition. Il en est de même en cas d'application de l'article 22-2.

Lorsque la Chambre des représentants est saisie d'un projet ou d'une proposition de loi, la commission compétente peut, avant le vote de la Chambre, désigner son rapporteur et entamer l'examen du texte, sans votes.

2. Les rapports des commissions contiennent un résumé des délibérations et mentionnent chaque amendement avec le nom de l'auteur; ils contiennent également des conclusions motivées.

Lorsque l'urgence ou des raisons matérielles le justifient, le président du Sénat pourra ordonner que les notes explicatives et les tableaux statistiques ne seront pas annexés au rapport mais déposés au greffe, où les sénateurs pourront en prendre connaissance.

3. La commission peut décider, moyennant l'assentiment unanime des membres présents, de faire confiance au rapporteur pour la rédaction de son rapport.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

De verenigde commissies worden voorgezeten door de oudste voorzitter in jaren van de betrokken commissies.

2. De verenigde commissies beslissen gezamenlijk. Leden die deel uitmaken van meer dan een van die commissies, brengen een stem uit voor elke commissie waartoe zij behoren.

Bij stemming worden quorum en meerderheid bepaald op grond van het gezamenlijk aantal leden van de verenigde commissies.

ART. 26

De commissies kunnen, na overleg met de voorzitter van de Senaat, uit hun midden subcommissies en werkgroepen vormen, waarvan zij de samenstelling en de bevoegdheid bepalen.

De subcommissies en werkgroepen brengen verslag uit aan de commissies waartoe zij behoren.

ART. 27

1. De commissies kiezen onder hun leden een of meer rapporteurs voor elk ontwerp of voorstel. Hetzelfde geldt bij toepassing van artikel 22-2.

Is bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een ontwerp of voorstel van wet aanhangig, dan kan de bevoegde commissie nog vóór de stemming in de Kamer een rapporteur aanwijzen en de behandeling van de tekst aanvatten, zonder stemmingen.

2. De verslagen van de commissies bevatten een korte inhoud van de beraadslagingen en vermelden elk amendement met de naam van de indiener; zij bevatten ten slotte ook met redenen omklede besluiten.

Wanneer zulks wegens dringende noodzakelijkheid of om materiële redenen verantwoord is, kan de voorzitter van de Senaat bevelen dat verklarende nota's en statistische tabellen niet bij het verslag worden gevoegd maar ter griffie worden neergelegd, waar de senatoren er kennis van kunnen nemen.

3. Met de algemene instemming van de aanwezige leden kan de commissie besluiten aan de rapporteur vertrouwen te schenken voor het opstellen van het verslag.

De verenigde commissies worden voorgezeten door de oudste voorzitter in jaren van de betrokken commissies.

2. De verenigde commissies beslissen gezamenlijk. Leden die deel uitmaken van meer dan een van die commissies, brengen een stem uit voor elke commissie waartoe zij behoren.

Bij stemming worden quorum en meerderheid bepaald op grond van het gezamenlijk aantal leden van de verenigde commissies.

ART. 26

De commissies kunnen, na overleg met de voorzitter van de Senaat, uit hun midden subcommissies en werkgroepen vormen, waarvan zij de samenstelling en de bevoegdheid bepalen.

De subcommissies en werkgroepen brengen verslag uit aan de commissies waartoe zij behoren binnen de termijn welke die commissies bepalen.

ART. 27

1. De commissies kiezen onder hun leden een of meer rapporteurs voor elk ontwerp of voorstel. Hetzelfde geldt bij toepassing van artikel 22-2.

Is bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een ontwerp of voorstel van wet aanhangig, dan kan de bevoegde commissie nog vóór de stemming in de Kamer een rapporteur aanwijzen en de behandeling van de tekst aanvatten, zonder stemmingen.

2. De verslagen van de commissies bevatten een korte inhoud van de beraadslagingen en vermelden elk amendement met de naam van de indiener; zij bevatten ten slotte ook met redenen omklede besluiten.

Wanneer zulks wegens dringende noodzakelijkheid of om materiële redenen verantwoord is, kan de voorzitter van de Senaat bevelen dat verklarende nota's en statistische tabellen niet bij het verslag worden gevoegd maar ter griffie worden neergelegd, waar de senatoren er kennis van kunnen nemen.

3. Met de algemene instemming van de aanwezige leden kan de commissie besluiten aan de rapporteur vertrouwen te schenken voor het opstellen van het verslag.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

À défaut, les projets de rapport sont approuvés par un vote, conformément à l'article 23-6.

4. Les rapports sont traduits, imprimés en français et en néerlandais et distribués aux sénateurs au plus tard la veille de la discussion générale.

L'envoi par la poste, par télécopie ou par courrier électronique, vaut distribution. Toutefois, en cas d'envoi par la poste, le délai susindiqué est prolongé d'un jour.

En cas d'urgence, le Sénat peut ordonner la lecture des rapports en assemblée.

ART. 28

1. Avec l'assentiment du bureau ou du président du Sénat, une commission peut, dans l'accomplissement de ses missions, recueillir l'avis de personnes ou d'organismes n'appartenant pas au Sénat, prendre des renseignements documentaires auprès d'eux ou demander leur collaboration.

Une intervention de l'espèce ne peut avoir qu'un caractère consultatif.

2. Les conditions auxquelles une ou plusieurs personnes n'appartenant pas au Sénat peuvent être entendues par une commission ou participer à ses travaux, sont fixées par le président de la commission, avec l'assentiment de celle-ci.

ART. 29

1. Sauf décision contraire de la commission, les membres d'un groupe politique peuvent se faire assister en commission par un collaborateur de leur groupe.

Le nom et la qualité du collaborateur doivent être communiqués avant chaque réunion au président de la commission.

Le collaborateur ne peut entrer en réunion que si un membre de son groupe est présent. En principe, il ne peut rester en réunion que si un membre du groupe est présent; toutefois, le président de la commission peut déroger à cette règle en cas d'absence momentanée des membres du groupe.

Le collaborateur ne peut prendre part à la discussion.

**Texte adopté
par le Bureau**

À défaut, les projets de rapport sont approuvés par un vote, conformément à l'article 23-6.

4. Les rapports sont traduits, imprimés en français et en néerlandais et distribués aux sénateurs au plus tard la veille de la discussion générale.

L'envoi par la poste, par télécopie ou par courrier électronique, vaut distribution. Toutefois, en cas d'envoi par la poste, le délai susindiqué est prolongé d'un jour.

En cas d'urgence, le Sénat peut ordonner la lecture des rapports en assemblée.

ART. 28

1. Avec l'assentiment du bureau ou du président du Sénat, une commission peut, dans l'accomplissement de ses missions, recueillir l'avis de personnes ou d'organismes n'appartenant pas au Sénat, prendre des renseignements documentaires auprès d'eux ou demander leur collaboration.

Une intervention de l'espèce ne peut avoir qu'un caractère consultatif.

2. Les conditions auxquelles une ou plusieurs personnes n'appartenant pas au Sénat peuvent être entendues par une commission ou participer à ses travaux, sont fixées par le président de la commission, avec l'assentiment de celle-ci.

ART. 29

1. Sauf décision contraire de la commission, les membres d'un groupe politique peuvent se faire assister en commission par un collaborateur de leur groupe.

Le nom et la qualité du collaborateur doivent être communiqués avant chaque réunion au président de la commission.

Le collaborateur ne peut entrer en réunion que si un membre de son groupe est présent. En principe, il ne peut rester en réunion que si un membre du groupe est présent; toutefois, le président de la commission peut déroger à cette règle en cas d'absence momentanée des membres du groupe.

Le collaborateur ne peut prendre part à la discussion.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

Doet ze dat niet, dan wordt de ontwerptekst van het verslag goedgekeurd met een stemming, overeenkomstig artikel 23-6.

4. De verslagen worden vertaald, gedrukt in het Nederlands en het Frans en aan de senatoren rondgedeeld uiterlijk de dag vóór de algemene bespreking.

Verzending over de post, per faxpost of per elektronische post geldt als ronddeling. Bij verzending over de post wordt de vorenbedoelde termijn met een dag verlengd.

In spoedeisende gevallen kan de Senaat voorlezing van de verslagen in de plenaire vergadering gelasten.

ART. 28

1. Met toestemming van het bureau of van de voorzitter van de Senaat kan een commissie, bij de uitvoering van haar opdrachten, het advies inwinnen van personen of instellingen die niet tot de Senaat behoren, hun om documentaire inlichtingen vragen of om hun medewerking verzoeken.

Een dergelijke tussenkomst mag alleen van adviseerende aard zijn.

2. De voorwaarden waaronder een of meer personen die geen lid zijn van de Senaat, door een commissie gehoord kunnen worden of aan haar werkzaamheden kunnen deelnemen, worden vastgesteld door de voorzitter van de commissie, met haar instemming.

ART. 29

1. De leden van een fractie kunnen zich in de commissie laten bijstaan door een medewerker van hun fractie, tenzij de commissie anders beslist.

De naam en de hoedanigheid van de medewerker moeten vóór elke vergadering medegedeeld worden aan de voorzitter van de commissie.

De fractiemedewerker kan slechts toegang tot de vergadering krijgen voor zover een lid van zijn fractie aanwezig is. In beginsel mag hij enkel de vergadering bijwonen als een lid van zijn fractie aanwezig is; de commissievoorzitter kan echter, bij tijdelijke afwezigheid van de leden van de fractie, van die regel afwijken.

De medewerker mag niet deelnemen aan de bespreking.

Doet ze dat niet, dan wordt de ontwerptekst van het verslag goedgekeurd met een stemming, overeenkomstig artikel 23-6.

4. De verslagen worden vertaald, gedrukt in het Nederlands en het Frans en aan de senatoren rondgedeeld uiterlijk de dag vóór de algemene bespreking.

Verzending over de post, per faxpost of per elektronische post geldt als ronddeling. Bij verzending over de post wordt de vorenbedoelde termijn met een dag verlengd.

In spoedeisende gevallen kan de Senaat voorlezing van de verslagen in de plenaire vergadering gelasten.

ART. 28

1. Met toestemming van het bureau of van de voorzitter van de Senaat kan een commissie, bij de uitvoering van haar opdrachten, het advies inwinnen van personen of instellingen die niet tot de Senaat behoren, hun om documentaire inlichtingen vragen of om hun medewerking verzoeken.

Een dergelijke tussenkomst mag alleen van adviseerende aard zijn.

2. De voorwaarden waaronder een of meer personen die geen lid zijn van de Senaat, door een commissie gehoord kunnen worden of aan haar werkzaamheden kunnen deelnemen, worden vastgesteld door de voorzitter van de commissie, met haar instemming.

ART. 29

1. De leden van een fractie kunnen zich in de commissie laten bijstaan door een medewerker van hun fractie, tenzij de commissie anders beslist.

De naam en de hoedanigheid van de medewerker moeten vóór elke vergadering medegedeeld worden aan de voorzitter van de commissie.

De fractiemedewerker kan slechts toegang tot de vergadering krijgen voor zover een lid van zijn fractie aanwezig is. In beginsel mag hij enkel de vergadering bijwonen als een lid van zijn fractie aanwezig is; de commissievoorzitter kan echter, bij tijdelijke afwezigheid van de leden van de fractie, van die regel afwijken.

De medewerker mag niet deelnemen aan de bespreking.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Le collaborateur doit quitter la réunion dès que la commission prend une décision contraire visée à l'article 23-5, et il n'y a pas accès aussi longtemps que cette décision est applicable.

Le collaborateur n'a pas accès à la commission prévue à l'article 2, ni aux commissions spéciales que le président désigne.

2. Par collaborateur d'un groupe politique, il faut entendre le secrétaire et les collaborateurs scientifiques accrédités de ce groupe, ou d'un groupe correspondant dans une autre assemblée.

ART. 30

1. Par dérogation à l'article 55, toutes propositions de révision de la Constitution sont envoyées à la commission qui a les affaires institutionnelles dans ses attributions, sans que le Sénat les prenne préalablement en considération.

Le président du Sénat est d'office membre de cette commission.

2. Nonobstant la clôture de la session, la commission peut siéger et être saisie directement de propositions émanant soit du gouvernement, soit de l'initiative parlementaire.

ART. 31

Le Sénat peut, chaque fois qu'il le juge utile, constituer des commissions spéciales pour les matières et la durée qu'il détermine.

Sauf décision contraire du Sénat, les articles 21 à 29 s'appliquent mutatis mutandis aux commissions spéciales.

CHAPITRE VIII

De la séance plénière

ART. 32

1. Le président ouvre et clôt les séances.

Il indique, au cours ou à la fin de chaque séance, l'heure et l'ordre du jour de la séance suivante.

**Texte adopté
par le Bureau**

Le collaborateur doit quitter la réunion dès que la commission prend une décision contraire visée à l'article 23-5, et il n'y a pas accès aussi longtemps que cette décision est applicable.

Le collaborateur n'a pas accès à la commission prévue à l'article 2, ni aux commissions spéciales que le président désigne.

2. Par collaborateur d'un groupe politique, il faut entendre le secrétaire et les collaborateurs scientifiques accrédités de ce groupe, ou d'un groupe correspondant dans une autre assemblée.

ART. 30

1. Par dérogation à l'article 55, toutes propositions de révision de la Constitution sont envoyées à la commission qui a les affaires institutionnelles dans ses attributions, sans que le Sénat les prenne préalablement en considération.

Le président du Sénat est d'office membre de cette commission.

2. Nonobstant la clôture de la session, la commission peut siéger et être saisie directement de propositions émanant soit du gouvernement, soit de l'initiative parlementaire.

ART. 31

Le Sénat peut, chaque fois qu'il le juge utile, insti-tuer des commissions spéciales pour les matières et la durée qu'il détermine.

Sauf décision contraire du Sénat, les articles 21 à 29 s'appliquent mutatis mutandis aux commissions spéciales.

CHAPITRE VIII

De la séance plénière

ART. 32

1. Le président ouvre et clôt les séances.

Il indique, au cours ou à la fin de chaque séance, l'heure et l'ordre du jour de la séance suivante.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

De medewerker moet de vergadering verlaten zodra de commissie een andersluidende beslissing neemt als bedoeld in artikel 23-5, en wordt niet toegelaten zolang deze beslissing van toepassing is.

De medewerker heeft geen toegang tot de commissie bedoeld in artikel 2, noch tot de bijzondere commissies die de voorzitter aanwijst.

2. Onder medewerker van een fractie wordt verstaan de secretaris en de geaccrediteerde wetenschappelijke medewerkers van deze fractie, of van een overeenstemmende fractie in een andere assemblée.

ART. 30

1. In afwijking van artikel 55 wordt elk voorstel tot herziening van de Grondwet verwezen naar de commissie die bevoegd is voor de institutionele aangelegenheden, zonder dat de Senaat het vooraf in overweging neemt.

De voorzitter van de Senaat is van rechtswege lid van deze commissie.

2. Al is de zitting gesloten, toch kan de commissie zitting houden en rechtstreeks mededeling ontvangen van voorstellen uitgaande van de regering of van parlementsleden.

ART. 31

De Senaat kan, telkens als hij het dienstig acht, bijzondere commissies instellen voor de aangelegenheden en voor de tijd die hij bepaalt.

Tenzij de Senaat anders beslist, zijn de artikelen 21 tot 29 van overeenkomstige toepassing op de bijzondere commissies.

HOOFDSTUK VIII

Plenaire vergadering

ART. 32

1. De voorzitter opent en sluit de vergadering.

Hij geeft tijdens of op het einde van elke vergadering kennis van de dag, het uur en de agenda van de volgende vergadering.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

De medewerker moet de vergadering verlaten zodra de commissie een andersluidende beslissing neemt als bedoeld in artikel 23-5, en wordt niet toegelaten zolang deze beslissing van toepassing is.

De medewerker heeft geen toegang tot de commissie bedoeld in artikel 2, noch tot de bijzondere commissies die de voorzitter aanwijst.

2. Onder medewerker van een fractie wordt verstaan de secretaris en de geaccrediteerde wetenschappelijke medewerkers van deze fractie, of van een overeenstemmende fractie in een andere assemblée.

ART. 30

1. In afwijking van artikel 55 wordt elk voorstel tot herziening van de Grondwet verwezen naar de commissie die bevoegd is voor de institutionele aangelegenheden, zonder dat de Senaat het vooraf in overweging neemt.

De voorzitter van de Senaat is van rechtswege lid van deze commissie.

2. Al is de zitting gesloten, toch kan de commissie zitting houden en rechtstreeks mededeling ontvangen van voorstellen uitgaande van de regering of van parlementsleden.

ART. 31

De Senaat kan, telkens als hij het dienstig acht, bijzondere commissies instellen voor de aangelegenheden en voor de tijd die hij bepaalt.

Tenzij de Senaat anders beslist, zijn de artikelen 21 tot 29 van overeenkomstige toepassing op de bijzondere commissies.

HOOFDSTUK VIII

Plenaire vergadering

ART. 32

1. De voorzitter opent en sluit de vergadering.

Hij geeft tijdens of op het einde van elke vergadering kennis van de dag, het uur en de agenda van de volgende vergadering.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

2. Sauf décision contraire du Sénat, les séances du matin commencent à 10 heures, celles de l'après-midi à 14 heures et celles du soir à 19 heures.

ART. 33

Au début de la séance, le président donne connaissance des communications, messages, lettres et autres envois qui concernent le Sénat, à l'exception des écrits anonymes ou injurieux.

De même il est présenté une analyse sommaire des pétitions adressées au Sénat.

ART. 34

Le président ouvre la discussion; il la clôt lorsque plus aucun membre ne demande la parole.

Lorsqu'il considère que les diverses opinions ont été émises, le président peut proposer de clore la liste des orateurs.

ART. 35

1. Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance du Sénat sans en avoir prévenu le président du Sénat.

2. Les *Annales parlementaires* et le *Compte rendu analytique* mentionnent le nom des absents en séance plénière en indiquant les motifs d'excuse.

Un tableau trimestriel des absences en séance plénière et en commission est publié, avec l'indication des motifs d'absence.

ART. 36

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau; les membres peuvent en prendre connaissance et, éventuellement, réclamer contre sa rédaction. Si la réclamation est admise, une nouvelle rédaction conforme à la décision du Sénat est présentée, soit le jour même, soit à la séance suivante.

**Texte adopté
par le Bureau**

2. Sauf décision contraire du Sénat, les séances du matin commencent à 10 heures, celles de l'après-midi à 14 heures et celles du soir à 19 heures.

ART. 33

Au début de la séance, le président donne connaissance des communications, messages, lettres et autres envois qui concernent le Sénat, à l'exception des écrits anonymes ou injurieux.

De même il est présenté une analyse sommaire des pétitions adressées au Sénat.

ART. 34

Le président ouvre la discussion; il la clôt lorsque plus aucun membre ne demande la parole.

Lorsqu'il considère que les diverses opinions ont été émises, le président peut proposer de clore la liste des orateurs.

ART. 35

1. Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance du Sénat sans en avoir prévenu le président du Sénat.

2. Les *Annales parlementaires* et le *Compte rendu analytique* mentionnent le nom des membres qui ont demandé d'excuser leur absence en séance plénière, en indiquant les motifs d'excuse.

ART. 36

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau; les membres peuvent en prendre connaissance et, éventuellement, réclamer contre sa rédaction. Si la réclamation est admise, une nouvelle rédaction conforme à la décision du Sénat est présentée, soit le jour même, soit à la séance suivante.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

2. Tenzij de Senaat anders beslist, beginnen de ochtendvergaderingen om 10 uur, de namiddagvergaderingen om 14 uur en de avondvergaderingen om 19 uur.

ART. 33

Bij de aanvang van de vergadering geeft de voorzitter kennis van de mededelingen, boodschappen, brieven en andere stukken die de Senaat betreffen, met uitzondering van naamloze of beledigende geschriften.

Tevens wordt de zakelijke inhoud bekendgemaakt van tot de Senaat gerichte verzoekschriften.

ART. 34

De voorzitter opent de bespreking; hij sluit ze wanneer geen enkele spreker meer het woord vraagt.

Wanneer de voorzitter van oordeel is dat de verschillende standpunten tot uiting zijn gekomen, kan hij voorstellen de sprekerslijst af te sluiten.

ART. 35

1. Geen senator mag nalaten een vergadering van de Senaat bij te wonen zonder de voorzitter van de Senaat daarvan op de hoogte te hebben gebracht.

2. De namen van hen die in de plenaire vergadering afwezig zijn geweest, worden vermeld in de *Parlementaire Handelingen* en in het *Beknopt Verslag* met opgave van de redenen van verhindering.

De namen van de leden die in de plenaire vergadering en in de commissie afwezig zijn geweest, worden om de drie maanden in een kwartaalstaat bekendgemaakt met vermelding van de redenen van afwezigheid.

ART. 36

De notulen van de vorige vergadering worden ter inzage gelegd bij het bureau; de leden mogen daarvan kennis nemen en eventueel bezwaar inbrengen tegen de redactie ervan. Wordt het bezwaar als gegrond erkend, dan wordt, staande de vergadering of op de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie, overeenstemmend met de beslissing van de Senaat, voorgesteld.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

2. Tenzij de Senaat anders beslist, beginnen de ochtendvergaderingen om 10 uur, de namiddagvergaderingen om 14 uur en de avondvergaderingen om 19 uur.

ART. 33

Bij de aanvang van de vergadering geeft de voorzitter kennis van de mededelingen, boodschappen, brieven en andere stukken die de Senaat betreffen, met uitzondering van naamloze of beledigende geschriften.

Tevens wordt de zakelijke inhoud bekendgemaakt van tot de Senaat gerichte verzoekschriften.

ART. 34

De voorzitter opent de bespreking; hij sluit ze wanneer geen enkele spreker meer het woord vraagt.

Wanneer de voorzitter van oordeel is dat de verschillende standpunten tot uiting zijn gekomen, kan hij voorstellen de sprekerslijst af te sluiten.

ART. 35

1. Geen senator mag nalaten een vergadering van de Senaat bij te wonen zonder de voorzitter van de Senaat daarvan op de hoogte te hebben gebracht.

2. De namen van hen die hebben verzocht hun afwezigheid in de plenaire vergadering te verontschuldigen, worden vermeld in de *Handelingen* en in het *Beknopt Verslag* met opgave van de redenen van verhindering.

ART. 36

De notulen van de vorige vergadering worden ter inzage gelegd bij het bureau; de leden mogen daarvan kennis nemen en eventueel bezwaar inbrengen tegen de redactie ervan. Wordt het bezwaar als gegrond erkend, dan wordt, staande de vergadering of op de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie, overeenstemmend met de beslissing van de Senaat, voorgesteld.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Si la séance s'écoule sans réclamation, le procès-verbal, revêtu de la signature du président et du greffier, est adopté et conservé aux archives du Sénat.

Le Sénat peut décider qu'il ne sera tenu aucun procès-verbal de son comité secret.

ART. 37

1. Il est rendu compte des débats dans deux publications: le *Compte rendu analytique* en français et en néerlandais, rédigé sous la responsabilité du service et distribué aux sénateurs le lendemain de la séance, et les *Annales parlementaires* qui donnent le compte rendu sténographique *in extenso* des débats.

2. Les orateurs sont tenus de renvoyer la sténographie de leurs discours au plus tard à midi, le septième jour après la séance où ils ont été prononcés.

À défaut de se conformer à cette disposition, les orateurs sont censés s'en référer au texte sténographique corrigé par le service des *Annales parlementaires*.

ART. 38

1. Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir obtenu la parole.

2. Le président établit l'ordre de passage des orateurs. À cet égard, il veille à faire alterner les interventions pour ou contre la proposition en discussion.

3. L'orateur parle de sa place ou de la tribune. Il ne peut s'adresser qu'au président ou à l'assemblée.

4. Nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins d'une autorisation spéciale du président.

5. Les rapporteurs des projets ou propositions en discussion, les ministres et les secrétaires d'État sont entendus quand ils le demandent.

6. Le rapporteur a le droit de prendre la parole en premier lieu, en vue de commenter le rapport de la

**Texte adopté
par le Bureau**

Si la séance s'écoule sans réclamation, le procès-verbal, revêtu de la signature du président et du greffier, est adopté et conservé aux archives du Sénat.

Le Sénat peut décider qu'il ne sera tenu aucun procès-verbal de son comité secret.

ART. 37

1. Il est rendu compte des débats dans deux publications: le *Compte rendu analytique* en français et en néerlandais, rédigé sous la responsabilité du service des comptes rendus et distribué aux sénateurs le lendemain de la séance, et les *Annales parlementaires* qui donnent le compte rendu intégral des débats.

2. Les orateurs sont tenus de renvoyer la transcription de leurs discours dans le délai fixé par le bureau.

À défaut de se conformer à cette disposition, ils sont censés s'en référer aux texte transcrit et révisé par le service.

ART. 38

1. Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir obtenu la parole.

2. Le président établit l'ordre de passage des orateurs. À cet égard, il veille à faire alterner les interventions pour ou contre la proposition en discussion.

3. L'orateur parle de sa place ou de la tribune. Il ne peut s'adresser qu'au président ou à l'assemblée.

4. Nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins d'une autorisation spéciale du président.

5. Les rapporteurs des projets ou propositions en discussion, les ministres et les secrétaires d'État sont entendus quand ils le demandent.

6. Le rapporteur a le droit de prendre la parole en premier lieu, en vue de commenter le rapport de la

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

Loopt de vergadering ten einde zonder enig bezwaar tegen de notulen, dan zijn die, na ondertekening door de voorzitter en de griffier, goedgekeurd; ze worden in het archief van de Senaat bewaard.

De Senaat kan beslissen dat er van vergaderingen met gesloten deuren geen notulen worden gehouden.

ART. 37

1. De debatten worden weergegeven in twee publicaties, het *Beknopt Verslag* in het Nederlands en in het Frans, dat wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de dienst en aan de senatoren de dag na de vergadering wordt rondgedeeld, en de *Parlementaire Handelingen*, die de debatten stenografisch in *extenso* weergeven.

2. De sprekers zijn gehouden de stenografische tekst van hun redevoeringen terug te zenden uiterlijk tegen twaalf uur 's middags op de zevende dag na de vergadering waarin ze zijn uitgesproken.

Doen de sprekers dit niet, dan worden zij geacht zich te houden aan de stenografische tekst die door de dienst van de *Parlementaire Handelingen* is verbeterd.

ART. 38

1. Geen senator mag spreken dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord heeft gekregen.

2. De voorzitter bepaalt de volgorde van de sprekers. Daarbij ziet hij erop toe dat de uiteenzettingen voor of tegen het voorstel in behandeling elkaar afwisselen.

3. De spreker spreekt van zijn plaats of van het spreekgestoelte. Hij mag slechts het woord richten tot de voorzitter of tot de vergadering.

4. Niemand spreekt meer dan tweemaal over dezelfde zaak, tenzij met bijzondere toestemming van de voorzitter.

5. De rapporteurs van de ontwerpen of voorstellen die in behandeling zijn, alsook de ministers en de staatssecretarissen, worden gehoord wanneer zij het vragen.

6. De rapporteur heeft het recht als eerste het woord te voeren om het verslag van de commissie toe

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

Loopt de vergadering ten einde zonder enig bezwaar tegen de notulen, dan zijn die, na ondertekening door de voorzitter en de griffier, goedgekeurd; ze worden in het archief van de Senaat bewaard.

De Senaat kan beslissen dat er van vergaderingen met gesloten deuren geen notulen worden gehouden.

ART. 37

1. De debatten worden weergegeven in twee publicaties, het *Beknopt Verslag* in het Nederlands en in het Frans, dat wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving en aan de senatoren de dag na de vergadering wordt rondgedeeld, en de *Parlementaire Handelingen*, die de debatten in extenso weergeven.

2. De sprekers zijn gehouden de uitgeschreven tekst van hun redevoeringen terug te zenden binnen de door het bureau vastgestelde termijn.

Doen de sprekers dit niet, dan worden zij geacht zich te houden aan de tekst die door de dienst is uitgeschreven en gereviseerd.

ART. 38

1. Geen senator mag spreken dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord heeft gekregen.

2. De voorzitter bepaalt de volgorde van de sprekers. Daarbij ziet hij erop toe dat de uiteenzettingen voor of tegen het voorstel in behandeling elkaar afwisselen.

3. De spreker spreekt van zijn plaats of van het spreekgestoelte. Hij mag slechts het woord richten tot de voorzitter of tot de vergadering.

4. Niemand spreekt meer dan tweemaal over dezelfde zaak, tenzij met bijzondere toestemming van de voorzitter.

5. De rapporteurs van de ontwerpen of voorstellen die in behandeling zijn, alsook de ministers en de staatssecretarissen, worden gehoord wanneer zij het vragen.

6. De rapporteur heeft het recht als eerste het woord te voeren om het verslag van de commissie toe

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

commission. Il ne peut à cette occasion donner lecture du rapport ni émettre des considérations personnelles contraires aux conclusions de la commission.

ART. 39

1. Sauf décision contraire prise par l'assemblée sur proposition du bureau, le temps de parole dans les discussions générales est limité à trente minutes pour un orateur mandaté par chacun des groupes politiques et à dix minutes pour les autres orateurs; dans la discussion des amendements et des articles à cinq minutes; dans les demandes d'explications à quinze minutes pour leur auteur, à dix minutes pour les autres orateurs et à cinq minutes pour la réplique; dans les questions préjudicielles et les motions de procédure à trois minutes.

Tout membre peut justifier son vote en assemblée; le temps de parole ne peut dépasser deux minutes.

2. Lorsque le temps de parole ainsi limité est dépassé par l'orateur, le président, après un avertissement, peut lui retirer la parole.

3. Sans préjudice de l'article 100, alinéa 1^{er}, de la Constitution, le président peut toujours limiter le temps de parole de tous les orateurs.

ART. 40

1. Il est toujours permis de demander la parole pour:

1^o poser la question préalable contre toute discussion ultérieure;

2^o proposer l'ajournement du débat ou du vote;

3^o proposer le renvoi en commission;

4^o proposer la clôture du débat;

5^o rappeler au règlement;

6^o redresser un fait allégué;

7^o répondre à un fait personnel;

8^o proposer une modification de l'ordre des travaux.

2. La question préalable (1^o), les demandes d'ajournement (2^o), de renvoi en commission (3^o), de clôture du débat (4^o) ou le rappel au règlement (5^o)

**Texte adopté
par le Bureau**

commission. Il ne peut à cette occasion donner lecture du rapport ni émettre des considérations personnelles contraires aux conclusions de la commission.

ART. 39

1. Sauf décision contraire prise par l'assemblée sur proposition du bureau, le temps de parole dans les discussions générales est limité à trente minutes pour un orateur mandaté par chacun des groupes politiques et à dix minutes pour les autres orateurs; dans la discussion des amendements et des articles à cinq minutes; [...] dans les questions préjudicielles, les prises en considération de propositions et les motions de procédure à trois minutes.

Tout membre peut justifier son vote en assemblée; le temps de parole ne peut dépasser deux minutes.

2. Lorsque le temps de parole ainsi limité est dépassé par l'orateur, le président, après un avertissement, peut lui retirer la parole.

3. Sans préjudice de l'article 100, alinéa 1^{er}, de la Constitution, le président peut toujours limiter le temps de parole de tous les orateurs.

ART. 40

1. Il est toujours permis de demander la parole pour:

1^o poser la question préalable contre toute discussion ultérieure;

2^o proposer l'ajournement du débat ou du vote;

3^o proposer le renvoi en commission;

4^o proposer la clôture du débat;

5^o rappeler au règlement;

6^o redresser un fait allégué;

7^o répondre à un fait personnel;

8^o proposer une modification de l'ordre des travaux.

2. La question préalable (1^o), les demandes d'ajournement (2^o), de renvoi en commission (3^o), de clôture du débat (4^o) ou le rappel au règlement (5^o)

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

te lichten. Hij mag daarbij het verslag niet voorlezen noch persoonlijke overwegingen uiten die strijdig zijn met de besluiten van de commissie.

te lichten. Hij mag daarbij het verslag niet voorlezen noch persoonlijke overwegingen uiten die strijdig zijn met de besluiten van de commissie.

ART. 39

ART. 39

1. Voor zover de vergadering, op voorstel van het bureau, niet anders beslist, is de spreektijd in de algemene bespreking beperkt tot dertig minuten voor een gemandateerde spreker van iedere fractie en tot tien minuten voor de andere sprekers; in de bespreking van de amendementen en de artikelsgewijze bespreking tot vijf minuten; in de vragen om uitleg tot vijftien minuten voor de vraagsteller, tot tien minuten voor de andere sprekers en tot vijf minuten voor de repliek; bij prejudiciële kwesties en moties betreffende de procedure tot drie minuten.

1. Voor zover de vergadering, op voorstel van het bureau, niet anders beslist, is de spreektijd in de algemene bespreking beperkt tot dertig minuten voor een gemandateerde spreker van iedere fractie en tot tien minuten voor de andere sprekers; in de bespreking van de amendementen en de artikelsgewijze bespreking tot vijf minuten; [...] bij prejudiciële kwesties, in overwegingen en voorstellen en moties betreffende de procedure tot drie minuten.

Ieder lid kan zijn stem in de vergadering verantwoorden; de spreektijd is beperkt tot twee minuten.

Ieder lid kan zijn stem in de vergadering verantwoorden; de spreektijd is beperkt tot twee minuten.

2. Wordt de aldus begrensde spreektijd door de spreker overschreden, dan kan de voorzitter hem, na een waarschuwing, het woord ontnemen.

2. Wordt de aldus begrensde spreektijd door de spreker overschreden, dan kan de voorzitter hem, na een waarschuwing, het woord ontnemen.

3. Onverminderd artikel 100, eerste lid, van de Grondwet, kan de voorzitter te allen tijde de spreektijd van alle sprekers beperken.

3. Onverminderd artikel 100, eerste lid, van de Grondwet, kan de voorzitter te allen tijde de spreektijd van alle sprekers beperken.

ART. 40

ART. 40

1. Het woord mag steeds gevraagd worden om:

1. Het woord mag steeds gevraagd worden om:

1° de voorafgaande vraag te stellen tegen verdere behandeling;

1° de voorafgaande vraag te stellen tegen verdere behandeling;

2° de verdaging van het debat of van de stemming voor te stellen;

2° de verdaging van het debat of van de stemming voor te stellen;

3° de terugzending naar een commissie voor te stellen;

3° de terugzending naar een commissie voor te stellen;

4° de sluiting van het debat voor te stellen;

4° de sluiting van het debat voor te stellen;

5° naar het reglement te verwijzen;

5° naar het reglement te verwijzen;

6° een aangevoerd feit recht te zetten;

6° een aangevoerd feit recht te zetten;

7° te antwoorden op een persoonlijk feit;

7° te antwoorden op een persoonlijk feit;

8° een wijziging in de regeling van de werkzaamheden voor te stellen.

8° een wijziging in de regeling van de werkzaamheden voor te stellen.

2. De voorafgaande vraag (1°), de verzoeken tot verdaging (2°), tot terugzending naar een commissie (3°), tot sluiting van het debat (4°) of de verwijzing

2. De voorafgaande vraag (1°), de verzoeken tot verdaging (2°), tot terugzending naar een commissie (3°), tot sluiting van het debat (4°) of de verwijzing

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion.

Seuls l'auteur de la demande et un orateur par groupe politique peuvent prendre la parole. Toutefois, si le président est d'avis qu'une demande d'ajournement ou de clôture ne tend qu'à entraver les travaux de l'assemblée, il peut la soumettre immédiatement et sans débat au vote par assis et levé.

3. Le président juge de la recevabilité des demandes visant à redresser un fait allégué (6^o), à répondre à un fait personnel (7^o) ou à proposer une modification de l'ordre des travaux (8^o) et fixe, éventuellement, le moment auquel elles pourront être exposées.

ART. 41

Après la clôture de la discussion, des explications de vote sont admises avant le vote nominatif sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition, sur une décision de ne pas amender, ou sur une motion présentée en clôture d'un débat.

Le président peut réserver ce droit à ceux qui ont pris part à la discussion et limiter le nombre d'intervenants à un par groupe politique. Le temps de parole est limité conformément à l'article 39.

ART. 42

1. Sauf assentiment unanime constaté par le président, le Sénat exprime sa volonté par un vote.

2. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le vote a lieu par assis et levé.

3. Le vote sur l'ensemble des lois a lieu par appel nominal ou par un des modes de votation visés à l'article 44-2.

Il est procédé de même lorsque cinq membres au moins le demandent, pour les votes portant soit sur des motions présentées en clôture d'un débat, soit sur des articles d'un projet ou d'une proposition, soit sur des amendements ou sous-amendements auxdits articles ou motions, soit sur une décision de ne pas amender.

Lorsque le vote par appel nominal est demandé, le président peut, s'il le juge utile, faire inscrire le nom

**Texte adopté
par le Bureau**

ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion.

Seuls l'auteur de la demande et un orateur par groupe politique peuvent prendre la parole. Toutefois, si le président est d'avis qu'une demande d'ajournement ou de clôture ne tend qu'à entraver les travaux de l'assemblée, il peut la soumettre immédiatement et sans débat au vote par assis et levé.

3. Le président juge de la recevabilité des demandes visant à redresser un fait allégué (6^o), à répondre à un fait personnel (7^o) ou à proposer une modification de l'ordre des travaux (8^o) et fixe, éventuellement, le moment auquel elles pourront être exposées.

ART. 41

Après la clôture de la discussion, des explications de vote sont admises avant le vote nominatif sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition, sur une décision de ne pas amender, ou sur une motion présentée en clôture d'un débat.

Le président peut réserver ce droit à ceux qui ont pris part à la discussion et limiter le nombre d'intervenants à un par groupe politique. Le temps de parole est limité conformément à l'article 39.

ART. 42

1. Sauf assentiment unanime constaté par le président, le Sénat exprime sa volonté par un vote.

2. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le vote a lieu par assis et levé.

3. Le vote sur l'ensemble des lois a lieu par appel nominal ou par un des modes de votation visés à l'article 44-2.

Il est procédé de même lorsque cinq membres au moins le demandent, pour les votes portant soit sur des motions présentées en clôture d'un débat, soit sur les conclusions d'un rapport, soit sur des articles d'un projet ou d'une proposition, soit sur des amendements ou sous-amendements auxdits articles ou motions, soit sur une décision de ne pas amender.

Lorsque le vote par appel nominal est demandé, le président peut, s'il le juge utile, faire inscrire le nom

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

naar het reglement (5°) hebben voorrang boven de zaak zelf en schorsen de behandeling ervan.

Alleen de verzoeker en één spreker per fractie mogen het woord voeren. Indien de voorzitter echter van mening is dat een verzoek tot verdaging of tot sluiting alleen strekt om de werkzaamheden van de vergadering te belemmeren, kan hij dit verzoek onmiddellijk en zonder debat in stemming brengen bij zitten en opstaan.

3. De voorzitter oordeelt over de ontvankelijkheid van de verzoeken om een aangevoerd feit recht te zetten (6°), op een persoonlijk feit te antwoorden (7°) of een wijziging in de regeling van de werkzaamheden voor te stellen (8°) en bepaalt eventueel het tijdstip waarop ze kunnen worden voorgedragen.

ART. 41

Na het sluiten van de bespreking zijn stemverklaringen toegestaan vóór de naamstemming over een ontwerp of een voorstel in zijn geheel, over een beslissing niet te amenderen, of over een motie ingediend bij het sluiten van een debat.

De voorzitter kan dit recht beperken tot wie aan de bespreking hebben deelgenomen en het aantal sprekers tot één per fractie bepalen. De spreektijd is beperkt overeenkomstig artikel 39.

ART. 42

1. Behoudens in het geval van algemene instemming, vastgesteld door de voorzitter, spreekt de Senaat zich uit bij stemming.

2. Onder voorbehoud van hetgeen verder wordt bepaald, geschiedt de stemming bij zitten en opstaan.

3. Over de wetten in hun geheel wordt bij naamafroeping gestemd of op een van de wijzen van stemmen bedoeld in artikel 44-2.

Er wordt op dezelfde wijze te werk gegaan wanneer ten minste vijf leden daarom verzoeken voor de stemmingen over ofwel moties ingediend bij het sluiten van een debat, ofwel artikelen van een ontwerp of een voorstel, ofwel amendementen of subamendementen op die artikelen of moties, ofwel een beslissing om niet te amenderen.

Wordt de hoofdelijke stemming gevraagd, dan kan de voorzitter, zo hij dat nuttig acht, de naam van de

naar het reglement (5°) hebben voorrang boven de zaak zelf en schorsen de behandeling ervan.

Alleen de verzoeker en één spreker per fractie mogen het woord voeren. Indien de voorzitter echter van mening is dat een verzoek tot verdaging of tot sluiting alleen strekt om de werkzaamheden van de vergadering te belemmeren, kan hij dit verzoek onmiddellijk en zonder debat in stemming brengen bij zitten en opstaan.

3. De voorzitter oordeelt over de ontvankelijkheid van de verzoeken om een aangevoerd feit recht te zetten (6°), op een persoonlijk feit te antwoorden (7°) of een wijziging in de regeling van de werkzaamheden voor te stellen (8°) en bepaalt eventueel het tijdstip waarop ze kunnen worden voorgedragen.

ART. 41

Na het sluiten van de bespreking zijn stemverklaringen toegestaan vóór de naamstemming over een ontwerp of een voorstel in zijn geheel, over een beslissing niet te amenderen, of over een motie ingediend bij het sluiten van een debat.

De voorzitter kan dit recht beperken tot wie aan de bespreking hebben deelgenomen en het aantal sprekers tot één per fractie bepalen. De spreektijd is beperkt overeenkomstig artikel 39.

ART. 42

1. Behoudens in het geval van algemene instemming, vastgesteld door de voorzitter, spreekt de Senaat zich uit bij stemming.

2. Onder voorbehoud van hetgeen verder wordt bepaald, geschiedt de stemming bij zitten en opstaan.

3. Over de wetten in hun geheel wordt bij naamafroeping gestemd of op een van de wijzen van stemmen bedoeld in artikel 44-2.

Er wordt op dezelfde wijze te werk gegaan wanneer ten minste vijf leden daarom verzoeken voor de stemmingen over ofwel moties ingediend bij het sluiten van een debat, ofwel conclusies van een verslag, ofwel artikelen van een ontwerp of een voorstel, ofwel amendementen of subamendementen op die artikelen of moties, ofwel een beslissing om niet te amenderen.

Wordt de hoofdelijke stemming gevraagd, dan kan de voorzitter, zo hij dat nuttig acht, de naam van de

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

des membres qui ont présenté cette demande; si un de ces membres ne répond pas à l'appel de son nom, l'appel nominal n'est pas continué et le vote a lieu par assis et levé.

Sauf en cas de scrutin secret, le président a toujours le droit de recourir, en n'importe quelle matière, au vote par appel nominal, notamment en cas de doute sur la régularité des votes exprimés par un des autres modes.

4. Pour les nominations et présentations, le vote a lieu au scrutin secret conformément aux règles fixées à l'article 74.

ART. 43

1. Le vote par assis et levé n'est complet que par l'épreuve et la contre-épreuve. Le président décide du résultat de l'épreuve et de la contre-épreuve, qui sont répétées s'il le juge nécessaire ou si cinq membres le demandent.

2. S'il y a encore doute après la répétition, il est procédé à l'appel nominal.

3. Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote.

ART. 44

1. L'appel nominal se fait par ordre alphabétique et commence par le nom du membre désigné par le sort à chaque séance.

Le vote a lieu à haute voix, il est pur et simple et s'exprime par oui ou par non.

2. Sont équivalents au vote à haute voix sur appel nominal, le vote nominatif exprimé par le système de votation mécanique ou électronique et le vote par bulletins signés.

Le président a toujours le droit de recourir au vote à haute voix en cas de doute sur la régularité des opérations des votes exprimés par le système mécanique ou électronique.

3. Après l'appel nominal, le président invite les membres qui n'auraient point voté à prendre part au scrutin.

**Texte adopté
par le Bureau**

des membres qui ont présenté cette demande; si un de ces membres ne répond pas à l'appel de son nom, l'appel nominal n'est pas continué et le vote a lieu par assis et levé.

Sauf en cas de scrutin secret, le président a toujours le droit de recourir, en n'importe quelle matière, au vote par appel nominal, notamment en cas de doute sur la régularité des votes exprimés par un des autres modes.

4. Pour les nominations et présentations, le vote a lieu au scrutin secret conformément aux règles fixées à l'article 74.

ART. 43

1. Le vote par assis et levé n'est complet que par l'épreuve et la contre-épreuve. Le président décide du résultat de l'épreuve et de la contre-épreuve, qui sont répétées s'il le juge nécessaire ou si cinq membres le demandent.

2. S'il y a encore doute après la répétition, il est procédé à l'appel nominal.

3. Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote.

ART. 44

1. L'appel nominal se fait par ordre alphabétique et commence par le nom du membre désigné par le sort à chaque séance.

Le vote a lieu à haute voix, il est pur et simple et s'exprime par oui ou par non.

2. Sont équivalents au vote à haute voix sur appel nominal, le vote nominatif exprimé par le système de votation mécanique ou électronique et le vote par bulletins signés.

Le président a toujours le droit de recourir au vote à haute voix en cas de doute sur la régularité des opérations des votes exprimés par le système mécanique ou électronique.

3. Après l'appel nominal, le président invite les membres qui n'auraient point voté à prendre part au scrutin.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

leden die dit verzoek hebben ingediend, doen opschrijven; antwoordt een van deze leden niet op de afroeping van zijn naam, dan wordt de hoofdelijke stemming niet voortgezet en wordt er gestemd bij zitten en opstaan.

Behoudens bij geheime stemming kan de voorzitter steeds, ongeacht over welke aangelegenheid het gaat, tot de hoofdelijke stemming overgaan, onder meer wanneer er twijfel bestaat over de regelmatigheid van de stemmen die op een andere wijze zijn uitgebracht.

4. Over benoemingen en voordrachten wordt er een geheime stemming gehouden overeenkomstig de regels vastgesteld in artikel 74.

ART. 43

1. Een stemming bij zitten en opstaan is niet volledig dan nadat proef en tegenproef hebben plaats gehad. De voorzitter beslist over het resultaat van de proef en de tegenproef, die worden overgedaan indien hij dat nodig acht of indien vijf leden daarom verzoeken.

2. Bestaat er na het overdoen nog steeds twijfel, dan wordt er een hoofdelijke stemming gehouden.

3. Tussen twee proeven van een stemming mag het woord niet worden genomen.

ART. 44

1. Naamafroeping geschiedt naar alfabetische volgorde en begint met de naam van het lid dat op elke vergadering door het lot wordt aangewezen.

De stemming geschiedt met luider stemme; iedere senator stemt onvoorwaardelijk en met ja of neen.

2. Met mondelinge hoofdelijke stemming bij naamafroeping staan gelijk de mechanisch of elektronisch uitgebrachte naamstemming en de stemming met ondertekende stembriefjes.

De voorzitter heeft steeds het recht mondeling te laten herstemmen wanneer er twijfel is over de regelmatigheid van de mechanische of elektronische stemverrichting.

3. Na de naamafroeping verzoekt de voorzitter de leden die niet gestemd hebben, alsnog aan de stemming deel te nemen.

leden die dit verzoek hebben ingediend, doen opschrijven; antwoordt een van deze leden niet op de afroeping van zijn naam, dan wordt de hoofdelijke stemming niet voortgezet en wordt er gestemd bij zitten en opstaan.

Behoudens bij geheime stemming kan de voorzitter steeds, ongeacht over welke aangelegenheid het gaat, tot de hoofdelijke stemming overgaan, onder meer wanneer er twijfel bestaat over de regelmatigheid van de stemmen die op een andere wijze zijn uitgebracht.

4. Over benoemingen en voordrachten wordt er een geheime stemming gehouden overeenkomstig de regels vastgesteld in artikel 74.

ART. 43

1. Een stemming bij zitten en opstaan is niet volledig dan nadat proef en tegenproef hebben plaats gehad. De voorzitter beslist over het resultaat van de proef en de tegenproef, die worden overgedaan indien hij dat nodig acht of indien vijf leden daarom verzoeken.

2. Bestaat er na het overdoen nog steeds twijfel, dan wordt er een hoofdelijke stemming gehouden.

3. Tussen twee proeven van een stemming mag het woord niet worden genomen.

ART. 44

1. Naamafroeping geschiedt naar alfabetische volgorde en begint met de naam van het lid dat op elke vergadering door het lot wordt aangewezen.

De stemming geschiedt met luider stemme; iedere senator stemt onvoorwaardelijk en met ja of neen.

2. Met mondelinge hoofdelijke stemming bij naamafroeping staan gelijk de mechanisch of elektronisch uitgebrachte naamstemming en de stemming met ondertekende stembriefjes.

De voorzitter heeft steeds het recht mondeling te laten herstemmen wanneer er twijfel is over de regelmatigheid van de mechanische of elektronische stemverrichting.

3. Na de naamafroeping verzoekt de voorzitter de leden die niet gestemd hebben, alsnog aan de stemming deel te nemen.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Le compte des votes est arrêté par le président, qui donne connaissance du résultat au Sénat. Il invite ensuite les membres qui se sont abstenus à faire connaître, en termes concis, leurs motifs d'abstention.

4. Les membres qui étaient présents en séance au moment du vote et qui n'y ont pas participé, sont censés s'être abstenus.

Les abstentions sont comptées dans le nombre des membres présents; sauf disposition contraire expresse, elles n'interviennent pas pour déterminer la majorité.

ART. 45

1. Si un texte traite de plusieurs questions, la division est de droit lorsqu'elle est demandée; le vote sur l'ensemble du texte est néanmoins requis.

2. Quand plusieurs propositions sont faites sur un même objet, les propositions qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité, à commencer par celle qui a le plus d'étendue.

Entre les propositions dont le vote exclut la mise aux voix des autres, la priorité est également attribuée à celle qui a le plus d'étendue.

3. Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements.

ART. 46

1. L'assemblée ne peut prendre de résolution que si la majorité des membres sont présents.

Dans les cas où la Constitution requiert la présence de deux tiers des membres, quarante-huit membres au moins doivent être présents.

2. Lorsqu'un vote doit avoir lieu par assis et levé, soit sur des motions clôturant un débat, soit sur des articles d'un projet ou d'une proposition, soit sur des amendements ou sous-amendements auxdits articles ou motions, soit sur une décision de ne pas amender, et que la majorité des membres ne sont pas présents,

**Texte adopté
par le Bureau**

Le compte des votes est arrêté par le président, qui donne connaissance du résultat au Sénat. Il invite ensuite les membres qui se sont abstenus à faire connaître, en termes concis, leurs motifs d'abstention.

4. Les membres qui étaient présents en séance au moment du vote et qui n'y ont pas participé, sont censés s'être abstenus.

Les abstentions sont comptées dans le nombre des membres présents; sauf disposition contraire expresse, elles n'interviennent pas pour déterminer la majorité.

ART. 45

1. Si un texte traite de plusieurs questions, la division est de droit lorsqu'elle est demandée; le vote sur l'ensemble du texte est néanmoins requis.

2. Quand plusieurs propositions sont faites sur un même objet, les propositions qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité, à commencer par celle qui a le plus d'étendue.

Entre les propositions dont le vote exclut la mise aux voix des autres, la priorité est également attribuée à celle qui a le plus d'étendue.

3. Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements.

ART. 46

1. L'assemblée ne peut prendre de résolution que si la majorité des membres sont présents.

Dans les cas où la Constitution requiert la présence de deux tiers des membres, quarante-huit membres au moins doivent être présents.

2. Lorsqu'un vote doit avoir lieu par assis et levé, soit sur des motions clôturant un débat, soit sur les conclusions d'un rapport, soit sur des articles d'un projet ou d'une proposition, soit sur des amendements ou sous-amendements auxdits articles ou motions, soit sur une décision de ne pas amender, et

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

De getelde stemmen worden vastgesteld door de voorzitter, die de uitslag van de stemming aan de Senaat mededeelt. Hij verzoekt vervolgens de leden die zich onthouden hebben, bondig de redenen van hun onthouding te doen kennen.

4. De leden die aanwezig waren bij de stemming maar er niet aan hebben deelgenomen, worden geacht zich te hebben onthouden.

De onthoudingen worden meegerekend om het aantal aanwezige leden te bepalen; ze worden niet meegerekend om de meerderheid vast te stellen, tenzij uitdrukkelijk anders wordt bepaald.

ART. 45

1. Een tekst die verscheidene punten behandelt, wordt van rechtswege gesplitst wanneer zulks wordt gevraagd; de stemming over de tekst in zijn geheel is niettemin vereist.

2. Wanneer over een zelfde onderwerp verscheidene voorstellen zijn ingediend, hebben die voorstellen voorrang die in stemming kunnen worden gebracht zonder de aanneming van de andere uit te sluiten, te beginnen met die met de verste strekking.

Evenzo wordt onder de voorstellen waarvan de aanneming het in stemming brengen van de andere uitsluit, voorrang verleend aan die met de verste strekking.

3. Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen.

ART. 46

1. De assemblée kan slechts een besluit nemen indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

Indien de Grondwet de aanwezigheid van twee derden van de leden vereist, moeten minstens achtenveertig leden aanwezig zijn.

2. Wanneer er bij zitten en opstaan moet worden gestemd, hetzij over moties tot besluit van een debat, hetzij over artikelen van een ontwerp of voorstel, hetzij over amendementen of subamendementen op die moties of artikelen, hetzij over een beslissing om niet te amenderen, en de meerderheid van de leden

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

De getelde stemmen worden vastgesteld door de voorzitter, die de uitslag van de stemming aan de Senaat mededeelt. Hij verzoekt vervolgens de leden die zich onthouden hebben, bondig de redenen van hun onthouding te doen kennen.

4. De leden die aanwezig waren bij de stemming maar er niet aan hebben deelgenomen, worden geacht zich te hebben onthouden.

De onthoudingen worden meegerekend om het aantal aanwezige leden te bepalen; ze worden niet meegerekend om de meerderheid vast te stellen, tenzij uitdrukkelijk anders wordt bepaald.

ART. 45

1. Een tekst die verscheidene punten behandelt, wordt van rechtswege gesplitst wanneer zulks wordt gevraagd; de stemming over de tekst in zijn geheel is niettemin vereist.

2. Wanneer over een zelfde onderwerp verscheidene voorstellen zijn ingediend, hebben die voorstellen voorrang die in stemming kunnen worden gebracht zonder de aanneming van de andere uit te sluiten, te beginnen met die met de verste strekking.

Evenzo wordt onder de voorstellen waarvan de aanneming het in stemming brengen van de andere uitsluit, voorrang verleend aan die met de verste strekking.

3. Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen.

ART. 46

1. De assemblée kan slechts een besluit nemen indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

Indien de Grondwet de aanwezigheid van twee derden van de leden vereist, moeten minstens achtenveertig leden aanwezig zijn.

2. Wanneer er bij zitten en opstaan moet worden gestemd, hetzij over moties tot besluit van een debat, hetzij over conclusies van een verslag, hetzij over artikelen van een ontwerp of voorstel, hetzij over amendementen of subamendementen op die moties of artikelen, hetzij over een beslissing om niet te amenderen,

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

tout membre peut en demander le renvoi à une prochaine séance.

En cas de doute, le président fait procéder à un appel nominal.

3. Si un vote par appel nominal fait constater que l'assemblée n'est pas en nombre, le président peut suspendre la séance pendant au maximum deux heures.

S'il ne fait pas usage de cette faculté ou si l'assemblée n'est pas encore en nombre à la reprise du vote après la suspension, le Sénat peut passer à la discussion des autres points inscrits à son ordre du jour. Ceux-ci ne pourront cependant plus être mis aux voix, et le vote resté sans suite sera repris, avant tout débat, au début de la prochaine séance, dont le président fixe la date et l'heure après consultation éventuelle du bureau.

ART. 47

1. Sauf disposition constitutionnelle, légale ou réglementaire contraire, toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

2. En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

ART. 48

Le Sénat se forme en comité secret à la demande du président ou de dix membres; il décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même objet.

Les sénateurs qui demandent que l'assemblée se forme en comité secret rédigent leur demande par écrit et la signent. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal.

ART. 49

1. Nul n'est interrompu lorsqu'il parle, si ce n'est pour un rappel au règlement. Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle.

2. Si un orateur, après avoir été deux fois dans le même discours rappelé à la question, continue à s'en

**Texte adopté
par le Bureau**

que la majorité des membres ne sont pas présents, tout membre peut en demander le renvoi à une prochaine séance.

En cas de doute, le président fait procéder à un appel nominal.

3. Si un vote par appel nominal fait constater que l'assemblée n'est pas en nombre, le président peut suspendre la séance pendant au maximum deux heures.

S'il ne fait pas usage de cette faculté ou si l'assemblée n'est pas encore en nombre à la reprise du vote après la suspension, le Sénat peut passer à la discussion des autres points inscrits à son ordre du jour. Ceux-ci ne pourront cependant plus être mis aux voix, et le vote resté sans suite sera repris, avant tout débat, au début de la prochaine séance, dont le président fixe la date et l'heure après consultation éventuelle du bureau.

ART. 47

1. Sauf disposition constitutionnelle, légale ou réglementaire contraire, toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

2. En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

ART. 48

Le Sénat se forme en comité secret à la demande du président ou de dix membres; il décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même objet.

Les sénateurs qui demandent que l'assemblée se forme en comité secret rédigent leur demande par écrit et la signent. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal.

ART. 49

1. Nul n'est interrompu lorsqu'il parle, si ce n'est pour un rappel au règlement. Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle.

2. Si un orateur, après avoir été deux fois dans le même discours rappelé à la question, continue à s'en

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

niet aanwezig is, kan ieder lid de verwijzing naar een volgende vergadering vragen.

In geval van twijfel doet de voorzitter tot een naamafroeping overgaan.

3. Indien bij een hoofdelijke stemming blijkt dat er niet voldoende leden aanwezig zijn, kan de voorzitter de vergadering gedurende hoogstens twee uur schorsen.

Indien hij geen gebruik maakt van deze mogelijkheid of indien het vereiste aantal leden nog niet aanwezig is wanneer de stemming na de schorsing hervat wordt, kan de Senaat overgaan tot de bespreking van de andere agendapunten. Deze mogen echter niet meer in stemming worden gebracht en de onbeslist gebleven stemming wordt hervat, vóór elke bespreking, bij de aanvang van de eerstvolgende vergadering, waarvan de voorzitter dag en uur bepaalt na eventuele raadpleging van het bureau.

ART. 47

1. Tenzij de Grondwet, een wet of een verordening anders bepaalt, wordt elk besluit genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen.

2. Bij staking van stemmen is het behandelde voorstel verworpen.

ART. 48

Op verzoek van de voorzitter of van tien leden vergadert de Senaat met gesloten deuren; vervolgens beslist de Senaat, bij volstreekte meerderheid van stemmen, of de vergadering in het openbaar zal worden hervat over hetzelfde onderwerp.

De senatoren die een vergadering met gesloten deuren wensen, dienen daartoe een schriftelijk en door hen ondertekend voorstel in. Hun naam wordt in de notulen opgenomen.

ART. 49

1. Een spreker mag niet in de rede worden gevallen, tenzij voor een beroep op het reglement. Alleen de voorzitter kan hem terugroepen tot de behandeling van het onderwerp, wanneer hij daarvan afwijkt.

2. Is een spreker reeds tweemaal tijdens een zelfde redevoering teruggeroepen tot de behandeling van het

en de meerderheid van de leden niet aanwezig is, kan ieder lid de verwijzing naar een volgende vergadering vragen.

In geval van twijfel doet de voorzitter tot een naamafroeping overgaan.

3. Indien bij een hoofdelijke stemming blijkt dat er niet voldoende leden aanwezig zijn, kan de voorzitter de vergadering gedurende hoogstens twee uur schorsen.

Indien hij geen gebruik maakt van deze mogelijkheid of indien het vereiste aantal leden nog niet aanwezig is wanneer de stemming na de schorsing hervat wordt, kan de Senaat overgaan tot de bespreking van de andere agendapunten. Deze mogen echter niet meer in stemming worden gebracht en de onbeslist gebleven stemming wordt hervat, vóór elke bespreking, bij de aanvang van de eerstvolgende vergadering, waarvan de voorzitter dag en uur bepaalt na eventuele raadpleging van het bureau.

ART. 47

1. Tenzij de Grondwet, een wet of een verordening anders bepaalt, wordt elk besluit genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen.

2. Bij staking van stemmen is het behandelde voorstel verworpen.

ART. 48

Op verzoek van de voorzitter of van tien leden vergadert de Senaat met gesloten deuren; vervolgens beslist de Senaat, bij volstreekte meerderheid van stemmen, of de vergadering in het openbaar zal worden hervat over hetzelfde onderwerp.

De senatoren die een vergadering met gesloten deuren wensen, dienen daartoe een schriftelijk en door hen ondertekend voorstel in. Hun naam wordt in de notulen opgenomen.

ART. 49

1. Een spreker mag niet in de rede worden gevallen, tenzij voor een beroep op het reglement. Alleen de voorzitter kan hem terugroepen tot de behandeling van het onderwerp, wanneer hij daarvan afwijkt.

2. Is een spreker reeds tweemaal tijdens een zelfde redevoering teruggeroepen tot de behandeling van het

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

**Texte adopté
par le Bureau**

écarter, la parole lui est retirée par le président pour le reste du débat en cours.

écarter, la parole lui est retirée par le président pour le reste du débat en cours.

3. Il en est de même si un orateur, après deux avertissements, persiste à répéter ses propres arguments ou ceux produits par un autre membre dans le débat.

3. Il en est de même si un orateur, après deux avertissements, persiste à répéter ses propres arguments ou ceux produits par un autre membre dans le débat.

ART. 50

ART. 50

Toute imputation de mauvaise intention, toute allusion personnelle offensante sont défendues sous peine de rappel à l'ordre, qui est prononcé conformément à l'article 52.

Toute imputation de mauvaise intention, toute allusion personnelle offensante sont défendues sous peine de rappel à l'ordre, qui est prononcé conformément à l'article 52.

ART. 51

ART. 51

Le président peut faire supprimer des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique* les paroles contraires à l'ordre ou celles qui auraient été prononcées par un membre qui n'avait pas la parole ou qui prétend la conserver après que le président la lui a retirée.

Le président peut faire supprimer des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique* les paroles contraires à l'ordre ou celles qui auraient été prononcées par un membre qui n'avait pas la parole ou qui prétend la conserver après que le président la lui a retirée.

Cette faculté s'étend aux mentions analogues insérées dans les rapports, propositions et autres textes à imprimer dans les documents parlementaires.

Cette faculté s'étend aux mentions analogues insérées dans les rapports, propositions et autres textes à imprimer dans les documents parlementaires.

ART. 51bis

L'utilisation d'appareils téléphoniques portables, pour la réception et la diffusion d'appels, est interdite au cours de toutes les séances plénières, réunions de commissions, sous-commissions et groupes de travail, ainsi qu'au cours des réunions du bureau.

Conformément à l'article 52, le président rappelle à l'ordre tout membre qui trouble la séance par l'utilisation de ce type d'appareils.

ART. 52

ART. 52

1. Le président rappelle nominativement à l'ordre le membre qui trouble celui-ci.

1. Le président rappelle nominativement à l'ordre le membre qui trouble celui-ci.

En cas de récidive, le président le rappelle de nouveau à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

En cas de récidive, le président le rappelle de nouveau à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

En cas de nouvelle récidive ou dans les cas graves, le président prononce l'exclusion temporaire.

En cas de nouvelle récidive ou dans les cas graves, le président prononce l'exclusion temporaire.

Le membre rappelé à l'ordre ou exclu peut en appeler au bureau du Sénat à l'issue de la séance. Le prési-

Le membre rappelé à l'ordre ou exclu peut en appeler au bureau du Sénat à l'issue de la séance. Le prési-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

onderwerp, en gaat hij voort ervan af te wijken, dan ontnemt de voorzitter hem het woord voor de verdere duur van het debat over dat onderwerp.

3. Hetzelfde geldt wanneer een spreker, na twee waarschuwingen, voortgaat met het herhalen van zijn eigen argumenten of van die welke een ander lid in het debat heeft aangevoerd.

ART. 50

Een lid dat aan een ander kwade bedoelingen toeschrijft of beledigende persoonlijke toespelingen maakt, kan tot de orde worden geroepen overeenkomstig artikel 52.

ART. 51

De voorzitter kan uit de *Parlementaire Handelingen* en uit het *Beknopt Verslag* de woorden doen schrappen die strijdig zijn met de orde of die zijn uitgesproken door een lid dat niet aan het woord was of blijft spreken nadat de voorzitter hem het woord heeft ontnomen.

Hij kan dergelijke woorden ook doen weglaten uit de verslagen, voorstellen en andere teksten die als parlementaire stukken worden gedrukt.

ART. 52

1. Stoort een lid de orde, dan wordt hij bij name door de voorzitter tot de orde geroepen.

In geval van herhaling roept de voorzitter de betrokkene andermaal tot de orde met vermelding in de notulen.

Bij een nieuwe herhaling of in ernstige gevallen wordt hij door de voorzitter tijdelijk uitgesloten.

Het tot de orde geroepen of uitgesloten lid kan hier tegen in beroep gaan bij het bureau van de Senaat na

onderwerp, en gaat hij voort ervan af te wijken, dan ontnemt de voorzitter hem het woord voor de verdere duur van het debat over dat onderwerp.

3. Hetzelfde geldt wanneer een spreker, na twee waarschuwingen, voortgaat met het herhalen van zijn eigen argumenten of van die welke een ander lid in het debat heeft aangevoerd.

ART. 50

Een lid dat aan een ander kwade bedoelingen toeschrijft of beledigende persoonlijke toespelingen maakt, kan tot de orde worden geroepen overeenkomstig artikel 52.

ART. 51

De voorzitter kan uit de *Parlementaire Handelingen* en uit het *Beknopt Verslag* de woorden doen schrappen die strijdig zijn met de orde of die zijn uitgesproken door een lid dat niet aan het woord was of blijft spreken nadat de voorzitter hem het woord heeft ontnomen.

Hij kan dergelijke woorden ook doen weglaten uit de verslagen, voorstellen en andere teksten die als parlementaire stukken worden gedrukt.

ART. 51bis

Het is verboden tijdens alle plenaire vergaderingen, vergaderingen van commissies, sub-commissies en werkgroepen en vergaderingen van het bureau, gebruik te maken van zaktelefoons, hetzij om op te bellen, hetzij om telefoonoproepen te beantwoorden.

Overeenkomstig artikel 52, roept de voorzitter elk lid tot de orde dat de vergadering door het gebruik van dergelijke toestellen verstoort.

ART. 52

1. Stoort een lid de orde, dan wordt hij bij name door de voorzitter tot de orde geroepen.

In geval van herhaling roept de voorzitter de betrokkene andermaal tot de orde met vermelding in de notulen.

Bij een nieuwe herhaling of in ernstige gevallen wordt hij door de voorzitter tijdelijk uitgesloten.

Het tot de orde geroepen of uitgesloten lid kan hier tegen in beroep gaan bij het bureau van de Senaat na

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

dent fait part au Sénat, à une séance ultérieure, de la suite réservée à cet appel.

2. L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée.

Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée.

3. Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite de quitter le palais, le président suspend ou lève la séance et donne à la garde de service les ordres nécessaires pour faire exécuter sa décision.

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant les dix séances suivantes.

4. Si, pendant la durée de l'exclusion, il intervient un vote où le suffrage du membre exclu aurait pu être décisif, le vote devra être repris lorsque l'exclusion aura cessé, à moins que l'assemblée ne juge préférable d'admettre le membre au vote durant l'exclusion.

ART. 53

Si l'assemblée devient tumultueuse, le président annonce qu'il va suspendre la séance. Si le trouble continue, il suspend la séance pendant une heure durant laquelle les sénateurs quittent la salle; l'heure écoulée, la séance est reprise de droit. Elle peut être reprise plus tôt si le président juge le calme suffisamment rétabli.

TITRE II

**DE LA FONCTION CONSTITUANTE
ET LÉGISLATIVE**

CHAPITRE I^{er}

**De la procédure en matière de projets
et de propositions**

ART. 54

Les projets de loi adressés au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants, ainsi que les expo-

**Texte adopté
par le Bureau**

dent fait part au Sénat, à une séance ultérieure, de la suite réservée à cet appel.

2. L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée.

Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée.

3. Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite de quitter le palais, le président suspend ou lève la séance et donne à la garde de service les ordres nécessaires pour faire exécuter sa décision.

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant les dix séances suivantes.

4. Si, pendant la durée de l'exclusion, il intervient un vote où le suffrage du membre exclu aurait pu être décisif, le vote devra être repris lorsque l'exclusion aura cessé, à moins que l'assemblée ne juge préférable d'admettre le membre au vote durant l'exclusion.

ART. 53

Si l'assemblée devient tumultueuse, le président annonce qu'il va suspendre la séance. Si le trouble continue, il suspend la séance pendant une heure durant laquelle les sénateurs quittent la salle; l'heure écoulée, la séance est reprise de droit. Elle peut être reprise plus tôt si le président juge le calme suffisamment rétabli.

TITRE II

**DE LA FONCTION CONSTITUANTE
ET LÉGISLATIVE**

CHAPITRE I^{er}

**De la procédure en matière de projets
et de propositions**

ART. 54

Les projets de loi adressés au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants, ainsi que les expo-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

afloop van de vergadering. Op een latere vergadering deelt de voorzitter aan de Senaat mede welk gevolg aan dit beroep is gegeven.

2. De uitsluiting brengt het verbod mede om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Senaat en het Senaatsgebouw opnieuw te betreden.

Ze geldt voor het overige deel van de vergadering gedurende welke zij is uitgesproken.

3. Voldoet de uitgesloten senator niet aan het bevel het gebouw te verlaten, dan schorst of sluit de voorzitter de vergadering en geeft aan de diensthebbende wacht de nodige bevelen om zijn besluit te doen uitvoeren.

In dat geval is het lid van rechtswege uitgesloten voor de tien volgende vergaderingen.

4. Heeft tijdens de duur van de uitsluiting een stemming plaats, waarbij de stem van het uitgesloten lid beslissend had kunnen zijn, dan moet de stemming herhaald worden nadat aan de uitsluiting een einde is gekomen, tenzij de vergadering het verkieslijk acht het lid tot de stemming toe te laten tijdens de uitsluiting.

ART. 53

Wordt de assemblée woelig, dan kondigt de voorzitter aan dat hij de vergadering zal schorsen. Duurt de verstoring voort, dan schorst hij de vergadering voor één uur, gedurende hetwelk de senatoren de zaal verlaten; na verloop van dit uur wordt de vergadering van rechtswege hervat. Zij kan vroeger hervat worden, zo de voorzitter oordeelt dat er weer voldoende kalmte heerst.

TITEL II

**GRONDWETGEVENDE EN
WETGEVENDE FUNCTIE**

HOOFDSTUK I

**Procedure inzake ontwerpen
en voorstellen**

ART. 54

De wetsontwerpen die door de Koning of door de Kamer van volksvertegenwoordigers worden toege-

afloop van de vergadering. Op een latere vergadering deelt de voorzitter aan de Senaat mede welk gevolg aan dit beroep is gegeven.

2. De uitsluiting brengt het verbod mede om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Senaat en het Senaatsgebouw opnieuw te betreden.

Ze geldt voor het overige deel van de vergadering gedurende welke zij is uitgesproken.

3. Voldoet de uitgesloten senator niet aan het bevel het gebouw te verlaten, dan schorst of sluit de voorzitter de vergadering en geeft aan de diensthebbende wacht de nodige bevelen om zijn besluit te doen uitvoeren.

In dat geval is het lid van rechtswege uitgesloten voor de tien volgende vergaderingen.

4. Heeft tijdens de duur van de uitsluiting een stemming plaats, waarbij de stem van het uitgesloten lid beslissend had kunnen zijn, dan moet de stemming herhaald worden nadat aan de uitsluiting een einde is gekomen, tenzij de vergadering het verkieslijk acht het lid tot de stemming toe te laten tijdens de uitsluiting.

ART. 53

Wordt de assemblée woelig, dan kondigt de voorzitter aan dat hij de vergadering zal schorsen. Duurt de verstoring voort, dan schorst hij de vergadering voor één uur, gedurende hetwelk de senatoren de zaal verlaten; na verloop van dit uur wordt de vergadering van rechtswege hervat. Zij kan vroeger hervat worden, zo de voorzitter oordeelt dat er weer voldoende kalmte heerst.

TITEL II

**GRONDWETGEVENDE EN
WETGEVENDE FUNCTIE**

HOOFDSTUK I

**Procedure inzake ontwerpen
en voorstellen**

ART. 54

De wetsontwerpen die door de Koning of door de Kamer van volksvertegenwoordigers worden toege-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

sés des motifs, sont imprimés en français et en néerlandais et distribués.

Sans préjudice de l'application des articles 27-1, alinéa 2, et 60-1, ces projets sont envoyés pour examen à une ou plusieurs commissions distinctes ou à plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le Sénat décrète la discussion immédiate pour des motifs d'urgence.

Lorsque le Sénat n'est pas réuni, le président désigne les commissions auxquelles les projets et les propositions de loi sont envoyés, sans préjudice de l'application de l'article 60. Les présidents de ces commissions en sont informés par le greffier, à qui ils font connaître les jour et heure auxquels les commissions doivent être convoquées.

ART. 55

1. Tout sénateur a le droit de faire des propositions.

La proposition doit être signée et accompagnée de développements. Elle est remise au président, soit en français et en néerlandais, soit dans l'une des deux langues au choix de son auteur. Dans ce dernier cas, le président la fait traduire.

S'il s'agit d'une proposition de loi, celle-ci doit mentionner si elle règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution ou une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Une proposition ne peut être signée par un nombre de sénateurs supérieur au nombre des groupes politiques représentés dans l'assemblée.

2. Si le président est d'avis que la proposition est recevable, elle est imprimée dans les deux langues et distribuée avant la séance au cours de laquelle sera discutée sa prise en considération.

En cas de doute sur la recevabilité, le président envoie la proposition au bureau, qui peut demander l'avis de la commission compétente. Le bureau fait rapport à l'assemblée sur la recevabilité de la proposition. Si ce rapport est favorable, il est imprimé dans

**Texte adopté
par le Bureau**

sés des motifs, sont imprimés en français et en néerlandais et distribués.

Sans préjudice de l'application des articles 27-1, alinéa 2, et 60-1, ces projets sont envoyés pour examen à une ou plusieurs commissions distinctes ou à plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le Sénat décrète la discussion immédiate pour des motifs d'urgence.

Le président désigne les commissions auxquelles les projets [...] de loi sont envoyés, sans préjudice de l'application de l'article 60. Les présidents de ces commissions en sont informés par le greffier, à qui ils font connaître les jour et heure auxquels les commissions doivent être convoquées.

ART. 55

1. Tout sénateur a le droit de faire des propositions.

La proposition doit être signée et accompagnée de développements. Elle est remise au président, soit en français et en néerlandais, soit dans l'une des deux langues au choix de son auteur. Dans ce dernier cas, le président la fait traduire.

S'il s'agit d'une proposition de loi, celle-ci doit mentionner si elle règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution ou une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Une proposition ne peut être signée par un nombre de sénateurs supérieur au nombre des groupes politiques représentés dans l'assemblée.

2. Sans préjudice de l'article 22-2bis, si le président est d'avis que la proposition est recevable, elle est imprimée dans les deux langues et distribuée avant la séance au cours de laquelle sera discutée sa prise en considération.

En cas de doute sur la recevabilité, le président envoie la proposition au bureau, qui peut demander l'avis de la commission compétente. Le bureau fait rapport à l'assemblée sur la recevabilité de la proposition. Si ce rapport est favorable, il est imprimé dans

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

zonden aan de Senaat, alsook de memories van toelichting, worden gedrukt in het Nederlands en in het Frans en rondgedeeld.

Onverminderd de toepassing van de artikelen 27-1, tweede lid, en 60-1, worden deze wetsontwerpen voor onderzoek verwezen naar een of meer afzonderlijke commissies of naar verscheidene verenigde commissies, tenzij de Senaat om dringende redenen tot dadelijke behandeling besluit.

Is de Senaat niet vergaderd, dan wijst de voorzitter de commissies aan waarnaar de ontwerpen en de voorstellen van wet worden verzonden, onverminderd de toepassing van artikel 60. De voorzitters van deze commissies worden hiervan in kennis gesteld door de griffier en delen hem mee tegen welke dag en welk uur de commissies moeten worden bijeengeroepen.

ART. 55

1. Iedere senator heeft het recht voorstellen in te dienen.

Het voorstel dient ondertekend te zijn en voorzien van een toelichting. Het wordt ter tafel gelegd bij de voorzitter, hetzij in het Nederlands en in het Frans, hetzij in één van beide talen, naar keuze van de indier. In het laatste geval doet de voorzitter het voorstel vertalen.

Indien het een voorstel van wet betreft, dient dit te vermelden of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, dan wel een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Een voorstel mag niet ondertekend zijn door een aantal senatoren dat groter is dan het aantal fracties vertegenwoordigd in de assemblée.

2. Is de voorzitter van oordeel dat het voorstel ontvankelijk is, dan wordt het gedrukt in de beide talen en rondgedeeld vóór de vergadering waarop de in-overwegingneming zal worden besproken.

In geval van twijfel omtrent de ontvankelijkheid verwijst de voorzitter het voorstel naar het bureau, dat het advies van de bevoegde commissie kan inwinnen. Het bureau brengt verslag uit aan de plenaire vergadering over de ontvankelijkheid van het voor-

zonden aan de Senaat, alsook de memories van toelichting, worden gedrukt in het Nederlands en in het Frans en rondgedeeld.

Onverminderd de toepassing van de artikelen 27-1, tweede lid, en 60-1, worden deze wetsontwerpen voor onderzoek verzonden naar een of meer afzonderlijke commissies of naar verscheidene verenigde commissies, tenzij de Senaat om dringende redenen tot dadelijke behandeling besluit.

De voorzitter wijst de commissies aan waarnaar de ontwerpen [...] van wet worden verzonden, onverminderd de toepassing van artikel 60. De voorzitters van deze commissies worden hiervan in kennis gesteld door de griffier en delen hem mee tegen welke dag en welk uur de commissies moeten worden bijeengeroepen.

ART. 55

1. Iedere senator heeft het recht voorstellen in te dienen.

Het voorstel dient ondertekend te zijn en voorzien van een toelichting. Het wordt overhandigd aan de voorzitter, hetzij in het Nederlands en in het Frans, hetzij in één van beide talen, naar keuze van de indier. In het laatste geval doet de voorzitter het voorstel vertalen.

Indien het een voorstel van wet betreft, dient dit te vermelden of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, dan wel een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Een voorstel mag niet ondertekend zijn door een aantal senatoren dat groter is dan het aantal fracties vertegenwoordigd in de assemblée.

2. Is de voorzitter van oordeel dat het voorstel ontvankelijk is, dan wordt het gedrukt in de beide talen en rondgedeeld vóór de vergadering waarop de in-overwegingneming zal worden besproken, onverminderd de toepassing van artikel 22-2bis.

In geval van twijfel omtrent de ontvankelijkheid verwijst de voorzitter het voorstel naar het bureau, dat het advies van de bevoegde commissie kan inwinnen. Het bureau brengt verslag uit aan de plenaire vergadering over de ontvankelijkheid van het voor-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

les deux langues et distribué avec la proposition de loi avant la discussion sur la prise en considération.

3. Au début de la discussion générale, le président demande si l'assemblée prend cette proposition en considération. Si l'assemblée décide de prendre la proposition en considération, celle-ci est envoyée à la commission compétente, qui la met à son ordre du jour au plus tard un an après le dépôt.

Lorsque plusieurs propositions ou projets ont le même objet, la commission les examine conjointement, sauf décision contraire.

**Texte adopté
par le Bureau**

les deux langues et distribué avec la proposition de loi avant la discussion sur la prise en considération.

3. Au début de la discussion générale, le président demande si l'assemblée prend cette proposition en considération. Si l'assemblée décide de prendre la proposition en considération, celle-ci est envoyée à la commission compétente, qui la met à son ordre du jour au plus tard un an après le dépôt.

Lorsque plusieurs propositions ou projets ont le même objet, la commission les examine conjointement, sauf décision contraire.

ART. 55bis

1. La commission saisie d'une proposition de loi au sujet de laquelle, en vertu d'une disposition légale, un avis doit être demandé à un ou plusieurs gouvernements de communauté ou de région invite, dès l'instant où elle entame l'examen de la proposition, le président du Sénat à demander cet avis aux gouvernements de communauté ou de région concernés.

Les gouvernements concernés sont invités à communiquer leur avis dans un délai de quinze jours ouvrables. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à six jours ouvrables. L'urgence doit être motivée. Si les gouvernements concernés ne communiquent pas leur avis dans ce délai, la commission en prend acte.

2. La commission saisie d'une proposition de loi au sujet de laquelle, en vertu d'une disposition légale, une concertation ou une association doit être organisée avec un ou plusieurs gouvernements de communauté ou de région, demande, dès l'instant où elle entame l'examen de la proposition, au président du Sénat d'inviter les gouvernements de communauté ou de région concernés à déléguer un ou plusieurs représentants à toutes les discussions que la commission consacrerà à cette proposition de loi. La commission peut demander des explications ou des avis aux représentants des gouvernements concernés. De même, ces représentants peuvent, à leur demande, prendre la parole en commission et participer aux débats.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

stel. Is dit verslag gunstig, dan wordt het gedrukt in beide talen en samen met het wetsvoorstel rondgedeeld vóór de bespreking van de inoverwegingname.

3. Bij de opening van de algemene bespreking vraagt de voorzitter of de vergadering dit voorstel in overweging neemt. Besluit de vergadering het voorstel in overweging te nemen, dan wordt het verzonden naar de bevoegde commissie, die het uiterlijk één jaar na de indiening op haar agenda brengt.

Wanneer meerdere voorstellen of ontwerpen hetzelfde onderwerp hebben, worden zij door de commissie samen onderzocht, behoudens andersluidende beslissing.

stel. Is dit verslag gunstig, dan wordt het gedrukt in beide talen en samen met het wetsvoorstel rondgedeeld vóór de bespreking van de inoverwegingname.

3. Bij de opening van de algemene bespreking vraagt de voorzitter of de vergadering dit voorstel in overweging neemt. Besluit de vergadering het voorstel in overweging te nemen, dan wordt het verzonden naar de bevoegde commissie, die het uiterlijk één jaar na de indiening op haar agenda brengt.

Wanneer meerdere voorstellen of ontwerpen hetzelfde onderwerp hebben, worden zij door de commissie samen onderzocht, behoudens andersluidende beslissing.

ART. 55bis

1. De commissie waarnaar een voorstel van wet verzonden is waarover ingevolge een wetsbepaling een advies moet worden gevraagd aan één of meer gemeenschaps- of gewestregeringen, verzoekt, vanaf het ogenblik waarop de commissie het voorstel in behandeling neemt, de voorzitter van de Senaat aan de bedoelde gemeenschaps- of gewestregeringen dit advies te vragen.

De bedoelde regeringen wordt verzocht hun advies binnen een termijn van vijftien werkdagen mede te delen. Bij dringende noodzakelijkheid kan deze termijn teruggebracht worden tot zes werkdagen. De dringende noodzakelijkheid moet gemotiveerd worden. Indien de bedoelde regeringen hun advies niet meedelen binnen deze termijn, neemt de commissie hiervan akte.

2. De commissie waarnaar een voorstel van wet verzonden is waarover ingevolge een wetsbepaling overleg moet worden gepleegd met één of meer gemeenschaps- of gewestregeringen, verzoekt, vanaf het ogenblik waarop de commissie het voorstel in behandeling neemt, de voorzitter van de Senaat de bedoelde gemeenschaps- of gewestregeringen uit te nodigen een of meer vertegenwoordigers af te vaardigen naar alle besprekingen die de commissie aan dit wetsvoorstel besteedt. De vertegenwoordigers van de bedoelde regeringen kan om uitleg of advies gevraagd worden door de commissie. Deze vertegenwoordigers kunnen tevens, wanneer zij erom verzoeken, het woord nemen in de commissie en deelnemen aan de debatten.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ART. 56

1. La discussion en séance publique est divisée en deux débats: la discussion générale et celle des articles.

2. La discussion générale porte sur le principe de la proposition et sur l'ensemble de la proposition ou sur un titre ou un chapitre de celle-ci.

Elle est suivie de la discussion des articles, portant successivement sur chaque article et sur les amende-

**Texte adopté
par le Bureau**

Si les gouvernements de communauté ou de région concernés ou si l'un des gouvernements concernés ne répondent pas à l'invitation du président du Sénat ou répondent négativement, la commission en prend acte.

3. Avant de soumettre à l'assemblée une proposition de loi au sujet de laquelle, en vertu d'une disposition légale, l'avis conforme, l'accord, l'approbation ou le commun accord d'un ou de plusieurs gouvernements de communauté ou de région est requis, le président du Sénat demande aux gouvernements concernés de donner leur avis conforme, accord, approbation ou commun accord.

Les gouvernements concernés sont invités à faire connaître leur position dans un délai de quinze jours ouvrables. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à six jours ouvrables. L'urgence doit être motivée.

La séance plénière ne peut toutefois procéder au vote final sur la proposition sans avoir obtenu les assentiments prévus.

Si un amendement est adopté ou que des articles sont rejetés lors de l'examen en séance plénière de la proposition qui a obtenu l'assentiment des gouvernements de communauté ou de région, le texte adopté en première lecture est soumis à nouveau aux gouvernements de communauté ou de région concernés pour avis conforme, accord, approbation ou commun accord.

4. Les procédures visées aux points 1 à 3 s'appliquent aux projets de loi d'initiative parlementaire transmis par la Chambre au Sénat et pour lesquels la procédure de collaboration obligatoire n'aurait pas été respectée par la Chambre.

ART. 56

1. La discussion en séance plénière est divisée en deux débats: la discussion générale et celle des articles.

2. La discussion générale porte sur le principe de la proposition et sur l'ensemble de la proposition ou sur un titre ou un chapitre de celle-ci.

Elle est suivie de la discussion des articles, portant successivement sur chaque article et sur les amende-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ART. 56

1. De bespreking in openbare vergadering is verdeeld in twee debatten: de algemene bespreking en de artikelsgewijze bespreking.

2. De algemene bespreking loopt over het grondbeginsel van het voorstel en over het voorstel in zijn geheel of over een titel of hoofdstuk van het voorstel.

Daarop volgt de artikelsgewijze bespreking, achtereenvolgens over elk artikel en over de desbetref-

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ART. 56

Indien de betrokken gemeenschaps- of gewestregeringen of een van die regeringen niet ingaan op het verzoek van de voorzitter van de Senaat of daarop afwijzend reageren, neemt de commissie hiervan akte.

3. Alvorens een voorstel van wet dat, ingevolge een wetsbepaling, het eensluidend advies, het akkoord, de goedkeuring of de overeenstemming vereist van een of meer gemeenschaps- of gewestregeringen, aan de plenaire vergadering van de Senaat voor te leggen, vraagt de voorzitter van de Senaat aan de bedoelde regeringen hun eensluidend advies, akkoord, goedkeuring of overeenstemming te geven.

De bedoelde regeringen wordt verzocht hun standpunt binnen een termijn van vijftien werkdagen mede te delen. Bij dringende noodzakelijkheid kan deze termijn worden teruggebracht tot zes werkdagen. De dringende noodzakelijkheid moet gemotiveerd worden.

De plenaire vergadering kan echter geen eindstemming over het voorstel houden zonder dat de bedoelde instemmingen verkregen zijn.

Wordt in de plenaire vergadering bij de behandeling van het voorstel dat de instemming van de gemeenschaps- of gewestregeringen verkregen heeft, een amendement aangenomen of worden artikelen verworpen, dan wordt de tekst, in eerste lezing aangenomen, opnieuw voor eensluidend advies, akkoord, goedkeuring of overeenstemming voorgelegd aan de bedoelde gemeenschaps- of gewestregeringen.

4. De in punt 1 tot 3 bedoelde procedures zijn van toepassing op de wetsontwerpen aan de oorsprong waarvan een parlementair initiatief lag, die door de Kamer aan de Senaat zijn overgezonden en waarvoor de verplichte samenwerkingsprocedure door de Kamer niet is nageleefd.

1. De bespreking in de plenaire vergadering is verdeeld in twee debatten: de algemene bespreking en de artikelsgewijze bespreking.

2. De algemene bespreking loopt over het grondbeginsel van het voorstel en over het voorstel in zijn geheel of over een titel of hoofdstuk van het voorstel.

Daarop volgt de artikelsgewijze bespreking, achtereenvolgens over elk artikel en over de desbetref-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ments qui s'y rattachent, sauf application des articles 60-3 et 61-3. Sauf décision contraire de l'assemblée, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

3. L'auteur d'une proposition peut la retirer, même si sa discussion est déjà ouverte. Cependant, si un autre sénateur reprend la proposition, la discussion continue.

ART. 57

1. Tout sénateur peut présenter et développer des amendements et des sous-amendements. Il doit les rédiger par écrit, les signer et les déposer sur le bureau.

Par amendement, l'on entend toute proposition visant à modifier, remplacer ou supprimer une ou plusieurs dispositions d'une proposition ou d'un projet, ou à insérer des dispositions à un endroit à indiquer. Un amendement doit s'appliquer effectivement à l'objet de la proposition ou du projet ou à la disposition qu'il vise à modifier ou à remplacer.

Un amendement ou un sous-amendement ne peut être signé par un nombre de sénateurs supérieur au nombre des groupes politiques représentés dans l'assemblée.

Lorsque la proposition ou le projet de loi auxquels s'applique l'amendement a été discuté en commission, l'amendement doit être présenté avant la clôture de la discussion générale en séance plénière. Ultérieurement pourront encore être présentés :

— des sous-amendements;

— des amendements aux articles qui font l'objet d'amendements du Gouvernement dont les sénateurs n'auraient pas pu prendre connaissance avant la clôture de la discussion générale en séance plénière;

**Texte adopté
par le Bureau**

ments qui s'y rattachent [...]. Sauf décision contraire de l'assemblée, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

Si les conclusions de la commission tendent à ne pas adopter le projet ou la proposition, l'assemblée se prononce sur ces conclusions après la discussion générale et ne procède à la discussion des articles que si elle ne se rallie pas à l'avis de la commission.

3. L'auteur d'une proposition peut la retirer, même si sa discussion est déjà ouverte. Cependant, si un autre sénateur reprend la proposition, la discussion continue.

ART. 57

1. Tout sénateur peut présenter et développer des amendements et des sous-amendements. Il doit les rédiger par écrit, les signer et les déposer sur le bureau.

Par amendement, l'on entend toute proposition visant à modifier, remplacer ou supprimer une ou plusieurs dispositions d'une proposition ou d'un projet, ou à insérer des dispositions à un endroit à indiquer. Un amendement doit s'appliquer effectivement à l'objet de la proposition ou du projet ou à la disposition qu'il vise à modifier ou à remplacer.

Un amendement ou un sous-amendement ne peut être signé par un nombre de sénateurs supérieur au nombre des groupes politiques représentés dans l'assemblée.

Lorsque la proposition ou le projet de loi auxquels s'applique l'amendement a été discuté en commission, l'amendement doit être présenté avant la clôture de la discussion générale en séance plénière. Ultérieurement pourront encore être présentés :

— des sous-amendements;

— des amendements aux articles qui font l'objet d'amendements du Gouvernement dont les sénateurs n'auraient pas pu prendre connaissance avant la clôture de la discussion générale en séance plénière;

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

fende amendementen, behoudens toepassing van de artikelen 60-3 en 61-3. Voor zover de vergadering niet anders beslist, wordt de door de commissie goedgekeurde tekst ten grondslag gelegd aan de artikelsgewijze bespreking.

fende amendementen [...]. Voor zover de vergadering niet anders beslist, wordt de door de commissie goedgekeurde tekst ten grondslag gelegd aan de artikelsgewijze bespreking.

Heeft de commissie besloten het ontwerp of voorstel niet aan te nemen, dan spreekt de vergadering zich na de algemene bespreking uit over dat besluit en komen de artikelen slechts in behandeling, indien de vergadering zich niet verenigt met de zienswijze van de commissie.

3. De indiener van een voorstel kan dit voorstel intrekken, ook al is de bespreking ervan reeds geopend. Wanneer een andere senator het voorstel overneemt, wordt de bespreking evenwel voortgezet.

3. De indiener van een voorstel kan dit voorstel intrekken, ook al is de bespreking ervan reeds geopend. Wanneer een andere senator het voorstel overneemt, wordt de bespreking evenwel voortgezet.

ART. 57

ART. 57

1. Iedere senator mag amendementen of subamendementen voorstellen en toelichten. Hij moet ze schriftelijk opstellen, ondertekenen en ter tafel leggen.

1. Iedere senator mag amendementen of subamendementen voorstellen en toelichten. Hij moet ze schriftelijk opstellen, ondertekenen en ter tafel leggen.

Onder een amendement wordt verstaan elk voorstel om een of meer bepalingen van een voorstel of ontwerp te wijzigen, te vervangen of te doen vervallen of om er bepalingen aan toe te voegen op een aan te geven plaats. Een amendement moet rechtstreeks verband houden met het onderwerp van het voorstel of ontwerp of met de bepaling die het beoogt te wijzigen of te vervangen.

Onder een amendement wordt verstaan elk voorstel om een of meer bepalingen van een voorstel of ontwerp te wijzigen, te vervangen of te doen vervallen of om er bepalingen aan toe te voegen op een aan te geven plaats. Een amendement moet rechtstreeks verband houden met het onderwerp van het voorstel of ontwerp of met de bepaling die het beoogt te wijzigen of te vervangen.

Een amendement of een subamendement mag niet ondertekend zijn door een aantal senatoren dat groter is dan het aantal fracties vertegenwoordigd in de assemblée.

Een amendement of een subamendement mag niet ondertekend zijn door een aantal senatoren dat groter is dan het aantal fracties vertegenwoordigd in de assemblee.

Wanneer het wetsvoorstel of wetsontwerp waarop het amendement betrekking heeft, in een commissie is besproken, dient het amendement voorgesteld te worden vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering. Achteraf kunnen nog worden voorgesteld:

Wanneer het wetsvoorstel of wetsontwerp waarop het amendement betrekking heeft, in een commissie is besproken, dient het amendement voorgesteld te worden vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering. Achteraf kunnen nog worden voorgesteld:

— subamendementen;

— subamendementen;

— amendementen op artikelen waarop de regering amendementen heeft ingediend waarvan de senatoren geen kennis hebben kunnen nemen vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering;

— amendementen op artikelen waarop de regering amendementen heeft ingediend waarvan de senatoren geen kennis hebben kunnen nemen vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering;

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

— des amendements basés sur des avis ou décisions d'organes consultés dont les sénateurs n'auraient pas pu prendre connaissance avant la clôture de la discussion générale en séance plénière;

— des amendements de compromis ou de nature technique résultant de la discussion des articles.

2. L'auteur d'un amendement ou d'un sous-amendement peut le retirer, même si la discussion est déjà ouverte. Si un autre sénateur le reprend, la discussion continue.

3. Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements, sans préjudice de l'application des articles 60-4 et 61-4.

4. Si l'assemblée décide de renvoyer un amendement ou un sous-amendement à la commission, la discussion peut être suspendue.

ART. 58

1. Lorsque des amendements ont été adoptés ou des articles rejetés, le Sénat peut soumettre à nouveau le texte adopté en première lecture à la commission qui a examiné le projet ou la proposition en discussion.

La commission examine exclusivement les amendements adoptés et les articles rejetés ainsi que, le cas échéant, les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet. La commission peut également proposer d'amender des articles qui n'ont pas été modifiés en première lecture, mais seulement pour améliorer leur rédaction ou les mettre en concordance avec le contexte et sans apporter de nouvelles modifications substantielles. Elle présente, si nécessaire, un rapport complémentaire à l'assemblée.

L'assemblée soumet ensuite à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés et les articles du projet ou de la proposition primitifs rejetés au premier vote, ainsi que les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet, de même que les amendements proposés par la commission, tous les autres amendements étant irrecevables.

2. Lorsque des amendements ont été adoptés ou des articles rejetés, le vote sur l'ensemble a lieu dans une

**Texte adopté
par le Bureau**

— des amendements basés sur des avis ou décisions d'organes consultés dont les sénateurs n'auraient pas pu prendre connaissance avant la clôture de la discussion générale en séance plénière;

— des amendements de compromis ou de nature technique résultant de la discussion des articles.

2. L'auteur d'un amendement ou d'un sous-amendement peut le retirer, même si la discussion est déjà ouverte. Si un autre sénateur le reprend, la discussion continue.

3. Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive et les sous-amendements avant les amendements, sans préjudice de l'application des articles 60-4 et 61-4.

4. Si l'assemblée décide de renvoyer un amendement ou un sous-amendement à la commission, la discussion peut être suspendue.

ART. 58

1. Lorsque des amendements ont été adoptés ou des articles rejetés en première lecture en séance plénière, le Sénat peut soumettre à nouveau le texte adopté en première lecture à la commission qui a examiné le projet ou la proposition en discussion.

La commission examine exclusivement les amendements adoptés et les articles rejetés ainsi que, le cas échéant, les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet. La commission peut également proposer d'amender des articles qui n'ont pas été modifiés en première lecture, mais seulement pour améliorer leur rédaction ou les mettre en concordance avec le contexte et sans apporter de nouvelles modifications substantielles. Elle présente, si nécessaire, un rapport complémentaire à l'assemblée.

L'assemblée soumet ensuite à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés et les articles du projet ou de la proposition primitifs rejetés au premier vote, ainsi que les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet, de même que les amendements proposés par la commission, tous les autres amendements étant irrecevables.

2. Sans préjudice de l'article 58bis, lorsque des amendements ont été adoptés ou des articles rejetés, le

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

— amendementen die steunen op adviezen of beslissingen van geraadpleegde organen waarvan de senatoren geen kennis hebben kunnen nemen vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering;

— amendementen die een compromis vormen of van technische aard zijn en die voortvloeien uit de bespreking van de artikelen.

2. De indiener van een amendement of subamendement kan het intrekken, ook al is de bespreking ervan reeds geopend. Wanneer een andere senator het overneemt, wordt de bespreking evenwel voortgezet.

3. Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen, onverminderd de toepassing van de artikelen 60-4 en 61-4.

4. Beslist de vergadering dat een amendement of een subamendement naar de commissie wordt verzonden, dan kan de bespreking geschorst worden.

ART. 58

1. Zijn er amendementen aangenomen of artikelen verworpen, dan kan de Senaat de tekst, in eerste lezing aangenomen, opnieuw voorleggen aan de commissie die het besproken ontwerp of voorstel heeft onderzocht.

De commissie onderzoekt uitsluitend de aangenomen amendementen en de verworpen artikelen en, in voorkomend geval, de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen. De commissie kan ook voorstellen artikelen te amenderen die in eerste lezing niet zijn gewijzigd, maar alleen om de redactie te verbeteren of de tekst in overeenstemming te brengen met het geheel, en zonder nieuwe inhoudelijke wijzigingen aan te brengen. Zij brengt zo nodig een aanvullend verslag uit aan de plenaire vergadering.

De plenaire vergadering bespreekt vervolgens opnieuw de bij de eerste stemming aangenomen amendementen en verworpen artikelen van het oorspronkelijke ontwerp of voorstel, alsook de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen en de amendementen die door de commissie worden voorgesteld en onderwerpt ze aan een eindstemming. Alle andere amendementen zijn onontvankelijk.

2. Zijn er amendementen aangenomen of artikelen verworpen, dan geschiedt de stemming over het

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

— amendementen die steunen op adviezen of beslissingen van geraadpleegde organen waarvan de senatoren geen kennis hebben kunnen nemen vóór de sluiting van de algemene bespreking in de plenaire vergadering;

— amendementen die een compromis vormen of van technische aard zijn en die voortvloeien uit de bespreking van de artikelen.

2. De indiener van een amendement of subamendement kan het intrekken, ook al is de bespreking ervan reeds geopend. Wanneer een andere senator het overneemt, wordt de bespreking evenwel voortgezet.

3. Amendementen worden in stemming gebracht vóór het oorspronkelijke voorstel en subamendementen vóór de amendementen, onverminderd de toepassing van de artikelen 60-4 en 61-4.

4. Beslist de vergadering dat een amendement of een subamendement naar de commissie wordt verzonden, dan kan de bespreking geschorst worden.

ART. 58

1. Zijn er in eerste lezing in de plenaire vergadering amendementen aangenomen of artikelen verworpen, dan kan de Senaat de tekst, in eerste lezing aangenomen, opnieuw voorleggen aan de commissie die het besproken ontwerp of voorstel heeft onderzocht.

De commissie onderzoekt uitsluitend de aangenomen amendementen en de verworpen artikelen en, in voorkomend geval, de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen. De commissie kan ook voorstellen artikelen te amenderen die in eerste lezing niet zijn gewijzigd, maar alleen om de redactie te verbeteren of de tekst in overeenstemming te brengen met het geheel, en zonder nieuwe inhoudelijke wijzigingen aan te brengen. Zij brengt zo nodig een aanvullend verslag uit aan de plenaire vergadering.

De plenaire vergadering bespreekt vervolgens opnieuw de bij de eerste stemming aangenomen amendementen en verworpen artikelen van het oorspronkelijke ontwerp of voorstel, alsook de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen en de amendementen die door de commissie worden voorgesteld en onderwerpt ze aan een eindstemming. Alle andere amendementen zijn onontvankelijk.

2. Zijn er amendementen aangenomen of artikelen verworpen, dan geschiedt de stemming over het

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

autre séance que celle où les derniers articles du projet ou de la proposition auront été votés, si un membre au moins le demande.

Avant le vote sur l'ensemble, sont soumis à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés et les articles du projet ou de la proposition primitifs rejetés au premier vote, ainsi que les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet, tous les autres amendements étant irrecevables.

Si, au second vote, des amendements sont adoptés, le Sénat peut décider que le vote définitif sur l'ensemble sera ajourné à une séance ultérieure. Au cours de celle-ci, tous amendements sont interdits.

ART. 59

Sans préjudice des articles 46 et 96 de la Constitution, tout sénateur a le droit de déposer des propositions de résolution. La procédure prévue pour les projets et propositions s'applique mutatis mutandis à ces propositions, à l'exception des articles 60 à 62.

CHAPITRE II

**Du traitement des projets de loi visés
aux articles 78 à 81 de la Constitution**

ART. 60

1. Un projet de loi transmis au Sénat par la Chambre des représentants conformément à l'article 78, alinéa premier, de la Constitution, n'est examiné que si quinze sénateurs au moins en font la demande dans le délai fixé à l'article 62-1, conformément à l'article 78, alinéa 2, de la Constitution.

Si cette demande est adressée par écrit au président et signée par quinze sénateurs au moins, elle est répu-

**Texte adopté
par le Bureau**

vote sur l'ensemble a lieu dans une autre séance que celle où les derniers articles du projet ou de la proposition auront été votés, si un membre au moins le demande.

Avant le vote sur l'ensemble, sont soumis à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés et les articles du projet ou de la proposition primitifs rejetés au premier vote, ainsi que les nouveaux amendements qui seraient motivés par cette adoption ou ce rejet, tous les autres amendements étant irrecevables.

Si, au second vote, des amendements sont adoptés, le Sénat peut décider que le vote définitif sur l'ensemble sera ajourné à une séance ultérieure. Au cours de celle-ci, tous amendements sont interdits.

ART. 58bis

Si un amendement est adopté en première lecture en séance plénière, le vote final du projet ou de la proposition de loi ainsi amendés ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de cinq jours.

ART. 59

Sans préjudice des articles 46 et 96 de la Constitution, tout sénateur a le droit de déposer des propositions de résolution. La procédure prévue pour les projets et propositions s'applique mutatis mutandis à ces propositions, à l'exception des articles 60 à 62.

CHAPITRE II

**Du traitement des projets de loi visés
aux articles 78 à 81 de la Constitution**

ART. 60

1. Un projet de loi transmis au Sénat par la Chambre des représentants conformément à l'article 78, alinéa premier, de la Constitution, n'est examiné que si quinze sénateurs au moins en font la demande dans le délai fixé à l'article 62-1, conformément à l'article 78, alinéa 2, de la Constitution.

Si cette demande est adressée par écrit au président et signée par quinze sénateurs au moins, elle est répu-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

geheel in een andere vergadering dan die tijdens welke de laatste artikelen van het betrokken ontwerp of voorstel zijn aangenomen, indien ten minste één lid hierom verzoekt.

Vóór deze stemming over het geheel worden de bij de eerste stemming aangenomen amendementen en verworpen artikelen van het oorspronkelijk ontwerp of voorstel, alsook de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen opnieuw besproken en aan een eindstemming onderworpen. Alle andere amendementen zijn onontvankelijk.

Worden bij de tweede stemming amendementen aangenomen, dan kan de Senaat de stemming over het geheel tot een latere vergadering uitstellen. Op die laatste vergadering kunnen geen amendementen meer worden voorgesteld.

geheel onverminderd artikel 58bis, in een andere vergadering dan die tijdens welke de laatste artikelen van het betrokken ontwerp of voorstel zijn aangenomen, indien ten minste één lid hierom verzoekt.

Vóór deze stemming over het geheel worden de bij de eerste stemming aangenomen amendementen en verworpen artikelen van het oorspronkelijk ontwerp of voorstel, alsook de nieuwe op die aanneming of verwerping gegronde amendementen opnieuw besproken en aan een eindstemming onderworpen. Alle andere amendementen zijn onontvankelijk.

Worden bij de tweede stemming amendementen aangenomen, dan kan de Senaat de stemming over het geheel tot een latere vergadering uitstellen. Op die laatste vergadering kunnen geen amendementen meer worden voorgesteld.

ART. 58bis

Indien een amendement wordt aangenomen in eerste lezing in de plenaire vergadering, mag de eindstemming over het aldus geamendeerde wetsontwerp of wetsvoorstel eerst plaatsvinden nadat vijf dagen verstreken zijn.

ART. 59

ART. 59

Onverminderd de artikelen 46 en 96 van de Grondwet, heeft iedere senator het recht voorstellen van resolutie in te dienen. Op deze voorstellen is de procedure voor de ontwerpen en voorstellen van wet van overeenkomstige toepassing, met uitzondering van de artikelen 60 tot 62.

Onverminderd de artikelen 46 en 96 van de Grondwet, heeft iedere senator het recht voorstellen van resolutie in te dienen. Op deze voorstellen is de procedure voor de ontwerpen en voorstellen van wet van overeenkomstige toepassing, met uitzondering van de artikelen 60 tot 62.

HOOFDSTUK II

HOOFDSTUK II

**Behandeling van de wetsontwerpen bedoeld
in de artikelen 78 tot 81 van de Grondwet**

**Behandeling van de wetsontwerpen bedoeld
in de artikelen 78 tot 81 van de Grondwet**

ART. 60

ART. 60

1. Een wetsontwerp dat door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat wordt overgezonden overeenkomstig artikel 78, eerste lid, van de Grondwet, wordt pas onderzocht wanneer ten minste vijftien senatoren hierom verzoeken binnen de termijn bepaald in artikel 62-1, overeenkomstig artikel 78, tweede lid, van de Grondwet.

Wanneer dit verzoek schriftelijk bij de voorzitter wordt gedaan en door ten minste vijftien senatoren

1. Een wetsontwerp dat door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat wordt overgezonden overeenkomstig artikel 78, eerste lid, van de Grondwet, wordt pas onderzocht wanneer ten minste vijftien senatoren hierom verzoeken binnen de termijn bepaald in artikel 62-1, overeenkomstig artikel 78, tweede lid, van de Grondwet.

Wanneer dit verzoek schriftelijk bij de voorzitter wordt gedaan en door ten minste vijftien senatoren

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

tée acceptée. Toutefois, la demande peut également être adressée verbalement, en séance, au président. Cette question ne fait pas l'objet d'un débat. La demande verbale est acceptée par l'assemblée si quinze sénateurs au moins l'approuvent.

Dès que la demande est acceptée, le Sénat est saisi du projet de loi. Le président du Sénat en informe les sénateurs ainsi que le président de la Chambre des représentants, conformément à l'article 9, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État.

2. Aussi longtemps qu'un vote final sur le projet de loi n'est pas intervenu en assemblée, le Sénat peut décider qu'il n'y a pas lieu d'amender le projet, conformément à l'article 78, alinéas 3 et 4, de la Constitution. Cette décision peut être prise à compter de la formulation de la demande visée au point 1 et jusqu'à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-2. Par cette décision, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi. Le président du Sénat informe de cette décision le président de la Chambre des représentants.

Si, à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-2, aucun vote final sur le projet de loi n'a eu lieu en séance plénière, ou si à ce moment le Sénat n'a pas pris la décision mentionnée à l'alinéa précédent, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi.

3. Par dérogation à l'article 56, la discussion des articles de ce projet de loi n'est ouverte que sur les articles auxquels des amendements ou des sous-amendements ont été déposés ainsi que sur les articles dont l'adjonction est proposée par voie d'amendement.

4. Par dérogation à l'article 45-3, il n'est voté que sur les amendements et les sous-amendements, ainsi que sur l'ensemble du projet.

Si le projet de loi est adopté en séance plénière et que le texte adopté diffère du texte transmis par la Chambre des représentants, le projet de loi est transmis à la Chambre, conformément à l'article 78, dernier alinéa, de la Constitution.

**Texte adopté
par le Bureau**

tée acceptée. Toutefois, la demande peut également être adressée verbalement, en séance, au président. Cette question ne fait pas l'objet d'un débat. La demande verbale est acceptée par l'assemblée si quinze sénateurs au moins l'approuvent.

Dès que la demande est acceptée, le Sénat est saisi du projet de loi. Le président du Sénat en informe les sénateurs ainsi que le président de la Chambre des représentants, conformément à l'article 9, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État.

2. Aussi longtemps qu'un vote final sur le projet de loi n'est pas intervenu en assemblée, le Sénat peut décider qu'il n'y a pas lieu d'amender le projet, conformément à l'article 78, alinéas 3 et 4, de la Constitution. Cette décision peut être prise à compter de la formulation de la demande visée au point 1 et jusqu'à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-2. Par cette décision, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi. Le président du Sénat informe de cette décision le président de la Chambre des représentants.

Si, à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-2, aucun vote final sur le projet de loi n'a eu lieu en séance plénière, ou si à ce moment le Sénat n'a pas pris la décision mentionnée à l'alinéa précédent, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi.

3. [abrogé]

4. Par dérogation à l'article 45-3, il n'est voté que sur les amendements et les sous-amendements, ainsi que sur l'ensemble du projet.

Si le projet de loi est adopté en séance plénière et que le texte adopté diffère du texte transmis par la Chambre des représentants, le projet de loi est transmis à la Chambre, conformément à l'article 78, dernier alinéa, de la Constitution.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ondertekend is, geldt het als aangenomen. Het verzoek kan evenwel ook ter vergadering mondeling tot de voorzitter worden gericht. Over deze kwestie wordt geen debat gehouden. Het mondelinge verzoek wordt aangenomen door de assemblée wanneer ten minste vijftien senatoren het goedkeuren.

Zodra het verzoek wordt aangenomen, is het wetsontwerp bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de senatoren, alsook de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers hiervan in kennis, overeenkomstig artikel 9, § 3, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

2. Zolang in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden, kan de Senaat beslissen dat er geen reden is om het wetsontwerp te amenderen, overeenkomstig artikel 78, derde en vierde lid, van de Grondwet. Deze beslissing kan worden genomen vanaf de formulering van het verzoek, bedoeld in punt 1, tot het verstrijken van de termijn van behandeling bedoeld in artikel 62-2. Door deze beslissing is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers in kennis van deze beslissing.

Indien er, bij het verstrijken van de termijn van behandeling, bedoeld in artikel 62-2, in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden of indien op dat ogenblik de Senaat de in het vorige lid genoemde beslissing niet heeft genomen, is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig.

3. In afwijking van artikel 56 wordt de artikelsgewijze bespreking van dit wetsontwerp slechts geopend over artikelen waarop amendementen of subamendementen worden ingediend, alsook over artikelen waarvan de toevoeging bij amendement wordt voorgesteld.

4. In afwijking van artikel 45-3 wordt enkel over de amendementen en de subamendementen gestemd, alsook over het ontwerp in zijn geheel.

Indien het wetsontwerp in de plenaire vergadering wordt aangenomen en indien de aangenomen tekst verschilt van de door de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden tekst, wordt het wetsontwerp overgezonden aan de Kamer, overeenkomstig artikel 78, laatste lid, van de Grondwet.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ondertekend is, geldt het als aangenomen. Het verzoek kan evenwel ook ter vergadering mondeling tot de voorzitter worden gericht. Over deze kwestie wordt geen debat gehouden. Het mondelinge verzoek wordt aangenomen door de assemblee wanneer ten minste vijftien senatoren het goedkeuren.

Zodra het verzoek wordt aangenomen, is het wetsontwerp bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de senatoren, alsook de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers hiervan in kennis, overeenkomstig artikel 9, § 3, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

2. Zolang in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden, kan de Senaat beslissen dat er geen reden is om het wetsontwerp te amenderen, overeenkomstig artikel 78, derde en vierde lid, van de Grondwet. Deze beslissing kan worden genomen vanaf de formulering van het verzoek, bedoeld in punt 1, tot het verstrijken van de onderzoekstermijn bedoeld in artikel 62-2. Door deze beslissing is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers in kennis van deze beslissing.

Indien er, bij het verstrijken van de onderzoekstermijn, bedoeld in artikel 62-2, in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden of indien op dat ogenblik de Senaat de in het vorige lid genoemde beslissing niet heeft genomen, is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig.

3. [opgeheven]

4. In afwijking van artikel 45-3 wordt enkel over de amendementen en de subamendementen gestemd, alsook over het ontwerp in zijn geheel.

Indien het wetsontwerp in de plenaire vergadering wordt aangenomen en indien de aangenomen tekst verschilt van de door de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden tekst, wordt het wetsontwerp overgezonden aan de Kamer, overeenkomstig artikel 78, laatste lid, van de Grondwet.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Dans les autres cas, le Sénat est censé avoir décidé de ne pas amender le projet de loi, conformément à l'article 78, alinéa 4, de la Constitution.

ART. 61

1. Le Sénat n'est saisi du projet de loi qui lui est renvoyé par la Chambre des représentants en application de l'article 79, alinéa premier, ou de l'article 81, alinéa 3, de la Constitution que pour ce qui concerne les dispositions qui ont été amendées ou ajoutées par la Chambre et qui sont nouvelles par rapport au projet de loi adopté initialement par celle-ci et, pour ce qui est des autres dispositions, en vue seulement d'en améliorer la rédaction ou de mettre les textes en concordance avec le contexte et sans y apporter de nouvelles modifications substantielles.

2. Aussi longtemps qu'aucun vote final sur le projet de loi n'est intervenu en séance plénière, le Sénat peut décider de se rallier au projet. Cette décision peut être prise à compter du renvoi de ce projet par la Chambre des représentants et jusqu'à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-3. Par cette décision, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi. Le président du Sénat informe de cette décision le président de la Chambre des représentants.

Si, à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-3, aucun vote final sur le projet de loi n'a eu lieu en séance plénière, ou si à ce moment le Sénat n'a pas pris la décision mentionnée à l'alinéa précédent, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi.

3. Par dérogation à l'article 56, la discussion des articles de ce projet de loi n'est ouverte que sur les articles auxquels des amendements ou des sous-amendements ont été déposés, ainsi que sur les articles dont l'adjonction est proposée par voie d'amendement.

4. Par dérogation à l'article 45-3, il n'est voté que sur les amendements et les sous-amendements, ainsi que sur l'ensemble du projet.

Si le projet de loi est adopté en séance plénière et que le texte adopté diffère du texte transmis par la Chambre des représentants, le projet de loi est trans-

**Texte adopté
par le Bureau**

Dans les autres cas, le Sénat est censé avoir décidé de ne pas amender le projet de loi, conformément à l'article 78, alinéa 4, de la Constitution.

ART. 61

1. Le Sénat n'est saisi du projet de loi qui lui est renvoyé par la Chambre des représentants en application de l'article 79, alinéa premier, ou de l'article 81, alinéa 3, de la Constitution que pour ce qui concerne les dispositions qui ont été amendées ou ajoutées par la Chambre et qui sont nouvelles par rapport au projet de loi adopté initialement par celle-ci et, pour ce qui est des autres dispositions, en vue seulement d'en améliorer la rédaction ou de mettre les textes en concordance avec le contexte et sans y apporter de nouvelles modifications substantielles.

2. Aussi longtemps qu'aucun vote final sur le projet de loi n'est intervenu en séance plénière, le Sénat peut décider de se rallier au projet. Cette décision peut être prise à compter du renvoi de ce projet par la Chambre des représentants et jusqu'à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-3. Par cette décision, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi. Le président du Sénat informe de cette décision le président de la Chambre des représentants.

Si, à l'expiration du délai d'examen visé à l'article 62-3, aucun vote final sur le projet de loi n'a eu lieu en séance plénière, ou si à ce moment le Sénat n'a pas pris la décision mentionnée à l'alinéa précédent, le Sénat n'est plus saisi du projet de loi.

3. [abrogé]

4. Par dérogation à l'article 45-3, il n'est voté que sur les amendements et les sous-amendements, ainsi que sur l'ensemble du projet.

Si le projet de loi est adopté en séance plénière et que le texte adopté diffère du texte transmis par la Chambre des représentants, le projet de loi est trans-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

In de andere gevallen wordt de Senaat geacht beslist te hebben het wetsontwerp niet te amenderen, overeenkomstig artikel 78, vierde lid, van de Grondwet.

ART. 61

1. Het wetsontwerp dat door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat wordt teruggezonden met toepassing van artikel 79, eerste lid, of van artikel 81, derde lid, van de Grondwet is bij de Senaat slechts aanhangig wat betreft de bepalingen die door de Kamer werden geamendeerd of toegevoegd en die nieuw zijn in vergelijking met het aanvankelijk door de Kamer aangenomen wetsontwerp en wat betreft andere bepalingen, alleen om de redactie te verbeteren of de tekst in overeenstemming te brengen met het geheel en zonder nieuwe inhoudelijke wijzigingen aan te brengen.

2. Zolang in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden, kan de Senaat beslissen dat hij instemt met het ontwerp. Deze beslissing kan worden genomen vanaf de terugzending van dit wetsontwerp door de Kamer van volksvertegenwoordigers tot het verstrijken van de termijn van behandeling, bedoeld in artikel 62-3. Door deze beslissing is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers in kennis van deze beslissing.

Indien er, bij het verstrijken van de termijn van behandeling, bedoeld in artikel 62-3, in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden of indien op dat ogenblik de Senaat de in het vorige lid genoemde beslissing niet heeft genomen, is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig.

3. In afwijking van artikel 56 wordt de artikelsgewijze bespreking van dit wetsontwerp slechts geopend over artikelen waarop amendementen of subamendementen worden ingediend, alsook over artikelen waarvan de toevoeging bij amendement wordt voorgesteld.

4. In afwijking van artikel 45-3 wordt enkel over de amendementen en de subamendementen gestemd, alsook over het ontwerp in zijn geheel.

Indien het wetsontwerp in de plenaire vergadering wordt aangenomen en indien de aangenomen tekst verschilt van de door de Kamer van volksvertegen-

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

In de andere gevallen wordt de Senaat geacht beslist te hebben het wetsontwerp niet te amenderen, overeenkomstig artikel 78, vierde lid, van de Grondwet.

ART. 61

1. Het wetsontwerp dat door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat wordt teruggezonden met toepassing van artikel 79, eerste lid, of van artikel 81, derde lid, van de Grondwet is bij de Senaat slechts aanhangig wat betreft de bepalingen die door de Kamer werden geamendeerd of toegevoegd en die nieuw zijn in vergelijking met het aanvankelijk door de Kamer aangenomen wetsontwerp en wat betreft andere bepalingen, alleen om de redactie te verbeteren of de tekst in overeenstemming te brengen met het geheel en zonder nieuwe inhoudelijke wijzigingen aan te brengen.

2. Zolang in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden, kan de Senaat beslissen dat hij instemt met het ontwerp. Deze beslissing kan worden genomen vanaf de terugzending van dit wetsontwerp door de Kamer van volksvertegenwoordigers tot het verstrijken van de onderzoekstermijn, bedoeld in artikel 62-3. Door deze beslissing is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig. De voorzitter van de Senaat stelt de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers in kennis van deze beslissing.

Indien er, bij het verstrijken van de onderzoekstermijn, bedoeld in artikel 62-3, in de plenaire vergadering geen eindstemming over het wetsontwerp heeft plaatsgevonden of indien op dat ogenblik de Senaat de in het vorige lid genoemde beslissing niet heeft genomen, is het wetsontwerp niet langer bij de Senaat aanhangig.

3. [opgeheven]

4. In afwijking van artikel 45-3 wordt enkel over de amendementen en de subamendementen gestemd, alsook over het ontwerp in zijn geheel.

Indien het wetsontwerp in de plenaire vergadering wordt aangenomen en indien de aangenomen tekst verschilt van de door de Kamer van volksvertegen-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

mis à la Chambre, conformément à l'article 79, dernier alinéa, de la Constitution.

Dans les autres cas, le Sénat est censé avoir décidé de se rallier au projet voté par la Chambre des représentants, conformément à l'article 79, alinéa 3, de la Constitution.

ART. 62

1. Le délai dans lequel le Sénat peut exercer le droit d'évocation visé à l'article 60-1, alinéa 1^{er}, est de quinze jours.

Si, lors du dépôt d'un projet de loi, le gouvernement demande l'urgence, conformément à l'article 80, alinéa premier, de la Constitution, la commission parlementaire de concertation peut décider d'écourter ce délai conformément à l'article 12, § 2, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3. À défaut d'accord au sein de la commission parlementaire de concertation, ce délai est ramené d'office à sept jours.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 1^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

2. Le délai d'examen visé à l'article 60-2 est de soixante jours.

La commission parlementaire de concertation peut toutefois décider d'allonger ce délai conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

Si, lors du dépôt d'un projet de loi, le gouvernement demande l'urgence conformément à l'article 80, alinéa premier, de la Constitution, la commission parlementaire de concertation peut décider d'écourter ce délai conformément à l'article 12, § 2, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3. À défaut d'accord au sein de la commission parlementaire de concertation, ce délai est ramené d'office à trente jours.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

3. Le délai d'examen visé à l'article 61-2 est de quinze jours.

La commission parlementaire de concertation peut toutefois décider d'allonger ce délai conformément à

**Texte adopté
par le Bureau**

mis à la Chambre, conformément à l'article 79, alinéa 3, de la Constitution.

Dans les autres cas, le Sénat est censé avoir décidé de se rallier au projet voté par la Chambre des représentants, conformément à l'article 79, alinéa 2, de la Constitution.

ART. 62

1. Le délai dans lequel le Sénat peut exercer le droit d'évocation visé à l'article 60-1, alinéa 1^{er}, est de quinze jours.

Si, lors du dépôt d'un projet de loi, le gouvernement demande l'urgence, conformément à l'article 80, alinéa premier, de la Constitution, la commission parlementaire de concertation peut décider d'écourter ce délai conformément à l'article 12, § 2, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3. À défaut d'accord au sein de la commission parlementaire de concertation, ce délai est ramené d'office à sept jours.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 1^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

2. Le délai d'examen visé à l'article 60-2 est de soixante jours.

La commission parlementaire de concertation peut toutefois décider d'allonger ce délai conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

Si, lors du dépôt d'un projet de loi, le gouvernement demande l'urgence conformément à l'article 80, alinéa premier, de la Constitution, la commission parlementaire de concertation peut décider d'écourter ce délai conformément à l'article 12, § 2, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3. À défaut d'accord au sein de la commission parlementaire de concertation, ce délai est ramené d'office à trente jours.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

3. Le délai d'examen visé à l'article 61-2 est de quinze jours.

La commission parlementaire de concertation peut toutefois décider d'allonger ce délai conformément à

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

woordigers overgezonden tekst, wordt het wetsontwerp overgezonden aan de Kamer, overeenkomstig artikel 79, laatste lid, van de Grondwet.

In de andere gevallen wordt de Senaat geacht beslist te hebben in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurde ontwerp, overeenkomstig artikel 79, derde lid, van de Grondwet.

ART. 62

1. De termijn waarbinnen de Senaat zijn evocatierecht kan uitoefenen, bedoeld in artikel 60-1, eerste lid, bedraagt vijftien dagen.

Wanneer de regering de spoedbehandeling vraagt bij het indienen van een wetsontwerp, overeenkomstig artikel 80, eerste lid, van de Grondwet, kan de parlementaire overlegcommissie beslissen deze termijn te verkorten overeenkomstig artikel 12, § 2, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid. Bij gebreke van overeenstemming binnen de parlementaire overlegcommissie wordt deze termijn van rechtswege verminderd tot zeven dagen.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 1^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

2. De termijn van behandeling bedoeld in artikel 60-2 bedraagt zestig dagen.

De parlementaire overlegcommissie kan evenwel beslissen deze termijn te verlengen overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

Wanneer de regering de spoedbehandeling vraagt bij het indienen van een wetsontwerp, overeenkomstig artikel 80, eerste lid, van de Grondwet, kan de parlementaire overlegcommissie beslissen deze termijn te verkorten overeenkomstig artikel 12, § 2, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid. Bij gebreke van overeenstemming binnen de parlementaire overlegcommissie wordt deze termijn van rechtswege verminderd tot dertig dagen.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 2^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

3. De termijn van behandeling bedoeld in artikel 61-2 bedraagt vijftien dagen.

De parlementaire overlegcommissie kan evenwel beslissen deze termijn te verlengen overeenkomstig

woordigers overgezonden tekst, wordt het wetsontwerp overgezonden aan de Kamer, overeenkomstig artikel 79, derde lid, van de Grondwet.

In de andere gevallen wordt de Senaat geacht beslist te hebben in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurde ontwerp, overeenkomstig artikel 79, tweede lid, van de Grondwet.

ART. 62

1. De termijn waarbinnen de Senaat zijn evocatierecht kan uitoefenen, bedoeld in artikel 60-1, eerste lid, bedraagt vijftien dagen.

Wanneer de regering de spoedbehandeling vraagt bij het indienen van een wetsontwerp, overeenkomstig artikel 80, eerste lid, van de Grondwet, kan de parlementaire overlegcommissie beslissen deze termijn te verkorten overeenkomstig artikel 12, § 2, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid. Bij gebreke van overeenstemming binnen de parlementaire overlegcommissie wordt deze termijn van rechtswege verminderd tot zeven dagen.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 1^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

2. De onderzoekstermijn bedoeld in artikel 60-2 bedraagt zestig dagen.

De parlementaire overlegcommissie kan evenwel beslissen deze termijn te verlengen overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

Wanneer de regering de spoedbehandeling vraagt bij het indienen van een wetsontwerp, overeenkomstig artikel 80, eerste lid, van de Grondwet, kan de parlementaire overlegcommissie beslissen deze termijn te verkorten overeenkomstig artikel 12, § 2, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid. Bij gebreke van overeenstemming binnen de parlementaire overlegcommissie wordt deze termijn van rechtswege verminderd tot dertig dagen.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 2^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

3. De onderzoekstermijn bedoeld in artikel 61-2 bedraagt vijftien dagen.

De parlementaire overlegcommissie kan evenwel beslissen deze termijn te verlengen overeenkomstig

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

l'article 12, § 1^{er}, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

CHAPITRE III

Des incidents

ART. 63

1. Le président peut demander l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur le texte de tous projets ou propositions de loi, ou d'amendements à ces projets et propositions, dont le Sénat est saisi.

2. Le président demande l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur le texte des propositions de loi et des amendements à des projets ou propositions de loi dont le Sénat est saisi, entre autres sur la compétence respective de l'État, des communautés et des régions, lorsqu'un tiers au moins des membres du Sénat ou la majorité des membres d'un groupe linguistique en font la demande.

Ces demandes peuvent être introduites par écrit auprès du président; elles doivent porter la signature d'au moins le nombre de membres requis.

Si cependant une telle demande est formulée oralement au cours du débat, la discussion est interrompue et la demande est soumise à la décision de l'assemblée.

Avant le vote, un orateur par groupe politique aura la parole pour une durée ne dépassant pas cinq minutes.

3. Le président demande l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur les projets ou propositions de loi et sur les amendements, adoptés lors d'un premier vote, à des projets ou propositions dont le Sénat est saisi, lorsque douze membres au moins de la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution en font la demande conformément aux dispositions de l'article 2, § 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et de l'article 16 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

**Texte adopté
par le Bureau**

l'article 12, § 1^{er}, de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

Les délais visés aux alinéas qui précèdent se calculent conformément à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, et § 2, et à l'article 10 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

CHAPITRE III

Des incidents

ART. 63

1. Le président peut demander l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur le texte de tous projets ou propositions de loi, ou d'amendements à ces projets et propositions, dont le Sénat est saisi.

2. Le président demande l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur le texte des propositions de loi et des amendements à des projets ou propositions de loi dont le Sénat est saisi, entre autres sur la compétence respective de l'État, des communautés et des régions, lorsqu'un tiers au moins des membres du Sénat ou la majorité des membres d'un groupe linguistique en font la demande.

Ces demandes peuvent être introduites par écrit auprès du président; elles doivent porter la signature d'au moins le nombre de membres requis.

Si cependant une telle demande est formulée oralement au cours du débat en séance plénière, la discussion est suspendue, et le président vérifie si la demande est appuyée par le nombre de membres requis.

Avant le comptage, un orateur par groupe aura la parole pour une durée ne dépassant pas cinq minutes.

3. Le président demande l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'État sur les projets ou propositions de loi et sur les amendements, adoptés lors d'un premier vote, à des projets ou propositions dont le Sénat est saisi, lorsque douze membres au moins de la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution en font la demande conformément aux dispositions de l'article 2, § 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et de l'article 16 de la loi visée à l'article 60-1, alinéa 3.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

artikel 12, § 1, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 3^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

artikel 12, § 1, van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden berekend overeenkomstig artikel 9, § 1, 3^o, en § 2, en artikel 10 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

HOOFDSTUK III

HOOFDSTUK III

Incidenten

Incidenten

ART. 63

ART. 63

1. De voorzitter kan het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State vragen over de tekst van alle ontwerpen of voorstellen van wet of van amendementen op deze ontwerpen en voorstellen die bij de Senaat aanhangig zijn.

1. De voorzitter kan het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State vragen over de tekst van alle ontwerpen of voorstellen van wet of van amendementen op deze ontwerpen en voorstellen die bij de Senaat aanhangig zijn.

2. De voorzitter vraagt het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over de tekst van de voorstellen van wet en van de amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet die bij de Senaat aanhangig zijn, onder meer over de respectieve bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer ten minste een derde van de leden van de Senaat of de meerderheid van de leden van een taalgroep hierom verzoekt.

2. De voorzitter vraagt het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over de tekst van de voorstellen van wet en van de amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet die bij de Senaat aanhangig zijn, onder meer over de respectieve bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer ten minste een derde van de leden van de Senaat of de meerderheid van de leden van een taalgroep hierom verzoekt.

Deze verzoeken mogen schriftelijk bij de voorzitter worden ingediend; zij moeten door ten minste het voorgeschreven aantal leden ondertekend zijn.

Deze verzoeken mogen schriftelijk bij de voorzitter worden ingediend; zij moeten door ten minste het voorgeschreven aantal leden ondertekend zijn.

Wordt echter in de loop van de bespreking een dergelijk verzoek mondeling tot de voorzitter gericht, dan wordt de bespreking geschorst en doet de vergadering uitspraak.

Wordt echter in de loop van de bespreking in de plenaire vergadering een dergelijk verzoek mondeling geformuleerd, dan wordt de bespreking geschorst en gaat de voorzitter na of het verzoek gesteund wordt door het vereiste aantal leden.

Vóór de stemming mag één lid per fractie gedurende ten hoogste vijf minuten hierover het woord voeren.

Vóór de telling mag één spreker per fractie gedurende ten hoogste vijf minuten het woord voeren.

3. De voorzitter vraagt het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over de ontwerpen of voorstellen van wet en over de bij een eerste stemming aangenomen amendementen op ontwerpen of voorstellen die bij de Senaat aanhangig zijn, wanneer ten minste twaalf leden van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet hierom verzoeken overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en van artikel 16 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

3. De voorzitter vraagt het beredeneerd advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over de ontwerpen of voorstellen van wet en over de bij een eerste stemming aangenomen amendementen op ontwerpen of voorstellen die bij de Senaat aanhangig zijn, wanneer ten minste twaalf leden van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet hierom verzoeken overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en van artikel 16 van de wet bedoeld in artikel 60-1, derde lid.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Cette demande d'avis est portée à la connaissance des membres du Sénat.

4. Lorsque la demande d'avis visée au point 2 se rapporte à des dispositions qui ont fait l'objet d'un examen en commission, elle doit être introduite avant la clôture de la discussion générale ou le premier jour de cette discussion lorsque plus d'une séance y est consacrée.

Dans les autres cas, elle peut être introduite jusqu'avant le vote final.

5. La demande d'avis ne suspend pas la discussion en commission ou en assemblée des projets ou propositions qui en font l'objet.

Toutefois, l'examen des articles en cause et le vote sur l'ensemble sont suspendus tant que l'avis n'est pas communiqué.

ART. 64

Lorsqu'une motion a été déposée conformément à l'article 54 de la Constitution, la discussion du projet ou de la proposition de loi est suspendue.

L'avis motivé du Conseil des ministres est renvoyé à la commission compétente, qui fait un rapport complémentaire sur le projet ou la proposition de loi.

ART. 65

1. Si deux tiers au moins des sénateurs en font la demande, le président du Sénat introduit auprès de la Cour d'arbitrage un recours en annulation, totale ou partielle, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

Le bureau arrête les modalités relatives à l'introduction d'un tel recours.

2. L'existence de la majorité des deux tiers des sénateurs est constatée :

1° soit par le vote nominatif d'une résolution en séance plénière du Sénat;

2° soit par le dépôt entre les mains du président d'une liste signée. Dans ce dernier cas, le dépôt est communiqué en séance plénière et les noms des signataires sont portés dans le procès-verbal de la séance et dans les comptes rendus des débats.

**Texte adopté
par le Bureau**

Cette demande d'avis est portée à la connaissance des membres du Sénat.

4. Lorsque la demande d'avis visée au point 2 se rapporte à des dispositions qui ont fait l'objet d'un examen en commission, elle doit être introduite avant la clôture de la discussion générale ou le premier jour de cette discussion lorsque plus d'une séance y est consacrée.

Dans les autres cas, elle peut être introduite jusqu'avant le vote final.

5. La demande d'avis ne suspend pas la discussion en commission ou en assemblée des projets ou propositions qui en font l'objet.

Toutefois, l'examen des articles en cause et le vote sur l'ensemble sont suspendus tant que l'avis n'est pas communiqué.

ART. 64

Lorsqu'une motion a été déposée conformément à l'article 54 de la Constitution, la discussion du projet ou de la proposition de loi est suspendue.

L'avis motivé du Conseil des ministres est renvoyé à la commission compétente, qui fait un rapport complémentaire sur le projet ou la proposition de loi.

ART. 65

1. Si deux tiers au moins des sénateurs en font la demande, le président du Sénat introduit auprès de la Cour d'arbitrage un recours en annulation, totale ou partielle, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

Le bureau arrête les modalités relatives à l'introduction d'un tel recours.

2. L'existence de la majorité des deux tiers des sénateurs est constatée :

1° soit par le vote nominatif d'une résolution en séance plénière du Sénat;

2° soit par le dépôt entre les mains du président d'une liste signée. Dans ce dernier cas, le dépôt est communiqué en séance plénière et les noms des signataires sont portés dans le procès-verbal de la séance et dans les comptes rendus des débats.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

Dit verzoek om advies wordt ter kennis gebracht van de leden van de Senaat.

4. Wanneer het verzoek om advies bedoeld in punt 2 betrekking heeft op bepalingen die door een commissie werden onderzocht, moet het ingediend worden vóór het sluiten van de algemene bespreking ofwel tijdens de eerste dag van die bespreking wanneer er meer dan één vergadering aan gewijd is.

In de overige gevallen mag het tot vóór de eindstemming worden ingediend.

5. De bespreking van ontwerpen of voorstellen in de commissie of in de plenaire vergadering wordt door het verzoek om advies niet geschorst.

De behandeling van de betrokken artikelen en de stemming over het geheel worden echter geschorst zolang het advies niet is meegedeeld.

ART. 64

Wanneer een motie is ingediend overeenkomstig artikel 54 van de Grondwet, wordt de bespreking van het ontwerp of voorstel van wet geschorst.

Het gemotiveerd advies van de Ministerraad wordt naar de bevoegde commissie verwezen, die een aanvullend verslag uitbrengt bij het ontwerp of voorstel van wet.

ART. 65

1. Indien ten minste twee derden van de senatoren hierom verzoeken, dient de voorzitter van de Senaat bij het Arbitragehof een beroep in tot volledige of gedeeltelijke vernietiging van een wet, decreet of ordonnantie.

Het bureau stelt nadere regels met betrekking tot het instellen van zodanig beroep.

2. De meerderheid van twee derden van de senatoren wordt vastgesteld:

1° hetzij door naamstemming over een resolutie in de plenaire vergadering van de Senaat;

2° hetzij door de voorzitter een ondertekende lijst ter hand te stellen. In dat laatste geval wordt daarvan mededeling gedaan in de plenaire vergadering en worden de namen van de ondertekenaars opgenomen in de notulen van de vergadering en in de verslagen van de debatten.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

Dit verzoek om advies wordt ter kennis gebracht van de leden van de Senaat.

4. Wanneer het verzoek om advies bedoeld in punt 2 betrekking heeft op bepalingen die door een commissie werden onderzocht, moet het ingediend worden vóór het sluiten van de algemene bespreking ofwel tijdens de eerste dag van die bespreking wanneer er meer dan één vergadering aan gewijd is.

In de overige gevallen mag het tot vóór de eindstemming worden ingediend.

5. De bespreking van ontwerpen of voorstellen in de commissie of in de plenaire vergadering wordt door het verzoek om advies niet geschorst.

De behandeling van de betrokken artikelen en de stemming over het geheel worden echter geschorst zolang het advies niet is meegedeeld.

ART. 64

Wanneer een motie is ingediend overeenkomstig artikel 54 van de Grondwet, wordt de bespreking van het ontwerp of voorstel van wet geschorst.

Het gemotiveerd advies van de Ministerraad wordt naar de bevoegde commissie verwezen, die een aanvullend verslag uitbrengt bij het ontwerp of voorstel van wet.

ART. 65

1. Indien ten minste twee derden van de senatoren hierom verzoeken, dient de voorzitter van de Senaat bij het Arbitragehof een beroep in tot volledige of gedeeltelijke vernietiging van een wet, decreet of ordonnantie.

Het bureau stelt nadere regels met betrekking tot het instellen van zodanig beroep.

2. De meerderheid van twee derden van de senatoren wordt vastgesteld:

1° hetzij door naamstemming over een resolutie in de plenaire vergadering van de Senaat;

2° hetzij door de voorzitter een ondertekende lijst ter hand te stellen. In dat laatste geval wordt daarvan mededeling gedaan in de plenaire vergadering en worden de namen van de ondertekenaars opgenomen in de notulen van de vergadering en in de verslagen van de debatten.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

3. Les dispositions du présent article sont applicables à l'introduction d'une requête en suspension de la norme attaquée.

4. Le texte des mémoires et des mémoires en réponse, qui ont été déposés à la Cour d'arbitrage par le président, est immédiatement communiqué au bureau.

5. Les décisions de la Cour d'arbitrage pour lesquelles le Sénat est intervenu, sont communiquées aux membres de l'assemblée.

TITRE III

**DE LA FONCTION DE CONTRÔLE
ET D'INFORMATION**

CHAPITRE I^{er}

**Des questions écrites et orales
et des demandes d'explications**

ART. 66

1. Lorsqu'un membre désire poser une question écrite au Gouvernement, il en remet le texte signé au président.

Les questions doivent être formulées de manière concise et sans commentaire.

2. Le président juge de la recevabilité.

Sont irrecevables les questions :

a) qui ont pour objet un cas personnel ou un intérêt purement particulier;

b) qui portent préjudice à l'intérêt général, par exemple en divulguant des informations confidentielles;

c) qui tendent à obtenir de la documentation ou des renseignements purement statistiques;

d) qui visent uniquement à obtenir un avis juridique individuel ou qui concernent une action judiciaire en cours;

e) qui traitent du même sujet qu'une question orale ou une demande d'explications introduites précédemment;

**Texte adopté
par le Bureau**

3. Les dispositions du présent article sont applicables à l'introduction d'une requête en suspension de la norme attaquée.

4. Le texte des mémoires et des mémoires en réponse, qui ont été déposés à la Cour d'arbitrage par le président, est immédiatement communiqué au bureau.

5. Les décisions de la Cour d'arbitrage pour lesquelles le Sénat est intervenu, sont communiquées aux membres de l'assemblée.

TITRE III

**DE LA FONCTION DE CONTRÔLE
ET D'INFORMATION**

CHAPITRE I^{er}

**Des questions écrites et orales, des demandes
d'explications et des motions**

ART. 66

1. Les questions doivent être formulées de manière concise et sans commentaire.

2. Sont notamment irrecevables, les questions :

a) qui ont pour objet un cas personnel ou un intérêt purement particulier;

b) qui portent préjudice à l'intérêt général, par exemple en divulguant des informations confidentielles;

c) qui tendent à obtenir de la documentation ou des renseignements purement statistiques;

d) qui visent à obtenir un avis juridique individuel ou qui concernent une action judiciaire en cours;

e) qui sont posées à seule fin de répliquer à une réponse reçue ou de polémiquer.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

3. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op het indienen van een vordering tot schorsing van de bestreden norm.

3. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op het indienen van een vordering tot schorsing van de bestreden norm.

4. De teksten van de memories en van de memories van antwoord, door de voorzitter bij het Arbitragehof ingediend, worden onmiddellijk ter kennis gebracht van het bureau.

4. De teksten van de memories en van de memories van antwoord, door de voorzitter bij het Arbitragehof ingediend, worden onmiddellijk ter kennis gebracht van het bureau.

5. De beslissingen van het Arbitragehof op de door de Senaat ingestelde beroepen, worden ter kennis gebracht van de leden van de assemblée.

5. De beslissingen van het Arbitragehof op de door de Senaat ingestelde beroepen, worden ter kennis gebracht van de leden van de assemblee.

TITEL III

TITEL III

**CONTROLE-
EN INFORMATIEFUNCTIE**

**CONTROLE-
EN INFORMATIEFUNCTIE**

HOOFDSTUK I

HOOFDSTUK I

**Schriftelijke en mondelinge vragen,
en vragen om uitleg**

**Schriftelijke en mondelinge vragen,
vragen om uitleg en moties**

ART. 66

ART. 66

1. Wanneer een lid aan de regering een schriftelijke vraag wenst te stellen, overhandigt hij de onderkende tekst ervan aan de voorzitter.

De vragen moeten bondig en zonder commentaar worden geformuleerd.

1. De vragen moeten bondig en zonder commentaar worden geformuleerd.

2. De voorzitter oordeelt over de ontvankelijkheid.

2. Niet ontvankelijk zijn in het bijzonder vragen:

Niet ontvankelijk zijn vragen:

a) die betrekking hebben op een persoonlijk geval of een zuiver particulier belang;

a) die betrekking hebben op een persoonlijk geval of een zuiver particulier belang;

b) die het algemeen belang schaden, bijvoorbeeld door de verspreiding van vertrouwelijke inlichtingen;

b) die het algemeen belang schaden, bijvoorbeeld door de verspreiding van vertrouwelijke inlichtingen;

c) die gericht zijn op het verkrijgen van documentatie of louter statistische inlichtingen;

c) die gericht zijn op het verkrijgen van documentatie of louter statistische inlichtingen;

d) die enkel beogen een individueel juridisch advies in te winnen of betrekking hebben op een aanhangige rechtsvordering;

d) die beogen een individueel juridisch advies in te winnen of betrekking hebben op een aanhangige rechtsvordering;

e) die hetzelfde onderwerp behandelen als een eerder ingediende mondelinge vraag of vraag om uitleg;

e) die enkel gesteld worden om van repliek te dienen op een reeds ontvangen antwoord of om een polemieek te voeren.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

f) qui sont posées à seule fin de répliquer à une réponse reçue ou de polémiquer.

L'auteur de la question est averti de la décision du président.

3. Le président transmet les questions au ministre intéressé en l'invitant à lui faire parvenir la réponse dans les vingt jours.

4. Le président communique la réponse à l'auteur de la question et la fait insérer avec la question dans le prochain bulletin des *Questions et Réponses* du Sénat.

Les questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai fixé sont également publiées dans ce bulletin, sauf à être reproduites lors de la publication de la réponse.

Une liste des questions restées sans réponse est insérée régulièrement au bulletin.

ART. 67

1. Le sénateur qui pose une question et qui désire que le gouvernement y réponde oralement en assemblée, en formule la demande au président, en communiquant le texte de la question. Ce texte ne peut dépasser vingt lignes.

2. Pour être traitée oralement, une question doit revêtir un intérêt général et avoir trait à un objet important et urgent. Elle doit en outre répondre aux conditions de recevabilité prévues à l'article 66-2.

Si le président estime qu'il peut être répondu oralement, la question est transmise au ministre compétent.

**Texte adopté
par le Bureau**

ART. 66bis

1. Lorsqu'un membre désire poser une question écrite au gouvernement, il en remet le texte signé au président.

2. Si le président estime la question recevable, il la transmet au ministre intéressé en l'invitant à lui faire parvenir la réponse dans les vingt jours ouvrables. En cas de refus, l'auteur de la question est averti de la décision du président.

3. Le président communique la réponse à l'auteur de la question et la fait insérer avec la question dans le prochain bulletin des *Questions et Réponses* du Sénat.

Les questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai fixé sont également publiées dans ce bulletin, sauf à être reproduites lors de la publication de la réponse.

Une liste des questions restées sans réponse est insérée régulièrement au bulletin.

ART. 67

1. Le membre qui pose une question et qui désire que le gouvernement y réponde oralement en séance plénière, en formule la demande au président, en communiquant le texte de la question. Ce texte ne peut dépasser vingt lignes.

2. Pour être traitée oralement, une question doit revêtir un intérêt général et avoir trait à un objet important et urgent.

Si le président estime la question recevable, il la transmet au ministre compétent.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

f) die enkel gesteld worden om van repliek te dienen op een reeds ontvangen antwoord of om een polemiek te voeren.

De vraagsteller wordt van de beslissing van de voorzitter op de hoogte gebracht.

ART. 66bis

1. Wanneer een lid aan de regering een schriftelijke vraag wenst te stellen, overhandigt hij de ondertekende tekst ervan aan de voorzitter.

2. Indien de voorzitter oordeelt dat de vraag ontvankelijk is, zendt hij ze door aan de betrokken minister met het verzoek hem het antwoord binnen twintig werkdagen te doen toekomen. Ingeval van weigering wordt de vraagsteller van de beslissing van de voorzitter op de hoogte gebracht.

3. De voorzitter zendt de vragen door aan de betrokken minister, met het verzoek hem het antwoord binnen twintig dagen te doen toekomen.

4. De voorzitter deelt het antwoord mede aan de vraagsteller en doet het samen met de vraag opnemen in het eerstvolgende bulletin van *Vragen en Antwoorden* van de Senaat.

Ook de vragen die niet binnen de gestelde termijn werden beantwoord, worden in dat bulletin gepubliceerd, met dien verstande dat ze bij de bekendmaking van het antwoord opnieuw worden opgenomen.

Een lijst van de onbeantwoord gebleven vragen wordt geregeld in het bulletin opgenomen.

3. De voorzitter deelt het antwoord mede aan de vraagsteller en doet het samen met de vraag opnemen in het eerstvolgende bulletin van *Vragen en Antwoorden* van de Senaat.

Ook de vragen die niet binnen de gestelde termijn werden beantwoord, worden in dat bulletin gepubliceerd, met dien verstande dat ze bij de bekendmaking van het antwoord opnieuw worden opgenomen.

Een lijst van de onbeantwoord gebleven vragen wordt geregeld in het bulletin opgenomen.

ART. 67

ART. 67

1. Een senator die een vraag stelt waarop hij een mondeling antwoord van de regering wenst te krijgen in de plenaire vergadering, richt een verzoek daartoe aan de voorzitter, onder mededeling van de tekst van zijn vraag. Die tekst mag niet meer dan twintig regels beslaan.

2. Om mondeling te worden behandeld moet een vraag van algemeen belang zijn en betrekking hebben op een belangrijk en dringend onderwerp. Tevens moet zij aan de in artikel 66-2 bepaalde voorwaarden van ontvankelijkheid voldoen.

Oordeelt de voorzitter dat mondeling kan worden geantwoord, dan wordt de vraag aan de bevoegde minister doorgezonden.

1. Een lid dat een vraag stelt waarop het een mondeling antwoord van de regering wenst te krijgen in de plenaire vergadering, richt een verzoek daartoe aan de voorzitter, onder mededeling van de tekst van zijn vraag. Die tekst mag niet meer dan twintig regels beslaan.

2. Om mondeling te worden behandeld moet een vraag van algemeen belang zijn en betrekking hebben op een belangrijk en dringend onderwerp.

Indien de voorzitter oordeelt dat de vraag ontvankelijk is, zendt hij ze door aan de bevoegde minister.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

En cas de doute sur la recevabilité, le président consulte le bureau, qui peut, selon le cas, décider qu'il sera répondu par écrit à la question, conformément à l'article 66, ou proposer au Sénat de classer la question.

3. Le bureau fixe le moment où il sera répondu aux questions orales.

4. Après avoir donné la parole à l'auteur pour donner lecture de sa question, le président donne la parole au ministre interrogé pour faire connaître sa réponse.

Le ministre dispose de cinq minutes au maximum.

5. Le sénateur qui a posé la question dispose, à l'exclusion de tout autre membre, de cinq minutes pour donner une réplique à la réponse du ministre.

Le ministre peut donner une dernière réponse qui ne peut excéder trois minutes.

ART. 68

1. Le membre qui se propose d'adresser une demande d'explications au gouvernement fait connaître par écrit au président l'objet de sa demande, accompagnée d'une note indiquant d'une manière précise la question ou les faits sur lesquels des explications sont demandées, ainsi que les principales considérations que le membre se propose de développer. Le président donne connaissance au Sénat de la déclaration écrite.

2. Si le président estime la demande d'explications recevable, il la transmet au ministre intéressé en lui demandant d'y répondre à un moment à fixer en accord avec le bureau.

En cas de doute sur la recevabilité, le président consulte le bureau qui peut, selon le cas, décider que la demande d'explications sera transformée en question écrite ou orale, conformément à l'article 66 ou 67, ou proposer au Sénat de classer la demande.

3. Le bureau décide si une demande d'explications sera traitée en séance plénière ou en commission.

**Texte adopté
par le Bureau**

En cas de doute sur la recevabilité, le président consulte le bureau, qui peut, selon le cas, décider qu'il sera répondu par écrit à la question, conformément à l'article 66bis, ou proposer au Sénat de classer la question.

3. Le bureau fixe le moment où il sera répondu aux questions orales.

4. Après avoir donné la parole à l'auteur pour donner lecture de sa question, le président donne la parole au ministre interrogé pour faire connaître sa réponse.

Le ministre dispose de cinq minutes au maximum.

5. Le sénateur qui a posé la question dispose, à l'exclusion de tout autre membre, de cinq minutes pour donner une réplique à la réponse du ministre.

Le ministre peut donner une dernière réponse qui ne peut excéder trois minutes.

ART. 68

1. Le membre qui se propose d'adresser une demande d'explications au gouvernement fait connaître par écrit au président l'objet de sa demande, accompagnée d'une note indiquant d'une manière précise la question ou les faits sur lesquels des explications sont demandées, ainsi que les principales considérations que le membre se propose de développer.

2. Si le président estime la demande d'explications recevable, il la transmet au ministre intéressé. Le greffe du Sénat adresse aux sénateurs une copie de la note explicative de chaque demande.

En cas de doute sur la recevabilité, le président consulte le bureau qui peut, selon le cas, décider que la demande d'explications sera transformée en question écrite ou orale, conformément à l'article 66bis ou 67, ou proposer au Sénat de classer la demande.

3. Le bureau ou, en cas d'urgence, le président, décide si une demande d'explications sera traitée en séance plénière ou en commission et fixe le moment auquel il y sera répondu, en accord avec le ministre concerné.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

Is er twijfel over de ontvankelijkheid, dan raadpleegt de voorzitter het bureau, dat naargelang van de omstandigheden kan besluiten dat er schriftelijk op de vraag zal worden geantwoord overeenkomstig het bepaalde in artikel 66 dan wel aan de Senaat kan voorstellen aan de vraag geen gevolg te geven.

3. Het tijdstip waarop de mondelinge vragen aan de orde komen, wordt door het bureau bepaald.

4. Nadat de vraagsteller het woord heeft gekregen om zijn vraag voor te lezen, geeft de voorzitter de ondervraagde minister het woord om kennis te geven van zijn antwoord.

De minister beschikt over ten hoogste vijf minuten.

5. De senator die de vraag gesteld heeft, beschikt met uitsluiting van elk ander lid over vijf minuten om op het antwoord van de minister te repliceren.

De minister kan een laatste antwoord geven, dat niet meer dan drie minuten in beslag mag nemen.

ART. 68

1. Een lid dat voornemens is een vraag om uitleg tot de regering te richten, geeft de voorzitter schriftelijk kennis van het onderwerp van zijn vraag onder toevoeging van een nota die nauwkeurig het punt of de feiten vermeldt waarover opheldering wordt gevraagd, alsook de voornaamste beschouwingen die het lid daarbij naar voren wil brengen. De voorzitter geeft de Senaat kennis van de schriftelijke verklaring.

2. Indien de voorzitter oordeelt dat de vraag om uitleg ontvankelijk is, stuurt hij ze door naar de betrokken minister met het verzoek ze te beantwoorden op een tijdstip dat in overleg met het bureau zal worden bepaald.

Is er twijfel over de ontvankelijkheid, dan raadpleegt de voorzitter het bureau, dat naargelang van de omstandigheden kan besluiten dat de vraag om uitleg zal worden omgezet in een schriftelijke of mondelinge vraag overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 66 of 67 dan wel aan de Senaat kan voorstellen aan het verzoek geen gevolg te geven.

3. Het bureau beslist of een vraag om uitleg in de plenaire vergadering dan wel in de commissie zal worden behandeld.

Is er twijfel over de ontvankelijkheid, dan raadpleegt de voorzitter het bureau, dat naargelang van de omstandigheden kan besluiten dat er schriftelijk op de vraag zal worden geantwoord overeenkomstig het bepaalde in artikel 66bis dan wel aan de Senaat kan voorstellen aan de vraag geen gevolg te geven.

3. Het tijdstip waarop de mondelinge vragen aan de orde komen, wordt door het bureau bepaald.

4. Nadat de vraagsteller het woord heeft gekregen om zijn vraag voor te lezen, geeft de voorzitter de ondervraagde minister het woord om kennis te geven van zijn antwoord.

De minister beschikt over ten hoogste vijf minuten.

5. De senator die de vraag gesteld heeft, beschikt met uitsluiting van elk ander lid over vijf minuten om op het antwoord van de minister te repliceren.

De minister kan een laatste antwoord geven, dat niet meer dan drie minuten in beslag mag nemen.

ART. 68

1. Een lid dat voornemens is een vraag om uitleg tot de regering te richten, geeft de voorzitter schriftelijk kennis van het onderwerp van zijn vraag onder toevoeging van een nota die nauwkeurig het punt of de feiten vermeldt waarover opheldering wordt gevraagd, alsook de voornaamste beschouwingen die het lid daarbij naar voren wil brengen.

2. Indien de voorzitter oordeelt dat de vraag om uitleg ontvankelijk is, stuurt hij ze door naar de betrokken minister. De griffie van de Senaat zendt de senatoren een afschrift van de toelichtende nota van elke vraag.

Is er twijfel over de ontvankelijkheid, dan raadpleegt de voorzitter het bureau, dat naargelang van de omstandigheden kan besluiten dat de vraag om uitleg zal worden omgezet in een schriftelijke of mondelinge vraag overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 66bis of 67 dan wel aan de Senaat kan voorstellen aan het verzoek geen gevolg te geven.

3. Het bureau of, in spoedeisende gevallen, de voorzitter, beslist of een vraag om uitleg in de plenaire vergadering dan wel in de commissie zal worden behandeld en bepaalt het tijdstip waarop ze aan de orde komt, in overleg met de betrokken minister.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Une fois arrêtée la liste des demandes d'explications mises à l'ordre du jour, le greffe du Sénat adresse à chaque groupe politique une copie de la note explicative de chaque demande.

4. Sans préjudice des articles 46 et 96 de la Constitution, des motions peuvent être déposées en conclusion d'une demande d'explications.

Elles doivent être remises avant la fin de la séance au président de la séance plénière ou de la commission où la demande d'explications est développée.

Le président en donne connaissance dès leur dépôt.

5. Sauf décision contraire de l'assemblée, le Sénat se prononce sur les motions déposées en conclusion d'une demande d'explications au cours de la semaine qui suit le dépôt de celles-ci.

Des additions ou des amendements peuvent être proposés jusqu'au moment du vote, sauf en ce qui concerne la motion pure et simple.

La motion pure et simple a la priorité de droit.

Si le Sénat est appelé à se prononcer sur plusieurs motions motivées, la priorité appartient dans chacun de ces cas à celle qui a été déposée la première.

Si cependant les auteurs des différentes motions présentent au moment du vote une motion commune, elle est mise aux voix par priorité.

L'adoption de la motion mise aux voix par priorité entraîne la caducité des autres motions.

**Texte adopté
par le Bureau**

La liste des demandes d'explications mises à l'ordre du jour est portée à la connaissance du Sénat.

3bis. Le bureau peut également décider l'organisation d'un débat thématique à l'occasion d'une demande d'explications.

4. L'auteur de la demande d'explications bénéficie d'un temps de parole de quinze minutes; pour les autres orateurs, le temps de parole est de dix minutes.

Le sénateur qui a déposé la demande d'explications dispose, à l'exclusion de tout autre membre, de cinq minutes pour donner une réplique à la réponse du ministre.

ART. 68bis

1. Sans préjudice des articles 46 et 96 de la Constitution, des motions peuvent être déposées en conclusion d'une demande d'explications.

Elles doivent être remises avant la fin de la séance au président de la séance plénière ou de la commission où la demande d'explications est développée.

Le président en donne connaissance dès leur dépôt.

2. Sauf décision contraire de l'assemblée, le Sénat se prononce sur les motions déposées en conclusion d'une demande d'explications au plus tôt au cours de la semaine qui suit le dépôt de celles-ci.

Des additions ou des amendements peuvent être proposés jusqu'au moment du vote, sauf en ce qui concerne la motion pure et simple.

La motion pure et simple a la priorité de droit.

Si le Sénat est appelé à se prononcer sur plusieurs motions motivées, la priorité appartient dans chacun de ces cas à celle qui a été déposée la première.

Si cependant les auteurs des différentes motions présentent au moment du vote une motion commune, elle est mise aux voix par priorité.

L'adoption de la motion mise aux voix par priorité entraîne la caducité des autres motions.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

Zodra de lijst van de vragen om uitleg die op de agenda komen is vastgesteld, zendt de griffie van de Senaat aan iedere fractie een afschrift van de toelichtende nota van elke vraag om uitleg.

De lijst van de vragen om uitleg die op de agenda staan, wordt ter kennis van de Senaat gebracht.

3bis. Het bureau kan eveneens beslissen een themadebat te organiseren naar aanleiding van een vraag om uitleg.

4. Het lid dat de vraag om uitleg gesteld heeft, beschikt over een spreektijd van vijftien minuten; voor de andere sprekers bedraagt de spreektijd tien minuten.

De senator die de vraag om uitleg heeft ingediend, beschikt met uitsluiting van elk ander lid over vijf minuten om op het antwoord van de minister te repliëren.

ART. 68bis

4. Onverminderd de artikelen 46 en 96 van de Grondwet kunnen moties worden ingediend tot besluit van een vraag om uitleg.

1. Onverminderd de artikelen 46 en 96 van de Grondwet kunnen moties worden ingediend tot besluit van een vraag om uitleg.

Ze moeten vóór het einde van de vergadering worden overhandigd aan de voorzitter van de plenaire vergadering of van de commissie waarin de vraag om uitleg wordt behandeld.

Ze moeten vóór het einde van de vergadering worden overhandigd aan de voorzitter van de plenaire vergadering of van de commissie waarin de vraag om uitleg wordt behandeld.

De voorzitter geeft er kennis van zodra ze zijn ingediend.

De voorzitter geeft er kennis van zodra ze zijn ingediend.

5. Tenzij de assemblée anders beslist, spreekt de Senaat zich uit over de moties tot besluit van een vraag om uitleg tijdens de week na de indiening van die moties.

2. Tenzij de assemblee anders beslist, spreekt de Senaat zich uit over de moties tot besluit van een vraag om uitleg ten vroegste tijdens de week na de indiening van die moties.

Toevoegingen of amendementen kunnen worden voorgesteld tot op het ogenblik van de stemming, behoudens voor een gewone motie.

Toevoegingen of amendementen kunnen worden voorgesteld tot op het ogenblik van de stemming, behoudens voor een gewone motie.

De gewone motie heeft van rechtswege voorrang.

De gewone motie heeft van rechtswege voorrang.

Heeft de Senaat zich uit te spreken over verscheidene met redenen omklede moties, dan heeft in ieder van die gevallen de eerst ingediende motie de voorrang.

Heeft de Senaat zich uit te spreken over verscheidene, met redenen omklede moties, dan heeft in ieder van die gevallen de eerst ingediende motie de voorrang.

Indien echter de indieners van de verschillende moties op het ogenblik van de stemming een gemeenschappelijke motie indienen, wordt deze bij voorrang in stemming gebracht.

Indien echter de indieners van de verschillende moties op het ogenblik van de stemming een gemeenschappelijke motie indienen, wordt deze bij voorrang in stemming gebracht.

De aanneming van de motie die bij voorrang in stemming is gebracht, doet de andere moties vervallen.

De aanneming van de motie die bij voorrang in stemming is gebracht, doet de andere moties vervallen.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

**Texte adopté
par le Bureau**

3. Sauf décision contraire du Sénat, les dispositions qui précèdent s'appliquent *mutatis mutandis* aux motions éventuellement déposées en conclusion d'un débat, sans préjudice de l'article 70-4.

CHAPITRE I^{er}bis

Des débats thématiques

ART. 68ter

1. Tout membre qui souhaite qu'un débat thématique soit organisé sur un sujet déterminé, adresse à cette fin au président une demande écrite, accompagnée d'une note explicative.

2. Le bureau décide si le débat thématique aura lieu ou non. Lorsque le bureau décide qu'un tel débat aura lieu, le greffier notifie cette décision à tous les groupes politiques et leur transmet une copie de la note explicative jointe à la demande visée au point 1 ou à la demande d'explications visée à l'article 68-3bis.

Le débat thématique est inscrit à l'ordre du jour d'une assemblée plénière qui doit se tenir quatorze jours au moins après la décision du bureau.

3. Au moins une semaine avant le jour de la tenue du débat thématique, chaque groupe politique transmet au greffier une note dans laquelle il expose son point de vue sur le sujet du débat thématique.

Le greffier fait traduire cette note, qui ne peut compter plus de cinq pages, et la transmet aux autres groupes politiques.

4. Le temps de parole est fixé par le bureau en fonction du sujet du débat.

5. Des motions de recommandation peuvent être éventuellement déposées, en guise de conclusion à un débat thématique.

Ces motions doivent être remises au président de l'assemblée avant la fin de la séance. Le président en donne connaissance dès leur dépôt.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

3. Tenzij de Senaat anders beslist, zijn de bepalingen die voorafgaan, *mutatis mutandis* van toepassing op de moties die eventueel zijn ingediend tot besluit van een debat, onverminderd artikel 70-4.

HOOFDSTUK *Ibis*

Themadebatten

ART. 68ter

1. Een lid dat wenst dat omtrent een bepaald onderwerp een themadebat wordt gehouden, richt daartoe een schriftelijk verzoek aan de voorzitter onder toevoeging van een toelichtende nota.

2. Het bureau beslist of het themadebat doorgang zal vinden. In bevestigend geval geeft de griffier aan iedere fractie kennis van deze beslissing en zendt hij ze een afschrift van de toelichtende nota bij het verzoek bedoeld in punt 1 of bij de vraag om uitleg bedoeld in artikel 68-3bis.

Het themadebat wordt op de agenda geplaatst van een plenaire vergadering die plaatsvindt ten minste veertien dagen na de beslissing van het bureau.

3. Ten minste een week voor de dag waarop het themadebat zal plaatsvinden, maakt elke fractie aan de griffier een nota over waarin ze haar standpunt uiteenzet over het onderwerp waarover het themadebat zal worden gevoerd.

Deze nota, die niet meer dan vijf bladzijden mag bedragen, wordt vertaald en door de griffier overgezonden aan de andere fracties.

4. De spreektijd wordt vastgelegd door het bureau afhankelijk van het onderwerp van het debat.

5. Tot besluit van het themadebat kunnen eventueel moties van aanbeveling worden ingediend.

Ze moeten voor het einde van de vergadering worden overhandigd aan de voorzitter van de vergadering. De voorzitter geeft er kennis van zodra ze zijn ingediend.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

CHAPITRE II

Des pétitions

ART. 69

1. Nul ne présente en personne ou de vive voix des pétitions au Sénat. Elles doivent être adressées par écrit au président du Sénat.

2. Les pétitions sont renvoyées à la commission chargée de l'examen des pétitions ou à la commission chargée de l'examen des projets auxquels les pétitions sont relatives.

Les sénateurs peuvent prendre connaissance des pétitions.

3. La commission chargée de l'examen des pétitions examine les pétitions que le Sénat lui a envoyées. Elle fait rapport sur celles pour lesquelles elle le juge utile ou pour lesquelles le bureau le lui a demandé.

4. Un feuillet, indiquant l'analyse de chacune des pétitions sur lesquelles la commission a statué et les conclusions de celle-ci, est imprimé et distribué.

CHAPITRE III

Des enquêtes parlementaires

ART. 70

1. Si le président la juge recevable, toute proposition de constitution d'une commission d'enquête du Sénat au sens de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires est, conjointement à ses développements, traduite, imprimée, distribuée et envoyée à la commission compétente.

Les dispositions des articles 27 et 55 à 58 s'appliquent également aux propositions de constitution d'une commission d'enquête.

**Texte adopté
par le Bureau**

6. Le Sénat se prononce sur ces motions de recommandation dans la semaine de leur dépôt.

Des ajouts ou amendements peuvent être proposés jusqu'au moment du vote.

CHAPITRE II

Des pétitions

ART. 69

1. Nul ne présente en personne ou de vive voix des pétitions au Sénat. Elles doivent être adressées par écrit au président du Sénat.

2. Les pétitions sont envoyées à la commission chargée de l'examen des pétitions ou à la commission chargée de l'examen des projets auxquels les pétitions sont relatives.

Les sénateurs peuvent prendre connaissance des pétitions.

3. La commission chargée de l'examen des pétitions examine les pétitions que le Sénat lui a envoyées. Elle fait rapport sur celles pour lesquelles elle le juge utile ou pour lesquelles le bureau le lui a demandé.

4. Un feuillet, indiquant l'analyse de chacune des pétitions sur lesquelles la commission a statué et les conclusions de celle-ci, est imprimé et distribué.

CHAPITRE III

Des enquêtes parlementaires

ART. 70

1. Si le président la juge recevable, toute proposition de constitution d'une commission d'enquête du Sénat au sens de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires est, conjointement à ses développements, traduite, imprimée, distribuée et envoyée à la commission compétente.

Les dispositions des articles 27 et 55 à 58 s'appliquent également aux propositions de constitution d'une commission d'enquête.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

HOOFDSTUK II

Verzoekschriften

ART. 69

1. Niemand mag, in persoon of mondeling, een verzoek richten tot de Senaat. Het moet schriftelijk worden gericht aan de voorzitter van de Senaat.

2. De verzoekschriften worden verwezen naar de commissie belast met het onderzoek van de verzoekschriften of naar de commissie belast met het onderzoek van de ontwerpen waarop de verzoekschriften betrekking hebben.

De senatoren kunnen kennis nemen van de verzoekschriften.

3. De commissie belast met het onderzoek van de verzoekschriften behandelt de verzoekschriften die de Senaat haar heeft gezonden. Zij brengt verslag uit over de verzoekschriften waarvoor zij het nuttig acht of waarvoor het bureau het haar heeft gevraagd.

4. Een lijst met de opgave van de zakelijke inhoud van de verzoekschriften waarover de commissie heeft beslist, en haar conclusies, wordt gedrukt en rondgedeeld.

HOOFDSTUK III

Parlementair onderzoek

ART. 70

1. Elk voorstel tot instelling van een onderzoekscommissie van de Senaat, als bedoeld in de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, wordt, indien het door de voorzitter ontvankelijk wordt bevonden, samen met zijn toelichting vertaald, gedrukt, rondgedeeld en verwezen naar de bevoegde commissie.

Het bepaalde bij de artikelen 27 en 55 tot 58 geldt ook voor de voorstellen tot instelling van een onderzoekscommissie.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

6. De Senaat spreekt zich uit over deze moties van aanbeveling tijdens de week na de indiening ervan.

Toevoegingen of amendementen kunnen worden voorgesteld tot op het ogenblik van de stemming.

HOOFDSTUK II

Verzoekschriften

ART. 69

1. Niemand mag, in persoon of mondeling, een verzoek richten tot de Senaat. Het moet schriftelijk worden gericht aan de voorzitter van de Senaat.

2. De verzoekschriften worden verzonden naar de commissie belast met het onderzoek van de verzoekschriften of naar de commissie belast met het onderzoek van de ontwerpen waarop de verzoekschriften betrekking hebben.

De senatoren kunnen kennis nemen van de verzoekschriften.

3. De commissie belast met het onderzoek van de verzoekschriften behandelt de verzoekschriften die de Senaat haar heeft gezonden. Zij brengt verslag uit over de verzoekschriften waarvoor zij het nuttig acht of waarvoor het bureau het haar heeft gevraagd.

4. Een lijst met de opgave van de zakelijke inhoud van de verzoekschriften waarover de commissie heeft beslist, en haar conclusies, wordt gedrukt en rondgedeeld.

HOOFDSTUK III

Parlementair onderzoek

ART. 70

1. Elk voorstel tot instelling van een onderzoekscommissie van de Senaat, als bedoeld in de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, wordt, indien het door de voorzitter ontvankelijk wordt bevonden, samen met zijn toelichting vertaald, gedrukt, rondgedeeld en verwezen naar de bevoegde commissie.

Het bepaalde bij de artikelen 27 en 55 tot 58 geldt ook voor de voorstellen tot instelling van een onderzoekscommissie.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

2. Le bureau met à la disposition de la commission les moyens qu'il juge nécessaires à l'exécution de sa mission.

3. Toute commission d'enquête fait rapport au Sénat sur ses travaux dans le délai qui lui est imparti.

4. Ni le rapport ni les conclusions qu'il renferme éventuellement ne sont mis aux voix en séance plénière, sans préjudice des motions qui peuvent être introduites en conclusion de la discussion dudit rapport.

ART. 70bis

1. Tout sénateur qui, en révélant des informations recueillies à l'occasion d'une réunion non publique d'une commission d'enquête parlementaire, en violation de l'article 3 de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, portera atteinte à l'honneur et à la dignité du Sénat, ou compromettra la bonne marche de l'enquête ou la crédibilité de celle-ci, pourra être sanctionné conformément aux dispositions qui suivent.

2. L'examen des cas de violation du secret peut être demandé soit par un tiers des membres de la commission d'enquête, par lettre adressée au président de celle-ci, soit par le président lui-même. La lettre précitée, ou la note établie par le président, comporte une description détaillée des faits invoqués.

Cette demande est inscrite à l'ordre du jour de la première réunion suivant son dépôt. Un délai d'au moins huit jours doit s'écouler entre le dépôt de la demande et son examen en commission.

Le sénateur intéressé est avisé, par lettre du président, des faits qui lui sont reprochés, ainsi que des jour et heure de cette réunion, et il est invité à y présenter sa défense.

Il est également avisé par écrit de son droit de se faire représenter ou assister par un autre sénateur, ainsi que de son droit de demander une remise, non motivée, à une seule reprise.

3. Au jour fixé, la commission entend le sénateur intéressé dans sa défense, à huis clos.

**Texte adopté
par le Bureau**

2. Le bureau met à la disposition de la commission les moyens qu'il juge nécessaires à l'exécution de sa mission.

3. Toute commission d'enquête fait rapport au Sénat sur ses travaux dans le délai qui lui est imparti.

4. Ni le rapport ni les conclusions qu'il renferme éventuellement ne sont mis aux voix en séance plénière, sans préjudice des motions qui peuvent être introduites en conclusion de la discussion dudit rapport.

ART. 70bis

1. Tout sénateur qui, en révélant des informations recueillies à l'occasion d'une réunion non publique d'une commission d'enquête parlementaire, en violation de l'article 3 de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, portera atteinte à l'honneur et à la dignité du Sénat, ou compromettra la bonne marche de l'enquête ou la crédibilité de celle-ci, pourra être sanctionné conformément aux dispositions qui suivent.

2. L'examen des cas de violation du secret peut être demandé soit par un tiers des membres de la commission d'enquête, par lettre adressée au président de celle-ci, soit par le président lui-même. La lettre précitée, ou la note établie par le président, comporte une description détaillée des faits invoqués.

Cette demande est inscrite à l'ordre du jour de la première réunion suivant son dépôt. Un délai d'au moins huit jours doit s'écouler entre le dépôt de la demande et son examen en commission.

Le sénateur intéressé est avisé, par lettre du président, des faits qui lui sont reprochés, ainsi que des jour et heure de cette réunion, et il est invité à y présenter sa défense.

Il est également avisé par écrit de son droit de se faire représenter ou assister par un autre sénateur, ainsi que de son droit de demander une remise, non motivée, à une seule reprise.

3. Au jour fixé, la commission entend le sénateur intéressé dans sa défense, à huis clos.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

2. Het bureau stelt de middelen ter beschikking die het nodig acht voor de uitvoering van de opdracht van de commissie.

3. Elke onderzoekscommissie brengt binnen de haar toegewezen termijn aan de Senaat verslag uit over haar werkzaamheden.

4. Het verslag noch de besluiten die het eventueel bevat, worden bij de plenaire vergadering in stemming gebracht, onverminderd de moties die tot slot van de bespreking van dat verslag kunnen worden ingediend.

ART. 70bis

1. Iedere senator die, in strijd met artikel 3 van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, informatie verkregen naar aanleiding van een niet-openbare vergadering van een parlementaire onderzoekscommissie bekendmaakt en daardoor afbreuk doet aan de eer en de waardigheid van de Senaat of het goede verloop van het onderzoek of de geloofwaardigheid ervan in gevaar brengt, kan gesanctioneerd worden overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen.

2. De behandeling van schendingen van de geheimhouding kan gevraagd worden door een derde van de leden van de onderzoekscommissie, bij brief gericht aan de voorzitter van de commissie, of door de voorzitter zelf. In de bovenvermelde brief of in de door de voorzitter opgestelde nota wordt een gedetailleerde beschrijving van de aangehaalde feiten gegeven.

Deze vraag wordt op de agenda geplaatst van de eerste vergadering volgend op de indiening ervan. Een termijn van ten minste acht dagen moet verlopen tussen de indiening van de vraag en de behandeling ervan in de commissie.

De betrokken senator wordt bij brief van de voorzitter op de hoogte gebracht van de feiten die hem verweten worden, alsmede van de dag en het uur van de vergadering, en hij wordt verzocht zich daar te verdedigen.

Hij wordt eveneens schriftelijk in kennis gesteld van zijn recht om zich door een andere senator te laten vertegenwoordigen of bijstaan alsmede van zijn eenmalig recht om een niet-gemotiveerd uitstel te vragen.

3. Op de vastgestelde dag hoort de commissie met gesloten deuren de verdediging van de betrokken senator.

2. Het bureau stelt de middelen ter beschikking die het nodig acht voor de uitvoering van de opdracht van de commissie.

3. Elke onderzoekscommissie brengt binnen de haar toegewezen termijn aan de Senaat verslag uit over haar werkzaamheden.

4. Het verslag noch de besluiten die het eventueel bevat, worden bij de plenaire vergadering in stemming gebracht, onverminderd de moties die tot slot van de bespreking van dat verslag kunnen worden ingediend.

ART. 70bis

1. Iedere senator die, in strijd met artikel 3 van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, informatie verkregen naar aanleiding van een niet-openbare vergadering van een parlementaire onderzoekscommissie bekendmaakt en daardoor afbreuk doet aan de eer en de waardigheid van de Senaat of het goede verloop van het onderzoek of de geloofwaardigheid ervan in gevaar brengt, kan gesanctioneerd worden overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen.

2. De behandeling van schendingen van de geheimhouding kan gevraagd worden door een derde van de leden van de onderzoekscommissie, bij brief gericht aan de voorzitter van de commissie, of door de voorzitter zelf. In de bovenvermelde brief of in de door de voorzitter opgestelde nota wordt een gedetailleerde beschrijving van de aangehaalde feiten gegeven.

Deze vraag wordt op de agenda geplaatst van de eerste vergadering volgend op de indiening ervan. Een termijn van ten minste acht dagen moet verlopen tussen de indiening van de vraag en de behandeling ervan in de commissie.

De betrokken senator wordt bij brief van de voorzitter op de hoogte gebracht van de feiten die hem verweten worden, alsmede van de dag en het uur van de vergadering, en hij wordt verzocht zich daar te verdedigen.

Hij wordt eveneens schriftelijk in kennis gesteld van zijn recht om zich door een andere senator te laten vertegenwoordigen of bijstaan alsmede van zijn eenmalig recht om een niet-gemotiveerd uitstel te vragen.

3. Op de vastgestelde dag hoort de commissie met gesloten deuren de verdediging van de betrokken senator.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

Immédiatement après cette audition, ou, le cas échéant, après avoir constaté que l'intéressé n'est ni présent, ni représenté, ou qu'il ne souhaite pas être entendu, la commission délibère à huis clos.

Si elle conclut que les faits invoqués sont suffisamment établis, elle peut décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, soit d'infliger un avertissement à l'intéressé, soit de lui infliger un blâme, soit de proposer à l'assemblée de l'exclure de la commission d'enquête.

La décision de la commission n'est susceptible d'aucun recours. Elle est consignée dans un procès-verbal signé par le président. Celui-ci en adresse sans délai une copie au président du Sénat, au sénateur en cause, ainsi que, le cas échéant, au membre qui l'a assisté ou représenté.

4. La décision de la commission infligeant un avertissement ou un blâme est portée à la connaissance du Sénat lors de la première séance plénière utile suivant la notification visée au dernier alinéa du point 3.

Cette communication ne donne lieu à aucun débat.

5. La proposition d'exclusion est inscrite à l'ordre du jour de la première séance plénière utile suivant la notification visée au dernier alinéa du point 3.

Le cas échéant, il est fait application de l'article 48.

Le Sénat entend d'abord le rapport oral du président de la commission, et ensuite, le cas échéant, le sénateur en cause ou le membre qui le représente. Leur temps de parole est limité à quinze minutes chacun. Aucun autre membre ne peut prendre la parole à ce sujet.

Le Sénat se prononce ensuite sans débat sur la proposition d'exclusion, par scrutin secret. Aucun amendement à cette proposition n'est recevable.

Si la proposition est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages, l'intéressé est définitivement exclu des réunions de la commission d'enquête.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours. Elle est notifiée par écrit au président de la commis-

**Texte adopté
par le Bureau**

Immédiatement après cette audition, ou, le cas échéant, après avoir constaté que l'intéressé n'est ni présent, ni représenté, ou qu'il ne souhaite pas être entendu, la commission délibère à huis clos.

Si elle conclut que les faits invoqués sont suffisamment établis, elle peut décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, soit d'infliger un avertissement à l'intéressé, soit de lui infliger un blâme, soit de proposer à l'assemblée de l'exclure de la commission d'enquête.

La décision de la commission n'est susceptible d'aucun recours. Elle est consignée dans un procès-verbal signé par le président. Celui-ci en adresse sans délai une copie au président du Sénat, au sénateur en cause, ainsi que, le cas échéant, au membre qui l'a assisté ou représenté.

4. La décision de la commission infligeant un avertissement ou un blâme est portée à la connaissance du Sénat lors de la première séance plénière utile suivant la notification visée au dernier alinéa du point 3.

Cette communication ne donne lieu à aucun débat.

5. La proposition d'exclusion est inscrite à l'ordre du jour de la première séance plénière utile suivant la notification visée au dernier alinéa du point 3.

Le cas échéant, il est fait application de l'article 48.

Le Sénat entend d'abord le rapport oral du président de la commission, et ensuite, le cas échéant, le sénateur en cause ou le membre qui le représente. Leur temps de parole est limité à quinze minutes chacun. Aucun autre membre ne peut prendre la parole à ce sujet.

Le Sénat se prononce ensuite sans débat sur la proposition d'exclusion, par scrutin secret. Aucun amendement à cette proposition n'est recevable.

Si la proposition est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages, l'intéressé est définitivement exclu des réunions de la commission d'enquête.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours. Elle est notifiée par écrit au président de la commis-

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

De commissie beraadslaagt met gesloten deuren onmiddellijk na dit verhoor of nadat zij eventueel heeft vastgesteld dat de betrokkene niet aanwezig is, niet vertegenwoordigd is of niet verhoord wenst te worden.

Indien zij besluit dat de aangehaalde feiten voldoende bewezen zijn, kan zij met een tweederde meerderheid van haar leden besluiten ofwel de betrokkene een waarschuwing te geven, ofwel hem een berisping te geven, ofwel aan de assemblee voor te stellen hem uit te sluiten van de onderzoekscommissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep worden ingesteld. Zij wordt opgetekend in een proces-verbaal dat door de voorzitter ondertekend wordt. Deze stuurt onverwijld een afschrift aan de voorzitter van de Senaat, aan de betrokken senator en eventueel aan het lid dat hem bijgestaan of vertegenwoordigd heeft.

4. De beslissing van de commissie om een waarschuwing of een berisping te geven wordt aan de Senaat medegedeeld op de eerste dienstige plenaire vergadering volgend op de kennisgeving bedoeld in het laatste lid van punt 3.

Over deze mededeling wordt geen debat gevoerd.

5. Het voorstel tot uitsluiting wordt op de agenda geplaatst van de eerste dienstige plenaire vergadering volgend op de kennisgeving bedoeld in het laatste lid van punt 3.

In voorkomend geval wordt artikel 48 toegepast.

De Senaat hoort eerst het mondeling verslag van de voorzitter van de commissie en vervolgens eventueel de betrokken senator of het lid dat hem vertegenwoordigt. Hun spreektijd is beperkt tot vijftien minuten ieder. Geen ander lid mag dienaangaande het woord nemen.

De Senaat spreekt zich vervolgens zonder debat uit over het voorstel tot uitsluiting, bij geheime stemming. Op dit voorstel kan geen enkel amendement ingediend worden.

Indien het voorstel met een tweederde meerderheid van de stemmen aangenomen wordt, is de betrokkene definitief uitgesloten van de vergaderingen van de onderzoekscommissie.

Tegen deze beslissing kan geen beroep ingesteld worden. Zij wordt schriftelijk medegedeeld aan de

De commissie beraadslaagt met gesloten deuren onmiddellijk na dit verhoor of nadat zij eventueel heeft vastgesteld dat de betrokkene niet aanwezig is, niet vertegenwoordigd is of niet verhoord wenst te worden.

Indien zij besluit dat de aangehaalde feiten voldoende bewezen zijn, kan zij met een tweederde meerderheid van haar leden besluiten ofwel de betrokkene een waarschuwing te geven, ofwel hem een berisping te geven, ofwel aan de assemblee voor te stellen hem uit te sluiten van de onderzoekscommissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep worden ingesteld. Zij wordt opgetekend in een proces-verbaal dat door de voorzitter ondertekend wordt. Deze stuurt onverwijld een afschrift aan de voorzitter van de Senaat, aan de betrokken senator en eventueel aan het lid dat hem bijgestaan of vertegenwoordigd heeft.

4. De beslissing van de commissie om een waarschuwing of een berisping te geven wordt aan de Senaat medegedeeld op de eerste dienstige plenaire vergadering volgend op de kennisgeving bedoeld in het laatste lid van punt 3.

Over deze mededeling wordt geen debat gevoerd.

5. Het voorstel tot uitsluiting wordt op de agenda geplaatst van de eerste dienstige plenaire vergadering volgend op de kennisgeving bedoeld in het laatste lid van punt 3.

In voorkomend geval wordt artikel 48 toegepast.

De Senaat hoort eerst het mondeling verslag van de voorzitter van de commissie en vervolgens eventueel de betrokken senator of het lid dat hem vertegenwoordigt. Hun spreektijd is beperkt tot vijftien minuten ieder. Geen ander lid mag dienaangaande het woord nemen.

De Senaat spreekt zich vervolgens zonder debat uit over het voorstel tot uitsluiting, bij geheime stemming. Op dit voorstel kan geen enkel amendement ingediend worden.

Indien het voorstel met een tweederde meerderheid van de stemmen aangenomen wordt, is de betrokkene definitief uitgesloten van de vergaderingen van de onderzoekscommissie.

Tegen deze beslissing kan geen beroep ingesteld worden. Zij wordt schriftelijk medegedeeld aan de

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

sion, au sénateur en cause, ainsi que, le cas échéant, au membre qui l'a assisté ou représenté.

Si la majorité des deux tiers des suffrages n'est pas atteinte, la proposition est rejetée et le président déclare l'incident clos.

6. Le membre d'une commission d'enquête exclu de celle-ci en application du point qui précède est remplacé sans délai par un autre membre du même groupe, conformément aux dispositions de l'article 76-3.

TITRE IV

DURÈGLEMENTDES CONFLITSD'INTÉRETS

ART. 71

1. Le Sénat peut adopter une résolution déclarant qu'il estime pouvoir être gravement lésé par un projet ou une proposition de décret ou d'ordonnance déposés devant un Conseil de communauté ou de région ou devant l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou l'Assemblée de la Commission communautaire française ou par un amendement à ces projets ou propositions, conformément à l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

2. Cette résolution doit être votée par appel nominal et recueillir les trois quarts des voix des membres présents, pour autant que trente-six membres au moins soient présents.

3. La résolution est portée, par les soins du président, à la connaissance du président du Conseil ou de l'Assemblée.

4. Le Sénat désigne ceux de ses membres qui seront chargés d'une concertation avec le Conseil de communauté ou de région intéressé ou avec l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou avec l'Assemblée de la Commission communautaire française en vue de régler le litige. Ils font rapport de cette concertation au Sénat.

5. Si la concertation engagée en vue de régler le litige n'a pas abouti à une solution dans le délai de soixante jours prévu par l'article 32, § 1^{er}, de la même

**Texte adopté
par le Bureau**

sion, au sénateur en cause, ainsi que, le cas échéant, au membre qui l'a assisté ou représenté.

Si la majorité des deux tiers des suffrages n'est pas atteinte, la proposition est rejetée et le président déclare l'incident clos.

6. Le membre d'une commission d'enquête exclu de celle-ci en application du point qui précède est remplacé sans délai par un autre membre du même groupe, conformément aux dispositions de l'article 76-3.

TITRE IV

DURÈGLEMENTDES CONFLITSD'INTÉRETS

ART. 71

1. Le Sénat peut adopter une résolution déclarant qu'il estime pouvoir être gravement lésé par un projet ou une proposition de décret ou d'ordonnance déposés devant un Conseil de communauté ou de région ou devant l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou l'Assemblée de la Commission communautaire française ou par un amendement à ces projets ou propositions, conformément à l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

2. Cette résolution doit être votée par appel nominal et recueillir les trois quarts des voix, pour autant que trente-six membres au moins soient présents.

3. La résolution est portée, par les soins du président, à la connaissance du président du Conseil ou de l'Assemblée.

4. Le Sénat désigne ceux de ses membres qui seront chargés d'une concertation avec le Conseil de communauté ou de région intéressé ou avec l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou avec l'Assemblée de la Commission communautaire française en vue de régler le litige. Ils font rapport de cette concertation au Sénat.

5. Si la concertation engagée en vue de régler le litige n'a pas abouti à une solution dans le délai de soixante jours prévu par l'article 32, § 1^{er}, de la même

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

voorzitter van de commissie, aan de betrokken senator en eventueel aan het lid dat hem bijgestaan of vertegenwoordigd heeft.

Indien geen tweederde meerderheid van de stemmen bereikt wordt, is het voorstel verworpen en verklaart de voorzitter het incident voor gesloten.

6. Het lid van een onderzoekscommissie dat uitgesloten wordt met toepassing van het vorige punt, wordt onverwijld vervangen door een ander lid van dezelfde fractie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 76-3.

voorzitter van de commissie, aan de betrokken senator en eventueel aan het lid dat hem bijgestaan of vertegenwoordigd heeft.

Indien geen tweederde meerderheid van de stemmen bereikt wordt, is het voorstel verworpen en verklaart de voorzitter het incident voor gesloten.

6. Het lid van een onderzoekscommissie dat uitgesloten wordt met toepassing van het vorige punt, wordt onverwijld vervangen door een ander lid van dezelfde fractie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 76-3.

TITEL IV

TITEL IV

REGELING VAN BELANGENCONFLICTEN

REGELING VAN BELANGENCONFLICTEN

ART. 71

ART. 71

1. De Senaat kan een voorstel van resolutie aannemen waarin wordt verklaard dat hij oordeelt ernstig te kunnen worden benadeeld door een in een Gemeenschaps- of Gewestraad, een in de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of een in de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ingediend ontwerp of voorstel van decreet of ordonnantie of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, overeenkomstig artikel 32, § 1, van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

2. Deze resolutie moet worden aangenomen bij hoofdelijke stemming en met drie vierde van de stemmen van de aanwezige leden, voor zover ten minste zesendertig leden aanwezig zijn.

3. De voorzitter brengt deze resolutie ter kennis van de voorzitter van de betrokken Raad of Vergadering.

4. De Senaat wijst onder zijn leden degenen aan die met de betrokken Gemeenschaps- of Gewestraad, met de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of met de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overleg zullen plegen om het geschil te beslechten. Zij brengen aan de Senaat verslag uit over dat overleg.

5. Indien het overleg, op gang gebracht om het geschil te beslechten, niet tot een oplossing leidt binnen de termijn van zestig dagen, bedoeld in arti-

1. De Senaat kan een voorstel van resolutie aannemen waarin wordt verklaard dat hij oordeelt ernstig te kunnen worden benadeeld door een in een Gemeenschaps- of Gewestraad, een in de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of een in de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ingediend ontwerp of voorstel van decreet of ordonnantie of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, overeenkomstig artikel 32, § 1, van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

2. Deze resolutie moet worden aangenomen bij hoofdelijke stemming en met drie vierde van de stemmen, voor zover ten minste zesendertig leden aanwezig zijn.

3. De voorzitter brengt deze resolutie ter kennis van de voorzitter van de betrokken Raad of Vergadering.

4. De Senaat wijst onder zijn leden degenen aan die met de betrokken Gemeenschaps- of Gewestraad, met de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of met de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overleg zullen plegen om het geschil te beslechten. Zij brengen aan de Senaat verslag uit over dat overleg.

5. Indien het overleg, op gang gebracht om het geschil te beslechten, niet tot een oplossing leidt binnen de termijn van zestig dagen, bedoeld in arti-

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

loi, le président soumet le litige au Comité de concertation visé à l'article 31 de la même loi.

ART. 72

1. Si un Conseil de communauté ou de région ou l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou l'Assemblée de la Commission communautaire française, conformément à l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, estime pouvoir être gravement lésé par un projet ou une proposition de loi dont le Sénat est saisi ou par un amendement à ces projets ou propositions, la procédure est suspendue pendant un délai de soixante jours.

2. Le Sénat désigne ceux de ses membres qui seront chargés d'une concertation avec le Conseil de communauté ou de région intéressé ou avec l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou avec l'Assemblée de la Commission communautaire française en vue de régler le litige. Ils font rapport de cette concertation au Sénat.

3. Si la concertation engagée en vue de régler le litige a abouti à une solution dans le délai visé au point 1, la procédure est reprise. Dans le cas contraire, le Sénat émet dans les trente jours un avis motivé au Comité de concertation visé à l'article 31 de la même loi.

4. Si le Comité de concertation n'a pas pris de décision dans un délai de soixante jours, la procédure est reprise. Dans le cas contraire, la procédure se poursuit conformément à la décision du Comité de concertation.

ART. 73

Lorsqu'une procédure relative à un conflit de compétence a été ou est engagée, toute procédure de

**Texte adopté
par le Bureau**

loi, le président soumet le litige au Comité de concertation visé à l'article 31 de la même loi.

ART. 72

1. Si un Conseil de communauté ou de région ou l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou l'Assemblée de la Commission communautaire française, conformément à l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, estime pouvoir être gravement lésé par un projet ou une proposition de loi dont le Sénat est saisi ou par un amendement à ces projets ou propositions, la procédure est suspendue pendant un délai de soixante jours.

2. Le Sénat désigne ceux de ses membres qui seront chargés d'une concertation avec le Conseil de communauté ou de région intéressé ou avec l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou avec l'Assemblée de la Commission communautaire française en vue de régler le litige. Ils font rapport de cette concertation au Sénat.

3. Si la concertation engagée en vue de régler le litige a abouti à une solution dans le délai visé au point 1, la procédure est reprise. Dans le cas contraire, le Sénat émet dans les trente jours un avis motivé au Comité de concertation visé à l'article 31 de la même loi.

4. Si le Comité de concertation n'a pas pris de décision dans un délai de trente jours, la procédure est reprise. Dans le cas contraire, la procédure se poursuit conformément à la décision du Comité de concertation.

ART. 72bis

Le Sénat est saisi des conflits d'intérêts entre une Chambre législative et un conseil, ou entre deux conseils, si la concertation entre les parties au conflit n'a pas abouti à une solution dans un délai de soixante jours. Il rend, dans les trente jours, un avis motivé au Comité de concertation.

Cette procédure n'est pas applicable lorsque la procédure est mise en œuvre par une Chambre législative.

ART. 73

Lorsqu'une procédure relative à un conflit de compétence a été ou est engagée, toute procédure de

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

kel 32, § 1, van dezelfde wet, wordt het geschil door de voorzitter voorgelegd aan het Overlegcomité, bedoeld in artikel 31 van dezelfde wet.

kel 32, § 1, van dezelfde wet, wordt het geschil door de voorzitter voorgelegd aan het Overlegcomité, bedoeld in artikel 31 van dezelfde wet.

ART. 72

ART. 72

1. Indien een Gemeenschaps- of Gewestraad, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overeenkomstig artikel 32, § 1, van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen oordeelt ernstig te kunnen worden benadeeld door een in de Senaat aanhangig ontwerp of voorstel van wet of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, dan wordt de procedure geschorst gedurende een termijn van zestig dagen.

1. Indien een Gemeenschaps- of Gewestraad, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overeenkomstig artikel 32, § 1, van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen oordeelt ernstig te kunnen worden benadeeld door een in de Senaat aanhangig ontwerp of voorstel van wet of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, dan wordt de procedure geschorst gedurende een termijn van zestig dagen.

2. De Senaat wijst onder zijn leden degenen aan die met de betrokken Gemeenschaps- of Gewestraad, met de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of met de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overleg zullen plegen om het geschil te beslechten. Zij brengen aan de Senaat verslag uit over dat overleg.

2. De Senaat wijst onder zijn leden degenen aan die met de betrokken Gemeenschaps- of Gewestraad, met de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of met de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie overleg zullen plegen om het geschil te beslechten. Zij brengen aan de Senaat verslag uit over dat overleg.

3. Indien het overleg, op gang gebracht om het geschil te beslechten, binnen de termijn bedoeld in punt 1 tot een oplossing leidt, wordt de procedure hervat. In het andere geval brengt de Senaat binnen dertig dagen een gemotiveerd advies uit aan het Overlegcomité, bedoeld in artikel 31 van dezelfde wet.

3. Indien het overleg, op gang gebracht om het geschil te beslechten, binnen de termijn bedoeld in punt 1 tot een oplossing leidt, wordt de procedure hervat. In het andere geval brengt de Senaat binnen dertig dagen een gemotiveerd advies uit aan het Overlegcomité, bedoeld in artikel 31 van dezelfde wet.

4. Wanneer het Overlegcomité binnen een termijn van zestig dagen geen beslissing heeft genomen, wordt de procedure hervat. In het andere geval wordt de procedure voortgezet in overeenstemming met de beslissing van het Overlegcomité.

4. Wanneer het Overlegcomité binnen een termijn van dertig dagen geen beslissing heeft genomen, wordt de procedure hervat. In het andere geval wordt de procedure voortgezet in overeenstemming met de beslissing van het Overlegcomité.

ART. 72bis

Indien het overleg tussen de partijen die betrokken zijn bij een belangenconflict tussen een wetgevende Kamer en een raad of tussen twee raden niet binnen een termijn van zestig dagen tot een oplossing leidt, wordt het conflict aanhangig gemaakt bij de Senaat, die binnen dertig dagen een gemotiveerd advies uitbrengt aan het overlegcomité.

Deze procedure is niet van toepassing wanneer de procedure door een wetgevende Kamer is ingeleid.

ART. 73

ART. 73

Wanneer een procedure in verband met een bevoegdheidsconflict is of wordt ingeleid, wordt elke

Wanneer een procedure in verband met een bevoegdheidsconflict is of wordt ingeleid, wordt elke

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

**Texte adopté
par le Bureau**

règlement d'un conflit d'intérêts sur la même matière est suspendue.

règlement d'un conflit d'intérêts sur la même matière est suspendue.

TITRE V

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I^{er}

CHAPITRE I^{er}

**Des présentations et nominations de candidats et
de la représentation proportionnelle**

**Des présentations et nominations de candidats et
de la représentation proportionnelle**

ART. 74

ART. 74

Les nominations et présentations auxquelles le Sénat est appelé à procéder se font au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Les nominations et présentations auxquelles le Sénat est appelé à procéder se font au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Si au premier tour de scrutin aucun candidat n'obtient la majorité requise, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, après désistement éventuel d'un candidat mieux placé.

Si au premier tour de scrutin aucun candidat n'obtient la majorité requise, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, après désistement éventuel d'un candidat mieux placé.

Dans le cas de parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

Dans le cas de parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

Sans préjudice de l'article 9, alinéa 2, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité. Sont seuls valables, les bulletins portant les noms des candidats régulièrement présentés.

Sans préjudice de l'article 9, alinéa 2, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité. Sont seuls valables, les bulletins portant les noms des candidats régulièrement présentés.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas le nombre des places à pourvoir, le ou les candidats présentés sont proclamés élus, ou présentés, sans autre formalité si aucun sénateur ne demande un vote.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas le nombre des places à pourvoir, le ou les candidats présentés sont proclamés élus, ou présentés, sans autre formalité si aucun sénateur ne demande un vote.

Deux scrutateurs désignés par le sort dépouillent le scrutin. Le résultat des scrutins est proclamé par le président.

Deux scrutateurs désignés par le sort dépouillent le scrutin. Le résultat des scrutins est proclamé par le président.

ART. 75

ART. 75

1. Les dispositions de l'article 74 sont applicables à toute nomination ou présentation de candidats à faire par le Sénat en vertu d'une loi, sauf dispositions contraires de celle-ci.

1. Les dispositions de l'article 74 sont applicables à toute nomination ou présentation de candidats à faire par le Sénat en vertu d'une loi, sauf dispositions contraires de celle-ci.

2. Pour la présentation des candidats à la Cour de cassation prévue par l'article 151 de la Constitution sont seules prises en considération, les candidatures

2. Pour la présentation des candidats à la Cour de cassation prévue par l'article 151 de la Constitution sont seules prises en considération, les candidatures

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

procedure tot regeling van een belangenconflict over
eenzelfde aangelegenheid geschorst.

procedure tot regeling van een belangenconflict over
eenzelfde aangelegenheid geschorst.

TITEL V

TITEL V

DIVERSE BEPALINGEN

DIVERSE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I

HOOFDSTUK I

**Voordracht en benoeming van kandidaten en
evenredige vertegenwoordiging**

**Voordracht en benoeming van kandidaten en
evenredige vertegenwoordiging**

ART. 74

ART. 74

De door de Senaat te verrichten benoemingen en
voordrachten geschieden bij geheime stemming en bij
volstreekte meerderheid van stemmen.

De door de Senaat te verrichten benoemingen en
voordrachten geschieden bij geheime stemming en bij
volstreekte meerderheid van stemmen.

Indien na de eerste stemming geen enkele kandi-
daat de vereiste meerderheid verkrijgt, heeft herstem-
ming plaats tussen de twee kandidaten die de meeste
stemmen hebben behaald, eventueel nadat een beter
geplaatste kandidaat zich heeft teruggetrokken.

Indien na de eerste stemming geen enkele kandi-
daat de vereiste meerderheid verkrijgt, heeft herstem-
ming plaats tussen de twee kandidaten die de meeste
stemmen hebben behaald, eventueel nadat een beter
geplaatste kandidaat zich heeft teruggetrokken.

Staken de stemmen, dan gaat de oudste in jaren
voor.

Staken de stemmen, dan gaat de oudste in jaren
voor.

Onverminderd artikel 9, tweede lid, tellen niet of
niet behoorlijk ingevulde stembriefjes niet mee voor
het bepalen van de meerderheid. Alleen de stembrief-
jes waarop de naam van de regelmatig voorgedragen
kandidaten voorkomt, zijn geldig.

Onverminderd artikel 9, tweede lid, tellen niet of
niet behoorlijk ingevulde stembriefjes niet mee voor
het bepalen van de meerderheid. Alleen de stembrief-
jes waarop de naam van de regelmatig voorgedragen
kandidaten voorkomt, zijn geldig.

Zijn er niet meer kandidaten dan te vervullen plaat-
sen, dan wordt de voorgedragen kandidaat of worden
de voorgedragen kandidaten zonder verdere formali-
teiten verkozen dan wel voorgedragen verklaard,
indien geen enkele senator een stemming vraagt.

Zijn er niet meer kandidaten dan te vervullen plaat-
sen, dan wordt de voorgedragen kandidaat of worden
de voorgedragen kandidaten zonder verdere formali-
teiten verkozen dan wel voorgedragen verklaard,
indien geen enkele senator een stemming vraagt.

Twee door het lot aangewezen stemopnemers
nemen de stemmen op. De voorzitter kondigt de uit-
slag van de stemmingen af.

Twee door het lot aangewezen stemopnemers
nemen de stemmen op. De voorzitter kondigt de uit-
slag van de stemmingen af.

ART. 75

ART. 75

1. De bepalingen van artikel 74 zijn mede van toe-
passing op elke benoeming of voordracht van kandi-
daten waartoe de Senaat krachtens een wet moet
overgaan, tenzij deze wet anders bepaalt.

1. De bepalingen van artikel 74 zijn mede van toe-
passing op elke benoeming of voordracht van kandi-
daten waartoe de Senaat krachtens een wet moet
overgaan, tenzij deze wet anders bepaalt.

2. Voor de voordracht van kandidaten bij het Hof
van Cassatie, waarin artikel 151 van de Grondwet
voorziet, worden alleen in aanmerking genomen de

2. Voor de voordracht van kandidaten bij het Hof
van Cassatie, waarin artikel 151 van de Grondwet
voorziet, worden alleen in aanmerking genomen de

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

introduites auprès du ministre de la Justice conformément aux dispositions de l'article 287 du Code judiciaire.

Dans les autres cas, le président fixe, s'il y a lieu, le délai et les modalités du dépôt des candidatures.

3. La liste des candidats est portée à la connaissance des sénateurs.

ART. 76

1. Sauf dispositions contraires du présent règlement, les nominations auxquelles le Sénat est appelé à procéder parmi ses membres se font à la représentation proportionnelle des groupes politiques.

À cet effet, le nombre de mandats revenant à chaque groupe est établi par le Sénat, sur proposition du bureau, qui fait application de l'article 167 du Code électoral, en considérant comme chiffre électoral de chaque groupe, le nombre de membres dont celui-ci se compose.

En cas d'égalité de quotients, le mandat est attribué au groupe comptant le plus grand nombre de membres, et en cas de parité du nombre de membres, au groupe qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé lors de l'élection des sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de la Constitution.

2. Les groupes présentent la liste de leurs candidats au bureau.

3. En cas de vacance, le Sénat désigne un nouveau membre sur présentation du groupe dont faisait partie le membre à remplacer. Lorsque l'assemblée ne siège pas, le bureau procède à ce remplacement.

4. Lorsque la composition des groupes politiques subit des modifications qui influencent la représentation proportionnelle, le bureau propose, s'il y a lieu, une nouvelle répartition des mandats.

CHAPITRE II

**Du comité d'avis fédéral chargé
des questions européennes**

ART. 77

Après chaque renouvellement du Sénat, l'assemblée désigne en son sein pour la durée de la

**Texte adopté
par le Bureau**

introduites auprès du ministre de la Justice conformément aux dispositions de l'article 287 du Code judiciaire.

Dans les autres cas, le président fixe, s'il y a lieu, le délai et les modalités du dépôt des candidatures.

3. La liste des candidats est portée à la connaissance des sénateurs.

ART. 76

1. Sauf dispositions contraires du présent règlement, les nominations auxquelles le Sénat est appelé à procéder parmi ses membres se font à la représentation proportionnelle des groupes politiques.

À cet effet, le nombre de mandats revenant à chaque groupe est établi par le Sénat, sur proposition du bureau, qui fait application de l'article 167 du Code électoral, en considérant comme chiffre électoral de chaque groupe, le nombre de membres dont celui-ci se compose.

En cas d'égalité de quotients, le mandat est attribué au groupe comptant le plus grand nombre de membres, et en cas de parité du nombre de membres, au groupe qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé lors de l'élection des sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de la Constitution.

2. Les groupes remettent au président la liste de leurs candidats.

3. En cas de vacance, le Sénat désigne un nouveau membre sur présentation du groupe dont faisait partie le membre à remplacer. Lorsque le Sénat n'est pas en séance, le président procède à ce remplacement.

4. Lorsque la composition des groupes politiques subit des modifications qui influencent la représentation proportionnelle, le bureau propose, s'il y a lieu, une nouvelle répartition des mandats.

CHAPITRE II

**Du comité d'avis fédéral chargé
des questions européennes**

ART. 77

Après chaque renouvellement du Sénat, l'assemblée désigne en son sein pour la durée de la

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

kandidaturen ingediend bij de minister van Justitie overeenkomstig de bepalingen van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek.

In de andere gevallen stelt de voorzitter indien nodig de termijn en de nadere regelen vast voor het indienen van de kandidaturen.

3. De lijst van de kandidaten wordt ter kennis van de senatoren gebracht.

ART. 76

1. Voor zover in dit reglement niet anders is bepaald, geschieden de door de Senaat onder zijn leden te verrichten benoemingen overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

Te dien einde bepaalt de Senaat, op voorstel van het bureau, het aantal mandaten dat aan iedere fractie toekomt met toepassing van artikel 167 van het Kieswetboek, waarbij het aantal leden van iedere fractie als haar kiescijfer wordt beschouwd.

Bij gelijke kiesquotiënten wordt het mandaat toegerekend aan de fractie met het grootste ledental en bij gelijke fractiesterkte aan de fractie die het hoogste stemcijfer heeft behaald bij de verkiezing van de senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 1^o en 2^o, van de Grondwet.

2. De fracties dragen de lijst voor van hun kandidaten voor het bureau.

3. Valt er een plaats open, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van de fractie waarvan het te vervangen lid deel uitmaakte. Is de Senaat niet vergaderd, dan voorziet het bureau in die vervanging.

4. Wanneer de samenstelling van de fracties wijzigingen ondergaat die de evenredige vertegenwoordiging beïnvloeden, dan stelt het bureau, indien dat nodig blijkt, een nieuwe verdeling van de mandaten voor.

HOOFDSTUK II

**Federaal adviescomité voor
de Europese aangelegenheden**

ART. 77

Na iedere vernieuwing van de Senaat wijst de vergadering voor de gehele zittingstermijn uit haar

kandidaturen ingediend bij de minister van Justitie overeenkomstig de bepalingen van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek.

In de andere gevallen stelt de voorzitter indien nodig de termijn en de nadere regelen vast voor het indienen van de kandidaturen.

3. De lijst van de kandidaten wordt ter kennis van de senatoren gebracht.

ART. 76

1. Voor zover in dit reglement niet anders is bepaald, geschieden de door de Senaat onder zijn leden te verrichten benoemingen overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

Te dien einde bepaalt de Senaat, op voorstel van het bureau, het aantal mandaten dat aan iedere fractie toekomt met toepassing van artikel 167 van het Kieswetboek, waarbij het aantal leden van iedere fractie als haar kiescijfer wordt beschouwd.

Bij gelijke kiesquotiënten wordt het mandaat toegerekend aan de fractie met het grootste ledental en bij gelijke fractiesterkte aan de fractie die het hoogste stemcijfer heeft behaald bij de verkiezing van de senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 1^o en 2^o, van de Grondwet.

2. De fracties overhandigen hun kandidatenlijst aan de voorzitter.

3. Valt er een plaats open, dan wijst de Senaat een nieuw lid aan op voordracht van de fractie waarvan het te vervangen lid deel uitmaakte. Wanneer de Senaat niet in vergadering bijeen is, voorziet de voorzitter in die vervanging.

4. Wanneer de samenstelling van de fracties wijzigingen ondergaat die de evenredige vertegenwoordiging beïnvloeden, dan stelt het bureau, indien dat nodig blijkt, een nieuwe verdeling van de mandaten voor.

HOOFDSTUK II

**Federaal adviescomité voor
Europese aangelegenheden**

ART. 77

Na iedere vernieuwing van de Senaat wijst de vergadering voor de gehele zittingsperiode uit haar

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

législature dix membres qui représenteront le Sénat au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

Pour chaque liste de membres effectifs sont désignés, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants.

CHAPITRE II*bis*

**Du Comité d'avis pour l'égalité des chances
entre les femmes et les hommes**

ART. 77*bis*

1. Après chaque renouvellement du Sénat, l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, un comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Il est composé de quinze membres, qui sont désignés de la manière prévue à l'article 21.

2. Le comité nomme en son sein, pour la durée de la session, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président.

3. Le membre du comité empêché d'assister à une réunion peut se faire remplacer par un membre de son groupe. Il en informe le président.

4. Le comité a pour mission de donner des avis sur les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, soit à la demande du président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 24, soit de sa propre initiative.

5. Pour le surplus, et dans les limites des attributions que lui reconnaît la présente disposition, le comité organise ses travaux et délibère conformément aux dispositions applicables aux commissions permanentes.

**Texte adopté
par le Bureau**

législature dix membres qui représenteront le Sénat au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

Pour chaque liste de membres effectifs sont désignés, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants.

CHAPITRE II*bis*

**Du Comité d'avis pour l'égalité des chances
entre les femmes et les hommes**

ART. 77*bis*

1. Après chaque renouvellement du Sénat, l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, un comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Il est composé de quinze membres, qui sont désignés de la manière prévue à l'article 21.

2. Le comité nomme en son sein, pour la durée de la session, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président.

3. Le membre du comité empêché d'assister à une réunion peut se faire remplacer par un membre de son groupe. Il en informe le président.

4. Le comité a pour mission de donner des avis sur les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, soit à la demande du président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 24, soit de sa propre initiative.

5. Pour le surplus, et dans les limites des attributions que lui reconnaît la présente disposition, le comité organise ses travaux et délibère conformément aux dispositions applicables aux commissions permanentes.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

midden tien leden aan die de Senaat in het Federaal adviescomité voor de Europese aangelegenheden zullen vertegenwoordigen.

midden tien leden aan die de Senaat in het Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden zullen vertegenwoordigen.

Voor elke lijst van vaste leden worden op dezelfde wijze een gelijk aantal plaatsvervangers benoemd.

Voor elke lijst van vaste leden worden op dezelfde wijze een gelijk aantal plaatsvervangers benoemd.

HOOFDSTUK II*bis*

HOOFDSTUK II*bis*

**Adviescomité voor gelijke kansen voor
vrouwen en mannen**

**Adviescomité voor gelijke kansen voor
vrouwen en mannen**

ART. 77bis

ART. 77bis

1. Na iedere vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering voor de gehele zittingstermijn uit haar midden een Adviescomité dat belast is met het onderzoek van de aangelegenheden die de gelijke kansen voor vrouwen en mannen betreffen.

1. Na iedere vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering voor de gehele zittingsperiode uit haar midden een Adviescomité dat belast is met het onderzoek van de aangelegenheden die de gelijke kansen voor vrouwen en mannen betreffen.

Het is samengesteld uit vijftien leden die worden aangewezen op de wijze bepaald in artikel 21.

Het is samengesteld uit vijftien leden die worden aangewezen op de wijze bepaald in artikel 21.

2. Het comité benoemt onder zijn leden, voor de duur van de zitting een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

2. Het comité benoemt onder zijn leden, voor de duur van de zitting een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

3. Het lid van het comité dat een vergadering niet kan bijwonen, kan zich laten vervangen door een lid van zijn of haar fractie. Het lid stelt de voorzitter van die vervanging in kennis.

3. Het lid van het comité dat een vergadering niet kan bijwonen, kan zich laten vervangen door een lid van zijn of haar fractie. Het lid stelt de voorzitter van die vervanging in kennis.

4. Het comité heeft tot taak, op verzoek van de voorzitter van de Senaat overeenkomstig het bepaalde in artikel 24 of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

4. Het comité heeft tot taak, op verzoek van de voorzitter van de Senaat overeenkomstig het bepaalde in artikel 24 of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

5. Voor het overige, en binnen de perken van de in deze bepaling omschreven bevoegdheden, regelt het comité zijn werkzaamheden en beraadslaagt het overeenkomstig de bepalingen die op de vaste commissies van toepassing zijn.

5. Voor het overige, en binnen de perken van de in deze bepaling omschreven bevoegdheden, regelt het comité zijn werkzaamheden en beraadslaagt het overeenkomstig de bepalingen die op de vaste commissies van toepassing zijn.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

CHAPITRE III

De la police du Sénat et des tribunes

ART. 78

La police du Sénat est exercée, au nom de l'assemblée, par le président, qui donne à la garde de service les ordres nécessaires.

ART. 79

Nul ne peut s'introduire dans l'enceinte où siègent les sénateurs, à l'exception des ministres, des secrétaires d'État, des commissaires du Roi et du personnel nécessaire aux différents services de l'assemblée.

ART. 80

1. Pendant tout le cours de la séance, les personnes placées dans les tribunes se tiennent assises et en silence.

2. Toute personne qui trouble l'ordre ou qui donne des marques d'approbation ou d'improbation dans les tribunes en est immédiatement expulsée. Elle est traduite sans délai, s'il y a lieu, devant l'autorité compétente.

3. Le texte du présent article est affiché à la porte des tribunes.

**Texte adopté
par le Bureau**

CHAPITRE IIter

Des missions à l'étranger

ART. 77ter

Lorsqu'une délégation du Sénat, de son bureau ou d'une de ses commissions effectue une mission à l'étranger ou auprès d'une organisation internationale, un aperçu sommaire des activités de la délégation est communiqué pour information au Sénat, au bureau ou à la commission concernée, selon le cas.

CHAPITRE III

De la police du Sénat et des tribunes

ART. 78

La police du Sénat est exercée, au nom de l'assemblée, par le président, qui donne à la garde de service les ordres nécessaires.

ART. 79

Nul ne peut s'introduire dans l'enceinte où siègent les sénateurs, à l'exception des ministres, des secrétaires d'État, des commissaires du Roi et du personnel nécessaire aux différents services de l'assemblée.

ART. 80

1. Pendant tout le cours de la séance, les personnes placées dans les tribunes se tiennent assises et en silence.

2. Toute personne qui trouble l'ordre ou qui donne des marques d'approbation ou d'improbation dans les tribunes en est immédiatement expulsée. Elle est traduite sans délai, s'il y a lieu, devant l'autorité compétente.

3. Le texte du présent article est affiché à la porte des tribunes.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

HOOFDSTUK II*ter*

Zendingen in het buitenland

ART. 77*ter*

Wanneer een delegatie van de Senaat, van het bureau of van een van de commissies met zending naar het buitenland gaat of naar een internationale organisatie, wordt een bondig overzicht van de werkzaamheden van de delegatie ter informatie meegedeeld aan de Senaat, het bureau of de betrokken commissie, naargelang het geval.

HOOFDSTUK III

Orde in de Senaat en in de tribunes

ART. 78

Voor orde en tucht in de Senaat wordt, uit naam van de vergadering, zorg gedragen door de voorzitter, die aan de diensthebbende wacht de nodige bevelen geeft.

ART. 79

Behalve de ministers, de staatssecretarissen, de commissarissen van de Koning en het personeel dat voor de verschillende diensten van de vergadering nodig is, heeft niemand toegang tot de zaal waar de senatoren zitting houden.

ART. 80

1. Gedurende de gehele vergadering moeten de toehoorders in de tribunes in stilte blijven zitten.

2. Ieder die in de tribunes de orde stoort of tekenen van goed- of afkeuring geeft, wordt onmiddellijk verwijderd, en, indien daartoe grond bestaat, onverwijld voor de bevoegde overheid gebracht.

3. De tekst van dit artikel wordt op de deur van de tribunes aangebracht.

HOOFDSTUK III

Orde in de Senaat en in de tribunes

ART. 78

Voor orde en tucht in de Senaat wordt, uit naam van de vergadering, zorg gedragen door de voorzitter, die aan de diensthebbende wacht de nodige bevelen geeft.

ART. 79

Behalve de ministers, de staatssecretarissen, de commissarissen van de Koning en het personeel dat voor de verschillende diensten van de vergadering nodig is, heeft niemand toegang tot de zaal waar de senatoren zitting houden.

ART. 80

1. Gedurende de gehele vergadering moeten de toehoorders in de tribunes in stilte blijven zitten.

2. Ieder die in de tribunes de orde stoort of tekenen van goed- of afkeuring geeft, wordt onmiddellijk verwijderd, en, indien daartoe grond bestaat, onverwijld voor de bevoegde overheid gebracht.

3. De tekst van dit artikel wordt op de deur van de tribunes aangebracht.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

CHAPITRE IV

Du greffier, des services et de la bibliothèque

ART. 81

Un greffier ayant rang de secrétaire général est nommé par le Sénat selon les règles fixées par l'article 74.

ART. 82

1. Le greffier assiste le président en toutes circonstances et notamment pendant les séances publiques, les comités secrets et les réunions du bureau.

Il dresse acte des délibérations du Sénat et tient procès-verbal des séances de l'assemblée, des comités secrets et des réunions du bureau.

2. Il assume l'exécution des décisions du Sénat et assure notamment les convocations de l'assemblée et de ses commissions, l'impression et la distribution des projets de loi, propositions, rapports, amendements, ainsi que tous autres documents dont la distribution est prévue par le règlement, l'expédition des projets de loi adoptés et la correspondance.

3. Il a la garde des archives du Sénat.

Sous sa surveillance sont tenus à jour les répertoires et dossiers des affaires dont le Sénat est saisi ainsi que des précédents.

4. Au nom du bureau, le greffier dirige les services et a autorité sur les membres du personnel, qu'il représente et dont il répond devant le bureau et le collège des questeurs.

5. Le greffier est assisté et remplacé en cas de maladie ou d'empêchement par le greffier adjoint, directeur ou directeur général des services législatifs, et par le directeur ou directeur général de la questure, chacun pour ce qui relève de ses attributions.

Par délégation du greffier, le directeur ou directeur général de la questure assume la responsabilité des services de la comptabilité.

**Texte adopté
par le Bureau**

CHAPITRE IV

Du greffier, des services et de la bibliothèque

ART. 81

Un greffier (secrétaire-général) est nommé par le Sénat sur la proposition du bureau, selon les règles fixées par l'article 74.

ART. 82

1. Le greffier assiste le président en toutes circonstances et notamment pendant les séances publiques, les comités secrets et les réunions du bureau.

Il dresse acte des délibérations du Sénat et tient procès-verbal des séances de l'assemblée, des comités secrets et des réunions du bureau.

2. Il assume l'exécution des décisions du Sénat et assure notamment les convocations de l'assemblée et de ses commissions, l'impression et la distribution des projets de loi, propositions, rapports, amendements, ainsi que tous autres documents dont la distribution est prévue par le règlement, l'expédition des projets de loi adoptés et la correspondance.

3. Il a la garde des archives du Sénat.

Sous sa surveillance sont tenus à jour les répertoires et dossiers des affaires dont le Sénat est saisi ainsi que des précédents.

4. Au nom du bureau, le greffier dirige les services et a autorité sur les membres du personnel, qu'il représente et dont il répond devant le bureau et le collège des questeurs.

5. Le greffier est assisté et remplacé en cas de maladie ou d'empêchement par le greffier adjoint, directeur ou directeur général des services législatifs, et par le directeur ou directeur général de la questure, chacun pour ce qui relève de ses attributions.

Par délégation du greffier, le directeur ou directeur général de la questure assume la responsabilité des services de la comptabilité.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

HOOFDSTUK IV

Griffier, diensten en bibliotheek

ART. 81

Een griffier, met de rang van secretaris-generaal, wordt door de Senaat benoemd volgens de regels gesteld in artikel 74.

ART. 82

1. De griffier staat de voorzitter in alle omstandigheden bij en met name tijdens de openbare vergaderingen, de vergaderingen met gesloten deuren en de vergaderingen van het bureau.

Hij neemt akte van de besluiten van de Senaat en houdt notulen van het verhandelde in de plenaire vergaderingen, in de vergaderingen met gesloten deuren en in de vergaderingen van het bureau.

2. Hij is belast met de tenuitvoerlegging van de beslissingen van de Senaat en zorgt inzonderheid voor de bijeenroeping van de vergadering en van haar commissies, voor het drukken en ronddelen van de ontwerpen van wet, voorstellen, verslagen, amendementen en alle andere stukken waarvan de ronddeling door het reglement is voorgeschreven, voor het doorzenden van de aangenomen ontwerpen van wet en voor de correspondentie.

3. Hij houdt het archief van de Senaat in bewaring.

Onder zijn toezicht worden de repertoria en de dossiers bijgehouden betreffende de bij de Senaat aanhangige zaken en de precedënten.

4. Uit naam van het bureau leidt de griffier de diensten en heeft gezag over de leden van het personeel, die hij vertegenwoordigt en voor wie hij verantwoordelijk is tegenover het bureau en het college van quaestoren.

5. De griffier wordt bijgestaan en bij ziekte of verhindering vervangen door de adjunct-griffier, directeur of directeur-generaal van de wetgevingsdiensten, en door de directeur of directeur-generaal van de quaestuur, elk wat zijn bevoegdheden betreft.

In opdracht van de griffier draagt de directeur of directeur-generaal van de quaestuur de verantwoordelijkheid voor de boekhoudingsdiensten.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

HOOFDSTUK IV

Griffier, diensten en bibliotheek

ART. 81

Een griffier (secretaris-generaal) wordt door de Senaat benoemd op voordracht van het bureau, volgens de regels gesteld in artikel 74.

ART. 82

1. De griffier staat de voorzitter in alle omstandigheden bij en met name tijdens de openbare vergaderingen, de vergaderingen met gesloten deuren en de vergaderingen van het bureau.

Hij neemt akte van de besluiten van de Senaat en houdt notulen van het verhandelde in de plenaire vergaderingen, in de vergaderingen met gesloten deuren en in de vergaderingen van het bureau.

2. Hij is belast met de tenuitvoerlegging van de beslissingen van de Senaat en zorgt inzonderheid voor de bijeenroeping van de vergadering en van haar commissies, voor het drukken en ronddelen van de ontwerpen van wet, voorstellen, verslagen, amendementen en alle andere stukken waarvan de ronddeling door het reglement is voorgeschreven, voor het doorzenden van de aangenomen ontwerpen van wet en voor de correspondentie.

3. Hij houdt het archief van de Senaat in bewaring.

Onder zijn toezicht worden de repertoria en de dossiers bijgehouden betreffende de bij de Senaat aanhangige zaken en de precedënten.

4. Uit naam van het bureau leidt de griffier de diensten en heeft gezag over de leden van het personeel, die hij vertegenwoordigt en voor wie hij verantwoordelijk is tegenover het bureau en het college van quaestoren.

5. De griffier wordt bijgestaan en bij ziekte of verhindering vervangen door de adjunct-griffier, directeur of directeur-generaal van de wetgevingsdiensten, en door de directeur of directeur-generaal van de quaestuur, elk wat zijn bevoegdheden betreft.

In opdracht van de griffier draagt de directeur of directeur-generaal van de quaestuur de verantwoordelijkheid voor de boekhoudingsdiensten.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

ART. 83

1. Les services du Sénat sont placés sous l'autorité du bureau.

2. Un règlement organique arrêté par le bureau règle l'organisation des services et fixe le statut des membres du personnel.

3. Sur proposition du collège des questeurs, le bureau nomme et révoque les membres du personnel et fixe leurs traitements.

ART. 84

Le budget du Sénat intervient dans les dépenses affectées à la bibliothèque du Parlement.

CHAPITRE V

De la dotation

ART. 85

Le Sénat fixe chaque année sa dotation de fonctionnement, sur proposition du bureau.

La dotation adoptée est communiquée au ministre qui a le budget fédéral dans ses attributions pour être inscrite dans le projet de budget général des dépenses.

CHAPITRE VI

De la révision du règlement

ART. 86

Toute proposition de modification du règlement, si elle est jugée recevable par le président, est traduite, imprimée, distribuée et envoyée au bureau, accompagnée de ses développements.

Les dispositions des articles 27 et 55 à 58 s'appliquent également aux propositions de modification du règlement.

**Texte adopté
par le Bureau**

ART. 83

1. Les services du Sénat sont placés sous l'autorité du bureau.

2. Un règlement organique arrêté par le bureau règle l'organisation des services et fixe le statut des membres du personnel.

3. Sur proposition du collège des questeurs, le bureau nomme et révoque les membres du personnel et fixe leurs traitements.

ART. 84

Le budget du Sénat intervient dans les dépenses affectées à la bibliothèque du Parlement.

CHAPITRE V

De la dotation

ART. 85

Le Sénat fixe chaque année sa dotation de fonctionnement, sur proposition du bureau.

La dotation adoptée est communiquée au ministre qui a le budget fédéral dans ses attributions pour être inscrite dans le projet de budget général des dépenses.

CHAPITRE VI

De la révision du règlement

ART. 86

Toute proposition de modification du règlement, si elle est jugée recevable par le président, est traduite, imprimée, distribuée et envoyée au bureau, accompagnée de ses développements.

Les dispositions des articles 27 et 55 à 58 s'appliquent également aux propositions de modification du règlement.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

ART. 83

1. De diensten van de Senaat staan onder het gezag van het bureau.

2. Een door het bureau vast te stellen organiek reglement regelt de organisatie van de diensten en de rechtspositie van de leden van het personeel.

3. Op voorstel van het college van quaestoren, benoemt en ontslaat het bureau de leden van het personeel en stelt hun wedde vast.

ART. 84

De begroting van de Senaat draagt bij in de kosten verbonden aan de bibliotheek van het Parlement.

HOOFDSTUK V

Dotatie

ART. 85

De Senaat stelt elk jaar de dotatie voor zijn werking vast op voorstel van het bureau.

De aangenomen dotatie wordt meegedeeld aan de minister die de federale begroting onder zijn bevoegdheid heeft, om te worden opgenomen in het ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK VI

Herziening van het reglement

ART. 86

Elk voorstel tot wijziging van het reglement wordt, indien het door de voorzitter ontvankelijk wordt bevonden, samen met zijn toelichting vertaald, gedrukt, rondgedeeld en verwezen naar het bureau.

Het bepaalde bij de artikelen 27 en 55 tot 58 geldt ook voor de voorstellen tot wijziging van het reglement.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

ART. 83

1. De diensten van de Senaat staan onder het gezag van het bureau.

2. Een door het bureau vast te stellen organiek reglement regelt de organisatie van de diensten en de rechtspositie van de leden van het personeel.

3. Op voorstel van het college van quaestoren, benoemt en ontslaat het bureau de leden van het personeel en stelt hun wedde vast.

ART. 84

De begroting van de Senaat draagt bij in de kosten verbonden aan de bibliotheek van het Parlement.

HOOFDSTUK V

Dotatie

ART. 85

De Senaat stelt elk jaar de dotatie voor zijn werking vast op voorstel van het bureau.

De aangenomen dotatie wordt meegedeeld aan de minister die de federale begroting onder zijn bevoegdheid heeft, om te worden opgenomen in het ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK VI

Herziening van het reglement

ART. 86

Elk voorstel tot wijziging van het reglement wordt, indien het door de voorzitter ontvankelijk wordt bevonden, samen met zijn toelichting vertaald, gedrukt, rondgedeeld en verwezen naar het bureau.

Het bepaalde bij de artikelen 27 en 55 tot 58 geldt ook voor de voorstellen tot wijziging van het reglement.

**Texte actuel du règlement
(version 9 janvier 1997)**

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ART. 87

Le règlement du Sénat de Belgique du 19 octobre 1831, modifié en dernier lieu le 28 avril 1994, est abrogé.

ART. 88

Le présent règlement entre en vigueur le jour fixé pour la prochaine convocation des sénateurs élus directement par le corps électoral.

**Texte adopté
par le Bureau**

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ART. 87

Le règlement du Sénat de Belgique du 19 octobre 1831, modifié en dernier lieu le 28 avril 1994, est abrogé.

ART. 88

Le présent règlement entre en vigueur le jour fixé pour la prochaine convocation des sénateurs élus directement par le corps électoral.

**Huidige tekst van het reglement
(versie 9 januari 1997)**

TITEL VI

SLOTBEPALINGEN

ART. 87

Het reglement van de Belgische Senaat van 19 oktober 1831, laatst gewijzigd op 28 april 1994, wordt opgeheven.

ART. 88

Dit reglement treedt in werking op de dag die vastgesteld wordt voor de eerstkomende bijeenroeping van de rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen senatoren.

**Tekst aangenomen
door het Bureau**

TITEL VI

SLOTBEPALINGEN

ART. 87

Het reglement van de Belgische Senaat van 19 oktober 1831, laatst gewijzigd op 28 april 1994, wordt opgeheven.

ART. 88

Dit reglement treedt in werking op de dag die vastgesteld wordt voor de eerstkomende bijeenroeping van de rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen senatoren.